

L'U.S. Air Force choisit
un réacteur franco-américain
pour ses avions ravitailleurs

LIRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 F; Arabie, 2 F; Tunisie, 2 F; Belgique, 1,20 F; Brésil, 1,50 F; Canada, 2 F; Espagne, 2 F; États-Unis, 2 F; France, 2 F; Grèce, 1,50 F; Italie, 1,50 F; Japon, 2 F; Liban, 2 F; Luxembourg, 1,50 F; Maroc, 2 F; Pays-Bas, 2 F; Portugal, 2 F; Royaume-Uni, 2 F; Suède, 2 F; Suisse, 2 F; Tchécoslovaquie, 2 F; Turquie, 2 F; Yougoslavie, 2 F.

Tarif des abonnements page 28
5, RUE DES ÉVALUÉS
75007 PARIS CEDEX 06
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Les sanctions contre M. Sakharov

La victime

L'académicien Andreï Sakharov est la première victime illustre de la crise provoquée par l'affaire d'Afghanistan. Ces derniers temps, il avait certes continué à attirer l'attention sur les violations des droits de l'homme en U.R.S.S., mais il ne l'avait pas fait avec plus de virulence que de coutume. Si les autorités ont décidé que ses activités ne pouvaient plus être tolérées, c'est qu'elles ont estimé qu'elles n'avaient plus de peccatores à prendre. Peu leur importe de provoquer un nouveau scandale international. En cette période de fin de règne, le bureau politique s'est rangé derrière les partisans de la fermeté. A l'extérieur, on talonne les croupiers à l'impérialisme. A l'intérieur, on porte un coup à la dissidence en frappant le plus prestigieux de ses représentants.

Pourquoi M. Sakharov passait-il jusqu'à présent pour intouchable ? Le pouvoir ne se gênait pas pour arrêter des écrivains, sachant que les remous dans les milieux littéraires ne tiraient guère à conséquence pour lui. En revanche, les scientifiques, dont le gouvernement a besoin, étaient sensibles au sort d'un de leurs collègues, même s'ils n'approuvaient pas ses prises de position. Les autorités avaient même dû renoncer à faire expulser par ses pairs de l'Académie des sciences le fondateur du comité des droits de l'homme. La prudence n'est plus de mise : en assignant à résidence M. Sakharov, les services de sécurité signifient que personne désormais n'échappe à la répression.

Cette décision marque, en plus, l'affirmation de la fin d'une certaine forme de coexistence entre les deux Super-Grands. L'U.R.S.S. comptait pour son développement sur la technologie de l'Occident. Pour maintenir cette coopération, il lui fallait traiter avec une modération relative les contestataires qui avaient quelque notoriété. Dans le débat qui mit aux prises à ce sujet les dissidents, M. Sakharov plaçait pour un bon usage de la détente. Contrairement à certains de ses amis, qui dénonçaient « les compromissions de l'Occident », il recommandait aux gouvernements démocratiques de coopérer avec le Kremlin à condition que les opposants en tirent avantage.

Cette coopération a abouti à des trucs un peu cyniques — des espions contre des opposants, et, en fin de compte, des opposants contre du bêtise ou du matériel, mais justifiés par des raisons humanitaires. Les limites d'une telle politique étaient évidentes : penser, comme semblait le faire M. Sakharov, que l'achat d'ordinateurs devait être payé par une démocratisation n'était qu'un rêve.

Or voilà que même les résultats beaucoup moins spectaculaires sont remis en cause. La tension internationale provoque déjà un cycle d'actions et de réactions qui risquent d'échapper au contrôle des dirigeants soviétiques. Ne vont-ils pas être entraînés au-delà du point qu'ils voulaient atteindre ? Ces derniers jours, ils semblaient décidés à exhorter l'Europe pour qu'elle résiste aux pressions ou aux conseils des Américains. La mise en résidence surveillée de M. Sakharov annule les effets de cette campagne de charme. La police a interpellé l'académicien au moment où M. Chaban-Delmas s'entretenait avec M. Brejnev. Le président de l'Assemblée nationale française ne pouvait donc pas poursuivre son voyage en U.R.S.S.

Depuis des mois, la police « nettoie » Moscou. Ne pouvant pendant la période des Jeux surveiller les alliés et venues des uns et des autres au milieu d'une foule d'étrangers, elle déportait les opposants. En s'attaquant à M. Sakharov, elle a peut-être simplifié sa tâche à l'extérieur. L'interpellation du Prix Nobel de la paix ne va-t-elle pas singulièrement renforcer la campagne pour le boycottage des Jeux ?

- M. Jacques Chaban-Delmas abrège son voyage en Union soviétique
- Le P.C.F. « désapprouve » la décision de Moscou

L'envoi en exil à Gorki de l'académicien Andreï Sakharov a encore aggravé le climat international, qui ne cesse de se dégrader depuis l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique. Cette mesure, prise mardi après-midi 22 janvier, à Moscou, a amené M. Chaban-Delmas à abrégier son séjour en U.R.S.S. Le président de l'Assemblée nationale, qui s'entretenait avec M. Brejnev, alors même que des agents du K.G.B. s'emparaient du plus illustre des défenseurs des droits de l'homme, a annoncé, mercredi matin, à Moscou, qu'il rentrerait dans la soirée du même jour à Paris pour marquer sa désapprobation.

C'est ce mercredi soir, également, qu'était attendu, en principe, à Paris, M. Kornienko, premier vice-ministre soviétique des affaires

étrangères. M. Kornienko devait s'entretenir, jeudi, avec MM. Jean François-Poncet et Bruno de Leusse, ministre des affaires étrangères et secrétaire général du Quai d'Orsay, des événements d'Afghanistan et de leurs conséquences sur la détente.

Les mesures répressives prises à l'encontre de M. Sakharov et de ses amis ont été vivement condamnées dans la plupart des capitales occidentales. On s'attendait que le gouvernement français fasse de même à l'issue du conseil des ministres de ce mercredi. « L'Humanité » de ce jour exprime pour sa part sa « désapprobation », tandis que plusieurs organisations attachées à la défense des droits de l'homme appellent à manifester à 18 heures devant l'ambassade soviétique.

De notre correspondant

Moscou. — M. Jacques Chaban-Delmas était venu en U.R.S.S. avec l'intention de demander aux dirigeants soviétiques des « gestes concrets » marquant leur volonté de poursuivre la détente. C'est peu dire qu'il n'a pas été entendu.

Le jour même où le président de l'Assemblée nationale était reçu par M. Brejnev, on apprenait que l'académicien Andreï Sakharov était envoyé en exil à Gorki. M. Chaban-Delmas, après quelques heures de réflexion, a dit les conséquences qui s'ensuivaient. Il a décidé, ce mercredi 22 janvier, d'interrompre son séjour en U.R.S.S. et de rentrer directement à Paris, sans visiter Volgograd, Sakon et Leningrad, comme le prévoyait son programme initial.

Par ce geste, le président de l'Assemblée nationale entend protester contre les mesures prises « l'encontre d'un physicien célèbre ». « Hôte des dirigeants soviétiques, je ne peux pas intervenir dans ce cas sans courir le risque d'une ingérence dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S. », déclare-t-il dans un texte remis à la presse.

« Je ne peux pas non plus me taire pour une raison de principe. Ne pouvant ni parler ni me taire, je m'estime personnellement dans l'obligation de regagner la France dans les plus brefs délais. »

L'académicien Sakharov et sa femme Elena Bonner, ont été mis mardi, en fin d'après-midi, dans un avion à destination de Gorki, l'ancienne Nijni-Novgorod, une grande ville de 170 000 habitants, située à 400 kilomètres de Moscou, au bord de la Volga, qui est totale-

ment interdite aux étrangers, ainsi d'ailleurs que toute sa région. Le procureur qui a signé le décret de réassignation aux époux Sakharov a indiqué que la mesure avait été en effet décidée pour « empêcher tout contact avec la presse étrangère ».

M. Sakharov avait été interpellé dans la rue vers 14 heures (heure de Moscou) alors qu'il se rendait, comme chaque mardi, à un séminaire de l'Académie des sciences, dont il est membre depuis 1953. Obligé de changer de voiture par plusieurs policiers, il fut amené chez le procureur, mais il put, entre-temps, prendre contact avec son avocat et téléphoner à sa femme.

Insuite le téléphone a été coupé au domicile de l'académicien. Le procureur a lu à M. Sakharov le

DANIEL VERNET.
(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Nul ne peut dire encore si le physicien Andreï Sakharov a été assigné à résidence à 400 kilomètres de Moscou dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques ou dans celui d'une globalisation positive du bilan soviétique en Union soviétique.

Nul ne sait si Georges Marchais se rendra au Kremlin pour manifester son désaccord les yeux dans les yeux avec Léonid Brejnev, comme il l'avait fait pour

Qui sait ?

approuver l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan. Nul ne sait s'il existe un rapport étroit ou seulement relatif entre la normalisation intérieure des droits de l'homme et la normalisation extérieure des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En fait, nous ne savons que ce que nous savons. Sakharov, Brejnev, Marchais, tous en carot trop sur toutes ces questions.

BERNARD CHAPIUS.

Le redéploiement des multinationales

par PIERRE DROUIN

Pourquoi ceux qui font métier de prévisions n'ont-ils jamais tant prospéré alors que leur tâche est de plus en plus difficile ? Précisément parce que, les aléas, qu'il s'agisse de politique, de monnaie ou de matières premières, n'ont jamais été aussi grands, et aussi parce que,

comme le disait l'un d'eux, l'Américain Michael K. Evans, leur devise — formulée ou non — est celle-ci : « Souvent dans l'erreur, jamais dans le doute. »

Pour nombre d'hommes d'affaires, l'hésitation est souvent plus insupportable que le risque de se tromper. Notamment pour les dirigeants de firmes multinationales, qui ne peuvent laisser leurs profits en repos et dont la mauvaise appréciation lui peut être compensée ailleurs par de bonnes mises.

Au jeu des investissements des grands groupes internationaux, on peut sans doute en apprendre plus sur le paysage des affaires de demain que dans tous les scénarios économétriques. Dans la tourmente, le flair du capitaine de navire n'est-il pas plus important que tous les calculs ? La crise a contraint les responsables des firmes privées à réviser leur stratégie. Où placent-ils leurs pions aujourd'hui ? Quels nouveaux courants leur paraissent-ils porteurs ? Quels havres ont-ils abandonnés ?

Ce qui apparaît le plus clairement de ce côté-ci de l'Atlantique, c'est la moindre attraction de l'Europe, et en revanche le nouvel attrait des États-Unis pour les investisseurs. Depuis quelque temps, la situation s'est inversée par rapport à la période précédente. Alors que, dès l'origine, la Communauté européenne attirait les capitaux américains pour de multiples raisons (espoir de bonnes affaires sur un marché élargi, manière de tourner efficacement le tarif extérieur commun), les investisseurs en dehors de la C.E.E. (et notamment en Amérique du Nord) progressent plus vite que les investissements dans la C.E.E.

(Lire la suite page 36.)



Jacqueline Platier/Le Monde

Françoise Mallet-Joris
Dickie-Roi
roman
GRASSET

Le conflit entre les médecins et la Sécurité sociale

Vers un éclatement du système d'assurance-maladie ?

Sauf importantes concessions des caisses d'assurance-maladie, la nouvelle réunion — ce mercredi 23 janvier — entre les gestionnaires de ces caisses et les syndicats de médecins devrait se traduire par un échec et donner le signal d'une « guerre de tranchées ». La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) considère, en effet, que le projet, préparé par les administrateurs des caisses, d'une nouvelle convention réglementant les relations entre l'assurance-maladie, les médecins et leurs patients aboutirait à une « prise de pouvoir des caisses sur le corps médical » et à une remise en cause de l'exercice libéral de la médecine.

La C.S.M.F., déjà trébuchée par le blocage des honoraires décidé par les pouvoirs publics depuis juillet, se réunit à la fin de la semaine en assemblée générale extraordinaire : elle envisage de déclencher une nouvelle « guerre des tarifs » et une grande campagne d'information sur les dangers d'un échec définitif des discussions d'ici à la mi-mars. Le gouvernement prépare un texte législatif qui, en cas de réchec, mettrait officiellement fin à dix années de conventionnement au grand dam des assurés. Le conflit qui se durcit risque, en effet, d'aboutir à un éclatement du régime d'assurance-maladie, une partie des assurés risquant de ne plus être remboursée correctement.

Un remède de cheval

Comment en est-on arrivé là ? Syndicats de médecins et caisses d'assurance-maladie doivent, d'ici au 15 mars, élaborer une convention remplaçant celle qui vient à expiration en avril. Depuis octobre 1971, un nouveau type de relations entre caisses et praticiens a été mis en place : la première convention (1971-1975), et la deuxième (1975-1980) avaient pour objectif ambitieux de mener la réforme de la médecine à la fois par le libre choix du médecin par le malade et la liberté de prescription des médicaments tout en contenant les dépenses de santé dans les limites souhaitées, et cela grâce à un système original d'autodiscipline.

Chaque trimestre, au niveau départemental, une commission médicale recevait des « tableaux statistiques » d'activités des praticiens (T.S.A.P.) qui dressaient le « profil » de chaque généraliste et spécialiste.

En cas d'abus manifeste ou de non-respect des honoraires négociés chaque année, la commission avertissait l'autorité de ces exagérations ; en cas de réchec, une commission médico-sociale (généraliste des caisses de sécurité sociale et médecins) pouvait sanctionner le praticien en le dégageant de la convention, laquelle accordait des avantages sociaux au corps médical tout en assurant le malade d'être remboursé normalement. Afin de rassembler le maximum de médecins dans ce système, la convention prévoyait d'accorder à certains praticiens un droit à dépeçage (D.P.), en fonction de leur qualification et de leur notoriété.

Apparemment, ces dix années de relations conventionnelles ont été un succès : le nombre de médecins conventionnés est passé de 85 % à 97,4 %, garantissant ainsi à la quasi-totalité des malades un remboursement normal. On annonçait déjà le succès de ce système de médecine libérale « à la française », qui, dans une économie de type capitaliste, sauvegardait la socialisation des risques. Hélas ! les faiblesses du dispositif apparaissent de plus en plus clairement et la convention, pour maître du système, est devenue une « passoire ».

RENÉ CHAR ET SES PEINTRES

La Bibliothèque en feu

Deux événements viennent projeter sur le nom de René Char les feux de l'actualité. Après la sortie de « Fenêtres dormantes et porte sur le toit » où s'inscrit la trajectoire récente (1978-1979) d'une vie de poète aux intuitions cosmiques en prise directe sur le présent et sur l'éternel, voici que se déploie une autre trajectoire plus spectaculaire sans doute pour le profane, celle de trente ans de poésie. La Bibliothèque nationale offre aux manuscrits de René Char, enluminés par quelques-uns des meilleurs peintres du vingtième siècle, tout l'espace de la galerie Marsart. Déjà ces artistes avaient illustré de nombreux ouvrages de poètes, Georges Braque, par

(Lire page 21.)

Les sanctions prises contre M. Andréi Sakharov

M. Chaban-Delmas abrège son séjour en U.R.S.S.

(Suite de la première page.)

« Prenant en considération les nombreuses propositions faites par les représentants de l'opinion publique soviétique, le président du Soviet suprême de l'U.R.S.S. a retiré à André Sakharov le titre de héros du travail socialiste et toutes les décorations qui lui avaient été décernées, et le conseil des ministres de l'U.R.S.S. lui a retiré le titre de lauréat des prix de l'U.R.S.S. dont il avait bénéficié ».

M. Sakharov était trois fois héros du travail socialiste. Il était titulaire de l'ordre de Lénine et d'un prix Staline. Le seul titre qui lui reste est celui d'académicien, qui ne peut lui être enlevé qu'en même temps que la nationalité soviétique. Alors que jusqu'à l'année dernière, le titre d'académicien était décerné à vie, l'Académie des sciences a décidé qu'un membre pouvait être déchu lorsqu'il perdait sa nationalité soviétique.

L'affaire avait commencé par un coup de téléphone anonyme annonçant à des correspondants étrangers que M. Sakharov avait été arrêté. Plus tard le bruit courut même qu'il était déjà à l'aéroport international de Moscou-Cheremétievo, en passe d'être expulsé, comme Soljenitsyne en 1974. Aussitôt les journalistes étrangers s'étaient précipités au domicile de l'académicien dont l'absence était d'ordinaire tout à fait libre. L'immeuble était gardé par une vingtaine de policiers en uniforme et en civil, qui ne laissaient passer que les résidents. Contre toute évidence, un policier déclara que ses collègues étaient venus enquêter sur un cambriolage survenu au deuxième étage (M. Sakharov habite au septième), que l'académicien « n'était rien à voir là-dedans ». Cependant, les policiers empêchaient les journalistes de prendre contact avec les habitants de l'immeuble. Vers 17 heures (heure de Moscou), une petite camionnette du K.G.B. emmena M. Sakharov et sa mère vers l'aéroport des lignes intérieures soviétiques de Domodedovo pour rejoindre M. Sakharov.

Le Prix Nobel de la paix va se retrouver pour un temps, indétachablement isolé de ses amis et de ses proches. Il ne pourra remplir sa fonction de porte-parole du mouvement dissident. Il est vrai qu'il profitait de son statut d'académicien et des privilèges qui y étaient attachés pour faire connaître au monde entier le sort des détenus politiques et de

tous les défenseurs des droits de l'homme en U.R.S.S. C'est dans les conférences de presse où les cas de répression étaient exposés (c'est lui qui gardait le contact avec les groupes de dissidents de province dont l'activité et les difficultés sont mal connues).

Pour le mouvement des droits de l'homme, le coup est très dur. Après les condamnations d'Orlov et de Chicharanski, les expulsions de Soljenitsyne, de Guinzbourg et de Koumetsov, etc., M. Sakharov est le dernier des « grands » dissidents célèbres à l'étranger. En outre, il perdait ainsi temporairement du moins, à l'abri des poursuites grâce à sa notoriété et à son prestige. Après la vague d'arrestations, d'expulsions et de perquisitions qui a frappé tous les groupes ces derniers mois, la sanction prise à son encontre témoigne de la volonté du pouvoir d'en finir avec les contestataires, avant les Jeux olympiques (s'ils ont lieu). Elle a aussi une fonction d'intimidation : si les autorités ont osé toucher à un académicien, Nobel de la paix, qui n'est que dix ans à défendre haut et fort les droits civiques, elles n'hésiteront pas à frapper durement les autres et les sans-grade de la dissidence.

Tactiquement, le moment semble avoir été bien choisi. Alors que l'opinion publique internationale est en grande partie indignée par l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, l'exil de M. Sakharov pourrait passer inaperçu dans le tourbillon. Alors que les relations Est-Ouest traversent une grave crise, le sort d'un individu ne mobilisera guère les foules. C'est du moins le calcul qu'on veut faire les dirigeants soviétiques.

D'autre part, les rapports de l'U.R.S.S. avec les Etats-Unis sont si mauvais que le Kremlin ne prend pas le risque d'une nouvelle détérioration en frappant maintenant l'académicien. En montrant que son « protégé » n'est pas à l'abri de la répression, ils répondent, en outre, au président Carter et à toutes ses mesures de représailles et lui lancent un véritable défi. Par cette démonstration de force, les dirigeants soviétiques veulent prouver qu'ils ne se laissent pas intimider. Ce durcissement entraîne cependant une escalade très dangereuse pour la stabilité internationale.

DANIEL VERNET.



(Dessin de KONK.)

Les conversations du président de l'Assemblée nationale à Moscou ont été « très serrées »

De notre correspondant

Moscou. — Au cours de son voyage courté en U.R.S.S., M. Chaban-Delmas a tout de même en la temps de rencontrer le mardi 22 janvier, M. Leonid Brejnev et de s'entretenir avec des fonctionnaires du comité central et des députés du Soviet suprême. Les conversations ont porté essentiellement sur l'Afghanistan. Les deux parties ont exposé leurs analyses de la situation sans qu'aucun rapprochement ait été constaté. Les explications des Soviétiques n'ont pas convaincu que les précédents de la délégation française, qui a indiqué que la discussion avait été « très serrée ».

M. Chaban-Delmas a déclaré que, du point de vue de Paris, la présence des troupes soviétiques en Afghanistan constituait une « occupation ». A quoi M. Chitikov, président d'une des deux Chambres du Soviet suprême, a répondu que le terme était « inacceptable ». Dans le toast prononcé au déjeuner offert par le Soviet suprême, le prési-

dent de l'Assemblée nationale française a déclaré que le « désaccord porte non seulement sur la matérialité des faits, mais aussi sur la nature des événements ».

Après avoir souligné l'utilité et même la nécessité du dialogue sur un « point précis qui constitue un obstacle à la détente », M. Chaban-Delmas a souhaité que l'« accord entre deux gouvernements sur les problèmes concernant ce problème » (c'est-à-dire l'Afghanistan) se substitue au désaccord actuel et que notre dialogue se poursuive et s'approfondisse de telle manière que notre politique d'entente et de coopération puisse se développer dans les différents domaines où elle existe déjà. Mais il n'en a pas moins souligné qu'il était tout à fait normal que le « pays de droit de l'homme et du citoyen soit très attentif quand il s'agit du respect des principes d'indépendance nationale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». — D. V.

La tolérance au service des droits de l'homme

Avec son visage rond éclairé par un perpétuel sourire et prolongé par un grand front largement dégarni, avec sa voix douce, il a parfois l'air d'un enfant. Soljenitsyne, avec qui il a été souvent en désaccord, écrit que le trait dominant de l'homme est « une confiance limpide née de sa pureté (...). Sakharov n'était pas le moins du monde prédisposé à affronter en content anguiller le totalitarisme sans cœur, la totalitarisme à pologne de fer, au regard perçant, indéchiffrable ; et par ce fait même, il y était plus décidé que quiconque (!) ».

Rien ne prédisposait, en effet, André Dmitrievitch Sakharov à devenir à la fois le héros et le rempart du mouvement pour les droits de l'homme en U.R.S.S., sans ses qualités personnelles, sa bonté et son humanité.

Il est né le 21 mai 1921 à Moscou, dans une famille bourgeoise. Son père était aussi professeur de physique et son oncle est le grand généticien Nicolas Vavilov, qui mourut dans un camp, sous le règne de Staline. Après des études à l'université de Moscou, il est envoyé, en 1942, comme ingénieur dans une usine d'armement, où il se distinguait par plusieurs inventions. Après la guerre, il fait sa thèse de doctorat sous la direction de Igor Tamm, spécialiste de physique quantique, qui recruta, en 1953, le prix Nobel. En 1948, il est versé dans une équipe travaillant sur la bombe atomique. Il affirme avoir été dans ce groupe l'auteur de « plusieurs idées-clés », mais il refuse le titre de « père de la bombe H soviétique ».

A partir de 1950, il mène avec Tamm des travaux sur l'application industrielle de l'énergie atomique,

mais il reste dépendant du groupe de recherche militaire qui, jusqu'en 1953, est placé sous la tutelle de Boris. André Sakharov n'a jamais été membre du parti. La fragmentation des fonctionnaires cyniques du complexe militaro-industriel, la mort de Staline, puis le vingtième congrès, l'amènent à se poser des questions. Entre-temps, cependant, il est élu, en 1953, membre à part entière de l'Académie des sciences sans avoir jamais été correspondant. A trente-deux ans, il est le plus jeune académicien. Jusqu'à son envoi en rélegation, il en avait gardé certains privilèges (salaires, datcha, voiture noire avec chauffeur, quelques heures par jour qui donnaient parfois l'impression qu'il était intouchable).

Une figure de proue

Ses premiers désaccords publics avec les autorités portent sur les expériences atomiques, dont il demande, dès 1955, l'arrêt à Khrouchchev. Il reconstruit la même démarche trois ans plus tard, quand le premier secrétaire veut lancer toute une série d'essais pour impressionner les Américains en pleine crise de Berlin. « Reprendre les essais après trois ans d'interruption pour des raisons de sécurité, c'est le désarmement », écrit-il. Au cours d'un dîner, il passe son taxi à Khrouchchev, qui répond qu'il n'a pas à s'occuper de politique étrangère. Ses idées seront pourtant reprises dans le traité de Moscou de 1963.

Au début des années 60, il défend les thèses génétiques classiques de Mendel contre les élucubrations

ministres de Lyssenko. C'est alors qu'il se lie avec les frères Medvedev (Juris, le biologiste, est en exil à Londres, tandis que Roy, l'historien, vit toujours à Moscou), puis il commence modestement son activité en faveur de ce qu'on n'appelle pas encore le mouvement pour les droits de l'homme. En 1966, avec d'autres personnalités scientifiques et artistiques, il écrit à M. Brejnev, à la veille du vingt-troisième congrès, pour mettre en garde contre une réhabilitation de Staline. Il proteste contre les condamnations de Sinavski, de Daniel, de Guinzbourg, de Galanskov. En 1967, il fait préparer son premier manifeste par les secrétaires de son institut qui, évidemment, le dénoncent à la police. Malgré les pressions des autorités, le document est publié sous le titre « Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle ».

L'intervention soviétique en Tchecoslovaquie lui montre que tout espoir de libéralisation interne du système est vain. En 1970, il fonde avec d'autres physiciens le premier comité pour la défense des droits de l'homme. Depuis, il est resté la figure de proue du mouvement, prenant fait et cause pour tous les détenus et persécutés, quelles que soient leurs orientations idéologiques ou politiques. En 1973, il appelle le Congrès américain à voter l'amendement Jackson, qui lie notamment le développement du commerce entre l'Union soviétique et les Etats-Unis au droit à l'émigration pour les Juifs soviétiques.

Quand il reçoit, en 1975, le prix Nobel de la paix, la propagande officielle se déchaîne contre lui. Les autorités lui refusent le droit de se

rendre en Norvège et c'est sa femme, Helena Bonner, qui joue également un rôle actif dans le mouvement. Dès lors, Sakharov consacre sa vie à la défense des droits civiques, malgré les tentatives d'intimidation, les menaces, les perquisitions, les interpellations par la police, et les amendes. Son statut d'académicien le protège dans une certaine mesure, de même que sa notoriété à l'étranger. En 1977, il échange une correspondance avec le président Carter, qui l'encourage à persévérer. Il n'en tire aucune gloire personnelle, mais il met ses rares privilèges au service du mouvement pour les droits de l'homme.

Avait-il peur ? « Avant tout et en permanence, j'ai peur pour mes proches, amis et parents, disait-il récemment. En ce qui me concerne personnellement, on ne peut être sûr de rien, mais le méfiance de ne pas y penser. Sans doute, il a son profond libéralisme et son sens de la tolérance de son calme et de sa sérénité. C'est en cela qu'il se distingue de Soljenitsyne. Tout en étant fondamentalement solidaire de l'auteur de l'archipel du goulag, il n'hésite pas à critiquer son nationalisme, sa méfiance à l'égard du progrès, sa conception autoritaire du pouvoir, son romantisme patriarcal et religieux. André Sakharov est un enfant du siècle des Lumières. Parlant de la décennie 1970, il nous dit, il y a un peu plus d'un mois, que l'événement le plus important avait été « l'essor du mouvement pour les droits de l'homme en U.R.S.S. et le changement psychologique de l'Occident à son égard ». — D. V.

(1) Soljenitsyne, le Chêne et le Vent, page 338 et suivantes.

Les réactions à l'étranger...

L'arrestation d'André Sakharov a soulevé une vive émotion dans de très nombreuses capitales, dans les milieux des dissidents d'Europe de l'Est, et parmi les organisations internationales.

● A WASHINGTON, le département d'Etat a publié une déclaration dans laquelle il fait état de la « grave préoccupation de toutes les sociétés libres » et condamne « la politique de persécution et d'emprisonnement de nombre des amis et collègues de Sakharov dans leur lutte courageuse pour les droits de l'homme. Tous ceux qui attachent du prix à la liberté, ajoute le département d'Etat, déplorent cet acte officiel de répression d'un homme qui a combattu vaillamment pour les droits de l'homme en U.R.S.S. ».

La commission du Congrès chargée de surveiller l'application des accords d'Helsinki, de son côté, s'est vivement opposée à la répression du physicien soviétique. Son porte-parole a affirmé : « L'enlèvement d'un prix Nobel dans les rues de Moscou par les bandits du K.G.B. nous rappelle une fois de plus le mépris flagrant de l'Union soviétique pour les accords signés il y a près de cinq ans à Helsinki », et il a demandé que les « Jeux olympiques soient déplorés, retardés ou boycottés ».

● A PEKIN, l'agence Chine nouvelle estime ce mercredi que les mesures prises contre l'académicien sont « une conséquence de son opposition à l'invasion de l'Afghanistan ».

● DANS LES MILIEUX EUROPEENS, les réactions sont également très vives. A Bruxelles, M. Lorenzo Natali a exprimé, au nom de la Commission européenne, son vif désaccord avec la répression de Sakharov, et a demandé que les « droits de l'homme soient respectés ».

● A ROME, le parti communiste italien a sévèrement condamné l'arrestation de M. Sakharov, nous indique notre correspondant, Robert Solé. Le quotidien du P.C.I., l'Unità, publie ce mercredi un éditorial de première page dans lequel il estime que les mesures prises contre l'académicien « constituent un défi à la résolution d'une impasse à résoudre par la tolérance et la libre confrontation des tensions qui traversent la société soviétique ».

● A LONDRES, l'arrestation du physicien a provoqué de vives réactions. A l'Assemblée britannique, Mme Thatcher a exprimé, stilo confirmée la nouvelle, « les graves préoccupations » du gouvernement britannique. Un « ou plus tard dans la soirée, ajoute notre correspondant, M. Loe, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a convoqué l'ambassadeur d'U.R.S.S. au Foreign Office pour lui faire part d'une protestation officielle de la Grande-Bretagne contre une telle répression, contraire aux accords d'Helsinki ».

● EN SCANDINAVIE, l'annonce de la mesure a provoqué la condamnation de l'arrestation de M. Sakharov à provoqué la con-

ternation. Le vice-président du comité Nobel norvégien, M. Egil Aarvik, s'est déclaré « profondément choqué » et a demandé la « démonstration de la jaco de l'Union soviétique ».

● A PARIS, M. Jean Lecanier, ministre des Affaires étrangères, a indiqué qu'il était « consterné » par cette arrestation, qu'il jugeait « une régression évidente ». Son collègue suédois, de son côté, a déploré mardi soir « la scandaleuse mesure » dont est victime l'académicien.

L'inquiétude des dissidents

● LES MILIEUX DISSIDENTS SOVIETIQUES EN EXIL ont, eux aussi, très vivement réagi à l'arrestation de Sakharov. Aux Etats-Unis, Mme Ludmila Alexeieva, représentante à l'étranger du « groupe d'Helsinki », a déclaré à l'A.F.P. : « Cette mesure est plus grave qu'il n'y paraît, car elle rendra muet un homme qui était la source principale d'informations sur les injustices du pouvoir soviétique à l'égard de ses propres citoyens. Les conditions soviétiques, on ne va pas aussi facilement de Moscou à Gorki qu'on va en France, de Paris à Bordeaux. De plus, une désignation de résistance n'a pas de limite dans le temps ».

● M. JEAN ELLENSTEIN, historien, membre du P.C.F., a déclaré : « Ces mesures sont une victoire des faucons soviétiques. Cet acte montre que les autorités soviétiques n'hésitent à toute forme de répression et de lutte pour les droits de l'homme ».

● M. JEAN ELLENSTEIN, historien, membre du P.C.F., a déclaré : « Ces mesures sont une victoire des faucons soviétiques. Cet acte montre que les autorités soviétiques n'hésitent à toute forme de répression et de lutte pour les droits de l'homme ».

LE P.S. : la base de la démocratie

Le secrétariat international du P.S. déclare : « en arrêtant et expulsant le physicien André Sakharov, Prix Nobel de la paix et représentant le plus connu de ceux-ci, en U.R.S.S., luttant pour la liberté d'opinion et d'expression, les dirigeants soviétiques montrent que, soixante-deux ans après la Révolution d'octobre, dans un pays qui se réclame du socialisme, il ne parviennent pas à accepter l'expression d'opinions et d'expressions différentes, base d'une réelle démocratie politique et pour nous élément fondamental de ce qu'est réellement le socialisme ».

● M. GEORGES SARRÉ, membre du bureau directeur du P.S., a déclaré : « C'est un acte politique grave,

et la rélegation de M. Sakharov. Amnesty International s'est déclarée « profondément choquée » par ces mesures « prises directement en raison de l'activité de l'académicien en faveur de la défense des droits de l'homme en U.R.S.S. ». Elle a exprimé son accord international avec les accords internationaux souscrits par l'U.R.S.S., qui garantissent la liberté de conscience ». — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

...et en France

Une fois encore, l'U.R.S.S. ne tolère aucune espèce de contestation interne, quelle que soit l'importance de la contestation, quelle que soit la réputation de la contestation, quelle que soit la réputation de la contestation.

● M. ROGER - GERARD SCHWARTZ, journaliste, vice-président du M.R.G., a déclaré : « Nous voulons croire que la gauche tout entière protestera avec la dernière énergie contre cette violation des droits de l'homme. Nous voulons croire que notre gouvernement s'élèvera avec une protestation solennelle auprès des autorités soviétiques ». — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

● LA FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME : « Ce geste politique interne de l'U.R.S.S. se situe dans la même perspective que l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. La Fédération, dont André Sakharov était l'un des correspondants en U.R.S.S., tient à saluer le courage physique et intellectuel de ce militant exemplaire pour la défense des droits de l'homme ».

DISSIDENCE

« Vous pouvez interpréter l'expression d'idées fausses, mais ces idées demeureront. En revanche, si vous gardez les idées justes en votre cœur, bien à l'abri des intempéries et immunités contre la maladie, elles ne mourront jamais. Les idées fausses, la seule manière, donc, de promouvoir la vérité et de battre l'erreur est d'avoir recours à la discussion, à la critique et au raisonnement ».

Qui parle ainsi ? André Sakharov et les dissidents soviétiques ? Hans Küng et les théologues sanctionnés ? Non, c'est le dissident Mao Tse-tung, en mai 1956, lors du printemps des cent fleurs.

ALAIN WOODROW.

LES BUREAUX

LE MONDE
est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des quotidiens d'annonces
et de toutes les informations
Vous y trouverez
LES BUREAUX
que vous recherchez

EUROPE

Les sanctions prises contre M. Andréi Sakharov

Libres opinions

REALPOLITIK ou DROITS DE L'HOMME ?

par JEAN-PAUL MATHIEU (*)

D U 18 février au 4 mars 1980 se tiendra à Hambourg un forum scientifique international. L'acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), adopté à Helsinki le 1^{er} août 1975, avait prévu que ce forum, « réunion de personnalités éminentes du monde de la science provenant des Etats participants », aurait pour but de « discuter de problèmes (...) relatifs au développement présent et futur de la science » et de « favoriser l'accroissement des contacts, les communications et l'échange d'informations entre institutions scientifiques et parmi les scientifiques ».

La préparation de ce forum s'est déroulée dans la plus totale discrétion vis-à-vis de la presse et du milieu scientifique : aucune des publicités usuelles (envois de circulaires dans les laboratoires, annonces dans les revues scientifiques, etc.) n'a été faite. Les participants ont — pour la France tout au moins — été désignés par les gouvernements, même si les scientifiques occidentaux ne participent au forum qu'à titre individuel et non pas comme représentants officiels des Etats.

Il ne s'agit donc pas d'un congrès ordinaire, mais d'une rencontre de type diplomatique. La portée de cette réunion dépasse largement les problèmes scientifiques : il s'agit plutôt d'obtenir, par le moyen de discussions sur des problèmes généraux de la science, la caution de scientifiques connus pour le « processus de la C.S.C.E. », c'est-à-dire pour le type nouveau de relations entre l'U.R.S.S. et les pays dans sa mouvance, d'une part, et les pays occidentaux de l'autre, inauguré par la conférence d'Helsinki. Cette opération réunira des personnalités venant de trente-cinq pays, qui se rencontreront pendant seize jours. Mais elle n'aura pas lieu au grand jour : la plupart des séances du forum (mais pas le nom donné à celui-ci) ne seront pas publiques.

La conférence d'Helsinki avait abouti, après deux ans de négociation, au marché suivant : les Occidentaux reconnaissent les frontières issues de la deuxième guerre mondiale en Europe, avec les annexes de l'U.R.S.S. (pays baltes, Prusse orientale), l'U.R.S.S. et ses satellites, pour leur part, acceptaient de lever, au moins partiellement, les obstacles qu'ils opposent à la libre circulation des personnes et des idées.

Si la reconnaissance des frontières est un fait acquis, les pays de l'Est continuent à violer quotidiennement la plupart des stipulations de l'acte final. Il n'y a eu à ce jour aucune surprise, puisque la conférence n'avait été réunie que pour permettre à l'U.R.S.S. de remporter un succès diplomatique peu coûteux pour les gouvernements occidentaux. Mais, à la surprise générale, des groupes de citoyens soviétiques, refusant de se résigner à accepter le jeu des Etats, ont constitué les comités d'Helsinki, dont le but proclamé et l'activité réelle consistent exclusivement à établir et rendre publiques les violations de l'acte final dans le domaine des droits de l'homme. Le gouvernement soviétique les a réprimés systématiquement et avec une extrême brutalité. Plus récemment, un processus analogue a commencé à se dérouler en Tchécoslovaquie.

Alors, en U.R.S.S., Youri Orlov, le physicien qui a présidé à la fondation du groupe d'Helsinki de Moscou, a été condamné à sept ans de camp suivis de cinq ans d'exil intérieur ; on a récemment appris qu'il a été condamné, de surcroît, à six mois de prison intérieure au camp pour avoir tenté d'en faire sortir un article scientifique. C'est ainsi — pour ne citer que quelques noms — que le biologiste S. Kovalev, les cybernéticiens A. Chicharansk et A. Bolonine, le physicien R. Nazarenko ont été condamnés à de lourdes peines de privation de liberté, et que la mathématicienne T. Velikanova a été récemment arrêtée.

Comment pourrions-nous, dans cette situation, accepter que le silence et la discrétion entourent cette rencontre de Hambourg à laquelle l'activité professionnelle des scientifiques va servir de prétexte ? Quel sens réel peut bien avoir aujourd'hui une réunion prolongée de la conférence d'Helsinki, dont ceux-là même qui se battent pour l'application de l'acte final sont actuellement dans des camps ?

Plus de huit cents physiciens français et des scientifiques américains plus nombreux encore ont pris, à la suite de l'arrestation et de la condamnation d'Orlov, la décision de boycotter les relations scientifiques officielles avec l'U.R.S.S. Il faut noter que parmi ces « boycotts » d'aujourd'hui se trouvent beaucoup de ceux qui, depuis plus de vingt ans, ont promu le développement des échanges scientifiques avec les pays socialistes. Sachant bien que la coopération n'est pas une fin en soi, ils espèrent en particulier qu'elle aiderait à une libéralisation dans ces pays. Mais l'expérience a montré que les espoirs et nos illusions. Nous estimons que les scientifiques — et les institutions qui les représentent à tous les niveaux — peuvent et doivent aujourd'hui poser leurs préférences à une coopération moralement acceptable. Les plus évidentes sont :

— La libération des membres des comités d'Helsinki, et celle des scientifiques arbitrairement emprisonnés ;

— La levée des restrictions aux visites à l'étranger pour les scientifiques de l'Est ; la cessation des pratiques intolérables de remplacement d'un chercheur invité par un personnage bien en cour ;

— L'autorisation, pour les scientifiques étrangers en visite dans les pays de l'Est, de rencontrer, en dehors de tout contrôle policier, les collègues de leur choix.

Certes, les scientifiques sont pour le plus, directement ou indirectement, emprisonnés des Etats. Cela, toutefois, n'implique pas nécessairement qu'ils soient les instruments, surtout en ce qui concerne les libertés individuelles. Surtout après la mesure de rélegation prise à l'encontre du physicien Andréi Sakharov, défenseur courageux des droits de l'homme, membre de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. et prix Nobel de la paix.

(*) Secrétaire du Comité des physiciens français, université Pierre-et-Marie-Curie, tour 22, 4, place Jussieu, 75230 Paris Cedex 05.

AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

Le droit de vivre ailleurs

Terrible coïncidence que cette nouvelle de l'assignation à résidence de M. Sakharov, tombée quelques secondes à peine avant l'ouverture des « Dossiers de l'écran » sur les transgènes, les réfugiés politiques. Jusqu'aux journaux de 20 heures, on avait pu penser qu'il serait autorisé à quitter le pays. On l'espérait à Francfort et même à Paris. Et puis là... Du coup, le débat a pris une intensité, une charge d'émotion encore accrue par ce documentaire présenté en guise d'introduction et en présence de celui qui en fut le héros, un marin libanais aux prises avec l'immigration et le droit d'asile.

Il avait sauté du navire russe sur le pont d'un vaisseau de la garde côtière américaine. Repéré, tabassé, déporté, il n'a pu s'en tirer que grâce au formidable mouvement d'opinion déclenché aux Etats-Unis par cette histoire au droit d'asile. L'émigration a pris pour son grade et la malheureuse arachée au goulag a pu exaucer enfin ce rêve devenu cauchemar.

On lui a demandé naturellement si tout ce qu'on venait de nous raconter était vrai. Il a fermé les yeux pour nous répondre. Il aurait pu parler russe ou anglais. Non, il a préféré délivrer son message, car c'en était un, et des plus émouvants, dans sa langue natale, un cri de haine contre les « gangsters du Kremlin » et d'amour pour ses frères, ses compagnons de misère. Bouleversant.

Ce qui l'était beaucoup moins, en revanche, c'est le coup de téléphone donné à sa femme, empêchée depuis trois ans de le rejoindre aux Etats-Unis, par un jeune physicien russe. L'émigration d'Antenne 2 avait composé le numéro sans grand espoir de l'obtenir. Elle l'ont eu pourtant, et le mari, très guilleret, s'est entretenu difficilement (on entendait mal) avec

POUR LE COMITÉ « DROITS DE L'HOMME-MOSCOU '80 »
« LE BOYCOTTAGE DES J.O. N'EST QU'UN DES MOYENS DE LA LUTTE POUR LES DROITS DE L'HOMME »

Le comité Droits de l'homme-Moscou '80, présidé par M. Marek Halter, a tenu, dans la matinée du 22 janvier, à Paris, sa première conférence de presse. A l'opposé du COBOM (comité pour le boycottage des Olympiades de Moscou), ce comité, créé avant l'invasion de l'Afghanistan, se propose d'origine d'appeler les gens à se rendre à Moscou pour y témoigner de leur solidarité avec les emprisonnés politiques. Dans l'intervalle, le comité de M. Halter se propose de fréter un charter pour envoyer à Moscou, au mois de mars prochain, une délégation d'intellectuels (notamment MM. Vladimir Jankélévitch, Pierre Emmanuel, Max Euwe, l'ancien président de la Fédération internationale des échecs) pour s'entretenir sur place de la situation.

Si les Jeux olympiques ont lieu comme prévu, le comité se propose d'organiser un grand rassemblement, sorte d'Olympiades ou de Woodstock des droits de l'homme. Nombre d'artistes et de musiciens ont accepté déjà d'y prendre part. Les organisateurs espèrent obtenir l'autorisation du gouvernement d'Allemagne de tenir cette réunion dans le stade de Berlin, où eurent lieu les Jeux olympiques de 1936.

Le comité Moscou '80 avait convié à la conférence de presse des dissidents soviétiques, tels MM. Boukovski, Goussakov, Kouznetsov, Pliouchenko, Amalrik, Maximov et Mme Gorbounovskaya. Tous se sont plus ou moins prononcés pour un boycottage des Jeux olympiques dans une ville qui sera vidée de sa jeunesse et

cette voix distante, brouillée de larmes. A ses appels au secours, il répondait par des assurances creuses et des promesses distantes : l'Elysée avait refusé d'intervenir ? O.K. ! Il allait profiter de l'occasion pour demander au peuple français de le faire !

Catapulté mal. Le peuple français, lui, s'étranglait d'indignation au bout du fil de S.V.P. On a eu beau lui expliquer d'entrée de jeu que le P.C.F. et l'ambassade soviétique avaient refusé de venir sur le plateau, il ne voyait là qu'une manifestation d'anticommunisme primaire et, curieuse contradiction, une émission truquée : comme si on pouvait téléphoner aussi facilement à Moscou. Bien sûr, on peut, à condition évidemment que la ligne ne soit pas coupée. Dans ces cas-là d'habitude, elle l'est. Faut intervenir. Question de chance, voilà tout. Il y avait là un commandant de la marine marchande russe, aujourd'hui installé en Israël, qui nous a parlé, en termes conviviaux et accablants, de la discrimination dont sont victimes les juifs en U.R.S.S. L'abbé, d'où qu'on vienne, où qu'on soit, on est juif et on le reste. Impossible de s'assimiler et pourtant interdit de cultiver sa différence. C'est vraiment l'impasse.

A évoqué les accords d'Helsinki. Personne ne sait plus en quoi ils consistent. Et on a combattu cette notion bizarre, absurde, encore très largement répandue, que partir c'est trahir. On peut adorer sa patrie et vouloir en sortir, voyager, visiter d'autres lieux et même, pourquoi pas, vivre ailleurs. Enfin, c'est la b-a-ba des droits de l'homme que la libre circulation des êtres et des idées. Dire qu'au pays de Voltaire, de Danton, et de Robespierre, à la veille du troisième millénaire, on est encore à expliquer ça.

CLAUDE SARRAUPE.

DES LIVRES
POUR LES CHRÉTIENS D'UNION SOVIÉTIQUE

Depuis quelques années, beaucoup de jeunes Soviétiques découvrent la vie chrétienne. L'absence de la présence du Christ constitue pour eux la seule voie possible de libération et de vie en communion. A partir de cette libération, une pensée profondément chrétienne capable d'éclairer la culture de notre temps et de fonder une éthique nouvelle, celle que le Seigneur Jésus ne peut que nous donner.

Or le régime soviétique nous refuse de nous donner ces livres. La déclaration universelle des droits de l'homme et les accords d'Helsinki sont bafoués. L'athéisme se crispé, plus obscurantiste que jamais. Au cours de ces dernières années, les arrestations se multiplient : tout récemment encore, celles du Père Gheb Yakovlev, guerrier, risquant de succéder maintenant aux martyrs de l'intelligence Velikova.

Nous apprenons maintenant qu'Alexandre Ogorodnikov et Vladimir Porech, fondateurs du séminaire libre de Moscou, risquent d'être jugés non pour persécution ou vol, ce qui était suspect d'usage, mais pour « propagande antisoviétique » et « formation de groupe ». Ils encourrent ainsi des peines de cinq à dix ans de camp et de prison.

Or, nous y insistons, ils ont été arrêtés, ils vont être jugés pour le seul fait de vouloir penser en chrétiens. Aux martyrs de la vie chrétienne qui ont été si nombreux dans l'entre-deux-impérions de renforcer vos efforts pour l'assouvir. Il faudrait organiser des collectes pour acheter et envoyer des livres. Un livre reçu d'Occident est un présent inestimable. L'absence des livres se porte surtout vers la littérature chrétienne, vers l'Evangile et la Bible (qu'il est impossible de se procurer normalement en U.R.S.S.).

Chaque livre envoyé à nos amis, multiplié, clercs de nuit, de nuit, deviendra parole vivante. Il ne s'agit pas ici de politique. Il s'agit de vie ou de mort : celles des âmes, aussi importantes, l'avez-vous oublié, que celles des corps. Aidez-nous à envoyer à ces hommes, à ces femmes, qui veulent rendre leur foi plus consciente, ces livres, paroles humaines, parole divine, qu'ils méritent comme l'affirmé demande du pain.

Envoyez votre participation à A.O.E.R. (Atte aux Croisades de l'U.R.S.S.), 91, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS - C.C.P. A.C.E.R., n° 15 273-59 Y Paris.

Jean-Claude BARREAU, Jean et Hélène BASTAIRE, Jean-Marie BENOIST, Jacques et Laurence de BOURBON-BOISSE, Jean RUX, Christian CHABANIS, Olivier CLEMENT, R.P. Yves GONGAR, Olivier COSTA DE BEAUCOURT, R.P. Jacques DESSEAU, Jean-Marie DOMENACH, Pierre ENMANO, René BARBAULT, Jean-Marie BASTAIRE, Jean LACROIX, Marcel LÉGAUT, Jacques MADAILLE, Corinne MARION, Roger et Renée MASSIP, Gabriel MATZNEFF, Jacques NANTET, France QUERE, Pierre RICHE, Philippe SOLLERS.

Yougoslavie

Tandis que le président Tito se remet de son opération

M. Bakaritch rappelle la position de son pays à l'égard de l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Belgrade. — Tous les communiqués officiels publiés depuis dimanche 20 janvier confirment que l'état général du président Tito est « bon » et que son rétablissement se poursuit progressivement. Selon les milieux informés, le maréchal aurait été durant toute la journée de mardi en aussi bonne forme que possible : il a souri à diverses reprises, il s'est alimenté normalement et s'est même assis dans son lit. La vitalité dont il fait preuve, compte tenu de ses quatre-vingt-sept ans, surprend, semble-t-il, même ses médecins. Par l'intermédiaire d'un écran de la télévision interne de l'hôpital, placé devant son lit, il a demandé qu'on lui fournisse certaines informations, et il est tenu au courant des affaires de la même façon. Pour parer à tout danger d'infection, nul n'est autorisé à entrer dans sa chambre, à l'exception des médecins et d'un personnel sanitaire très restreint.

Dans ces circonstances, M. Bakaritch, considéré comme le numéro deux du régime, a rappelé, dans un discours remarqué, les positions de la Yougoslavie à l'égard de l'U.R.S.S.

Dans une longue allocution prononcée le mardi 22 janvier à la télévision de Ljubljana à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la naissance d'Edvard Kardelj, le dirigeant yougoslave, mort l'an dernier, M. Vladimir Bakaritch a évoqué certaines frictions qui ont opposé la Yougoslavie à l'U.R.S.S. depuis la guerre, et en particulier la rupture entre les deux pays en 1948. Il a révisé sur cette période certains détails jusqu'alors peu connus.

Immédiatement après la guerre, a dit M. Bakaritch, le système yougoslave a copié beaucoup de choses » du système soviétique. Il y eut certes des malentendus, mais Belgrade réussit, « comme le disent les burocrates, à acquiescer les coups ». La « grande cassure » de 1948 intervint, à poursuivre le dirigeant yougoslave, en raison du comportement des conseillers soviétiques, qui « étaient des agents du gouvernement de Moscou, et dont le rôle était non de nous aider, mais d'informer leur propre gouvernement ».

Staline estimait qu'un pays indépendant et communiste ne pouvait subsister sans sa bénédiction. A cette époque, Dimitrov, le dirigeant bulgare, prit l'initiative de créer une fédération entre la Yougoslavie et la Bulgarie. Sa conception de cette fédération était marxiste, a dit M. Bakaritch, et elle tendait à la libérer du « socialisme ». « Staline sentit cette orientation et s'y opposa ».

M. Bakaritch a rappelé alors qu'il y eut à cette époque à Bled, en Slovénie, une rencontre entre le maréchal Tito et Dimitrov, la création de cette fédération fut à l'ordre du jour. Staline, mécontent, s'employa à « liquider Tito » afin de nommer à la tête du parti yougoslave un homme à lui qui, « de toute évidence, devait être Hebrang ». Cette précision de M. Bakaritch est intéressante. Avec M. Jonjovitch, Hebrang fut en effet le membre du comité central yougoslave à approuver la lettre de condamnation de la Ligue adoptée par le Kominform à Bucarest en 1948. A l'issue de la réunion du comité central,

PAUL YANKOVITCH.

le Caïre a gelé deux milliards de dollars arabes

Iran

LES DEUX PRINCIPALES ORGANISATIONS KURDES APPELLENT AU BOYCOTT DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

« Ils nous convoquent pour nous injurier »

En février 1948, MM. Bakaritch et Kardelj furent convoqués à Moscou où, a rappelé le dirigeant yougoslave, se trouvait déjà M. Djilas. M. Bakaritch a expliqué qu'il aurait dit à Tito avant de partir : « Ils nous convoquent pour nous injurier ». Tito lui aurait répondu : « Ils vous injurieront si vous le permettez ».

À Moscou, MM. Bakaritch, Kardelj et Djilas furent reçus par Staline aux côtés duquel se trouvait déjà une délégation bulgare conduite par Dimitrov. Staline fut aimable envers les Yougoslaves, mais il leur reprocha d'avoir eu l'intention d'envoyer deux divisions et deux escadrons d'aviation en Albanie pour soutenir ces pays qui rejettent les prétentions grecques et d'avoir abattu, peu auparavant, un avion américain. Puis il se tourna vers Dimitrov et le somma à propos de la fédération. Les Yougoslaves, indique M. Bakaritch, n'étaient pas convaincus de la sincérité de Staline. Lorsqu'ils se retrouvèrent seuls, Kardelj aurait déclaré :

« Nous ne devons pas nous engager dans une telle fédération, car elle permettrait à l'U.R.S.S. de s'y opposer ».

Compte tenu de ce qui fut dit à cette occasion, de la part aussi bien des Soviétiques que des Bulgares, M. Bakaritch croit pouvoir affirmer que le chef du gouvernement de cette fédération aurait dû être Dimitrov, que Tito était prévu comme ministre de la défense « entouré de conseillers soviétiques » et Anton Yougov, un dirigeant bulgare, comme ministre de l'intérieur.

PAUL YANKOVITCH.

Préparation début des cours lundi 4 février

CAPA

Certif. d'aptitude à la prof. d'avocat

Cours janvier à juin + septembre

MAILLON ou QUARTIER LATIN

Environnement des professeurs

CEPES 57, rue Clémentine, 75014 Paris

72-24-21 ou 72-59-19

(Publié)

TUNISIE (1978-1980)

MEETING-GALA DE SOLIDARITÉ

avec les syndicalistes et l'U.G.T.T.

Jeudi 24 janvier 1980 - Mutualité - 20 h. (rue Saint-Victor, 75005 Paris)

Initiative unitaire avec le soutien de l'AFASPA, de l'AMNAP, du CFLDT et des syndicats arabes CISA.

Organisée par le « Collectif Tunisien du 26 janvier » avec la participation solidaire des syndicalistes français.

Parle artistique : la chanteuse française FRANCESCA SOLLEVILLE et les groupes de musique et de chants marocains et tunisiens : groupe « Oulidat Beaubourg », « M'tamed Ali », « Mad Bhar ».

alfa romeo

NOUVEL ETABLISSEMENT

GAP

122 R. VAILLANT-COUTURIER

93130 NOISY-le-SEC

PARIS-EST 843-93-39

37, Av. du Général MICHEL BIZOT

PARIS 12^e

340-80-47

CONCESSIONNAIRE

(Publié)

DES LIVRES

POUR LES CHRÉTIENS D'UNION SOVIÉTIQUE

Depuis quelques années, beaucoup de jeunes Soviétiques découvrent la vie chrétienne. L'absence de la présence du Christ constitue pour eux la seule voie possible de libération et de vie en communion. A partir de cette libération, une pensée profondément chrétienne capable d'éclairer la culture de notre temps et de fonder une éthique nouvelle, celle que le Seigneur Jésus ne peut que nous donner.

Or le régime soviétique nous refuse de nous donner ces livres. La déclaration universelle des droits de l'homme et les accords d'Helsinki sont bafoués. L'athéisme se crispé, plus obscurantiste que jamais. Au cours de ces dernières années, les arrestations se multiplient : tout récemment encore, celles du Père Gheb Yakovlev, guerrier, risquant de succéder maintenant aux martyrs de l'intelligence Velikova.

Nous apprenons maintenant qu'Alexandre Ogorodnikov et Vladimir Porech, fondateurs du séminaire libre de Moscou, risquent d'être jugés non pour persécution ou vol, ce qui était suspect d'usage, mais pour « propagande antisoviétique » et « formation de groupe ». Ils encourrent ainsi des peines de cinq à dix ans de camp et de prison.

Or, nous y insistons, ils ont été arrêtés, ils vont être jugés pour le seul fait de vouloir penser en chrétiens. Aux martyrs de la vie chrétienne qui ont été si nombreux dans l'entre-deux-impérions de renforcer vos efforts pour l'assouvir. Il faudrait organiser des collectes pour acheter et envoyer des livres. Un livre reçu d'Occident est un présent inestimable. L'absence des livres se porte surtout vers la littérature chrétienne, vers l'Evangile et la Bible (qu'il est impossible de se procurer normalement en U.R.S.S.).

Chaque livre envoyé à nos amis, multiplié, clercs de nuit, de nuit, deviendra parole vivante. Il ne s'agit pas ici de politique. Il s'agit de vie ou de mort : celles des âmes, aussi importantes, l'avez-vous oublié, que celles des corps. Aidez-nous à envoyer à ces hommes, à ces femmes, qui veulent rendre leur foi plus consciente, ces livres, paroles humaines, parole divine, qu'ils méritent comme l'affirmé demande du pain.

Envoyez votre participation à A.O.E.R. (Atte aux Croisades de l'U.R.S.S.), 91, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS - C.C.P. A.C.E.R., n° 15 273-59 Y Paris.

Jean-Claude BARREAU, Jean et Hélène BASTAIRE, Jean-Marie BENOIST, Jacques et Laurence de BOURBON-BOISSE, Jean RUX, Christian CHABANIS, Olivier CLEMENT, R.P. Yves GONGAR, Olivier COSTA DE BEAUCOURT, R.P. Jacques DESSEAU, Jean-Marie DOMENACH, Pierre ENMANO, René BARBAULT, Jean-Marie BASTAIRE, Jean LACROIX, Marcel LÉGAUT, Jacques MADAILLE, Corinne MARION, Roger et Renée MASSIP, Gabriel MATZNEFF, Jacques NANTET, France QUERE, Pierre RICHE, Philippe SOLLERS.

Barnett

Chémiste Habilleur

19, AV. VICTOR-HUGO-16

Pardes. 75% Cache. 990 580

Lodens véritables 690 398

Costumes avec gilet 990 690

Costumes velours 690 498

Blazers Pure Laine 590 368

Pantalons flanelle 298 188

Chemises Oxford 188 128

Pulls 65% cashmere 298 168

Pulls Laine 188 98

Robes d'Int. Laine 358 198

Rayon spécial GRANDES TAILLES

SOLDES ANNUELS

55

FORD FIESTA 5 CV.

TRACTION AVANT. 5.6L. D'ESSENCE.

FORD FIESTA, LA CONCURRENT.

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Egypte

POUR AMADOUER LES INTÉGRISTES MUSULMANS

Le gouvernement décide la construction de mille mosquées supplémentaires

De notre correspondant

Le Caire. — Bien qu'elle ait libéré son économie de tout plan contraignant, l'Egypte conserve pour mémoire un ministère des la planification. Son titulaire, M. Abdelrazak Abdel Meguid, évoquant ces mois-ci, devant la Chambre, les perspectives quinquennales en matière de construction, a annoncé l'affectation de 25 millions de livres égyptiennes (1 livre = environ 5 F) à la construction d'un millier de nouvelles mosquées dans le pays.

Il y a déjà près de quarante mille sanctuaires musulmans en Egypte, dont quinze mille dans la seule Grand-Caire, si on en croit une estimation faite en 1978 par le Progrès égyptien. Sans compter, pour la seule capitale, une bonne centaine d'églises et deux ou trois synagogues.

Chaque jour, on rencontre dans les villes égyptiennes des personnes en quête d'un logement, tandis qu'un peu partout poussent de beaux minarets en pierre blanche et que s'écroulent de vieilles maisons surpeuplées. Le Caire est conçu pour trois ou quatre millions d'habitants, mais en compte environ dix millions. Des quartiers comme Sabtiya, Charbiya, Heliouan, Bab-Charyah ont dépassé depuis longtemps le seuil des cent mille habitants au kilomètre carré. Moins de cent mille logements ont été construits par an dans tout le pays, ces dernières années, alors que plus de deux cent cinquante mille mariages sont célébrés annuellement. La capitale seule aurait besoin de six cent cinquante mille appartements neufs pour répondre aux besoins minimes.

Hébergera-t-on des sans-logis dans les nouvelles mosquées, comme cela a déjà été le cas dans plusieurs édifices historiques du Caire islamique, par exemple à Barquouq et à Al-Akmar ? L'épouse du raïs, Mme Han El Sadat, ayant lancé, l'an passé, un mouvement de sauvegarde des monuments historiques, on vint, il est vrai, de reloger sept cents habitants qui s'étaient installés dans leurs habitations à l'extérieur de la ville, dans la cour de mosquées ou dans la rue. Mais les logis fournis, situés à Douha, au-delà de la Cité des morts, sont sans eau ni électricité, et loin de tout école et épicerie coopérative.

« Vous, Occidentaux, vous placez le souci du confort avant les satisfactions spirituelles », nous a lancé un Cairen bien logé, tandis qu'un autre estimait que « critiquer la construction de nouvelles édifices du culte, c'est s'exposer à être traité de communiste ou d'athée ».

Bâtir de nouveaux minarets, favoriser l'implantation en province d'instituts religieux (soixante en 1979) relevant de l'université islamique d'Al-Azhar, laisser entendre que le droit musulman sera la « source essentielle de la Loi » et non plus une « source essentielle », rompre des lances avec la Russie communiste au sujet de l'Afghanistan, laisser un peu de liberté à la presse fondamentaliste, tels sont quelques-uns des moyens par lesquels le régime égyptien s'efforce d'amadouer les intégristes.

Ceux-ci, pour le moment, ne se montrent guère prêts à transiger. Un tract diffusé au Caire à la mi-janvier, à l'occasion d'une « réunion populaire pour le peuple égyptien », organisée par le groupe islamique universitaire à la mosquée Al-Azhar (les autorités avaient préféré cette

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Le Caire a « gelé » deux milliards de pétro-dollars arabes

De notre correspondant

Le Caire. — Malgré les démentis officiels égyptiens, ou à la conviction, dans les milieux bancaires du Caire, qu'environ 2 milliards de dollars de fonds publics arabes déposés à la Banque centrale égyptienne, après la guerre d'octobre 1973 « pour aider l'Egypte » ont été « gelés » par ordre des autorités de ce pays.

Ces fonds apparemment en totalité à l'exception de 25 millions de dollars provenant de l'Irak, au Koweït et à l'Arabie Saoudite. Seul Bagdad a d'ailleurs demandé, publiquement et officiellement, en 1978, la restitution de la somme lui appartenant et a essuyé un refus égyptien. Les demandes de Ryad et de Koweït ayant, semble-t-il, emprunté des canaux plus discrets, n'ont jamais été annoncées au grand jour.

Pressés de s'expliquer, les responsables financiers égyptiens se justifient en disant que ces 2 milliards de dollars ont été remis à l'Egypte « pour une longue période, au moins dix ans » ou qu'« une tacite reconduction des dépôts était prévue ». Les milieux gouvernementaux du Caire invoquent, quant à eux, mais officiellement, « le danger que ferait courir à l'économie égyptienne le brusque retrait de cet argent » et font valoir qu'ils ont « comme les Etats-Unis à l'égard des pétrodollars iraniens retenus dans les banques américaines ».

Le Caire. — Bien qu'elle ait libéré son économie de tout plan contraignant, l'Egypte conserve pour mémoire un ministère des la planification. Son titulaire, M. Abdelrazak Abdel Meguid, évoquant ces mois-ci, devant la Chambre, les perspectives quinquennales en matière de construction, a annoncé l'affectation de 25 millions de livres égyptiennes (1 livre = environ 5 F) à la construction d'un millier de nouvelles mosquées dans le pays.

J.-P. P.-H.

Iran

LES DEUX PRINCIPALES ORGANISATIONS KURDES APPELLENT AU BOYCOTTAGE DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE

Téhéran (A.F.P.). — Les principales organisations politiques kurdes ont décidé, mardi 22 janvier, d'appeler au boycottage de l'élection présidentielle du vendredi 25 janvier, ont indiqué à l'A.P.P. les porte-parole du leader religieux sunnite Cheikh Ezzeddine Roussini et du secrétaire général du P.D.K.I. (parti démocratique kurde iranien), M. Abdol Rahman Ghassemlou.

Les organisations kurdes ont décidé le boycottage des élections après le retrait de M. Massoud Adjavi (de tendance marxiste), dont ils soutenaient la candidature, mais qui a dû se retirer, à la suite d'une intervention de l'imam Khomeiny, parce qu'il n'avait pas voté en faveur de la Constitution islamique. Tous les commerces et administrations sont restés fermés pendant cette journée, déclarée pour la première fois fériée dans le Kurdistan.

● L'imam Khomeiny, « légèrement souffrant », prolongera de quinze jours le repos qu'il avait décidé de prendre, sur le conseil de ses médecins, du 11 au 28 janvier, a annoncé ce mercredi 27 janvier un communiqué diffusé par Radio-Téhéran. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

● M. DAVID NEWSOM, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires politiques, se rendra en Roumanie du 26 au 28 janvier, a-t-on annoncé officiellement mardi 22 janvier à Washington. M. Newsom fera escale à Londres les 24 et 25 janvier pour y rencontrer le roi Hussein de Jordanie. — (A.F.P.)

Israël

● LA COUR SUPREME D'ISRAEL a confirmé, le 20 janvier, la condamnation à mort d'un soldat israélien. — (A.F.P.)

Vietnam

● LE NOMBRE DE « BOAT PEOPLE » fuyant le Vietnam s'est à nouveau accru depuis novembre, écrit la Far Eastern Economic Review, de Hongkong. Deux mille huit cent vingt-six réfugiés, presque tous d'ethnie vietnamienne, sont arrivés dans le sud de la Thaïlande, entre le début novembre et le 9 janvier.

Zaire

● DEUX ANCIENS MINISTRES ET TROIS DIRECTEURS D'ENTREPRISES PUBLIQUES accusés de fraudes et de mauvaise gestion lors d'interpellations parlementaires seront poursuivis pour ces délits devant les tribunaux saisis. Cette décision du président Mobutu concerne notamment le général Bakhtambisa, ancien ministre des postes et télécommunications, et M. Diaka, ancien ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. — (A.F.P.)

AVIS AUX IRANIENS

RÉSIDENT EN FRANCE ET AU PORTUGAL :

Dans le cadre du programme des élections présidentielles et conformément au premier chapitre de la neuvième partie de la Constitution de la République islamique d'Iran et d'après l'article de loi sur les premières élections présidentielles de la République islamique d'Iran, un Comité de surveillance aux élections présidentielles a été formé et il a été décidé que tout Iranien âgé de seize ans et plus doit se présenter à l'Ambassade d'Iran, 4, avenue d'Iéna, 75116 PARIS, muni de son passeport ou de sa carte d'identité iranienne, le vendredi 5 Bahman 1358, 7 Rabiol-Avval 1400 Hedjri-Ghamadi (25 janvier 1980), de 8 heures du matin jusqu'à 18 heures, pour voter en présence du Comité chargé des élections à l'Ambassade d'Iran.

Ambassadeur de la République islamique d'Iran

OFFRE SPÉCIALE
(jusqu'au 31 janvier)

LIVRAISON IMMÉDIATE

1980

550 F par mois

FORD FIESTA 5 CV.
TRACTION AVANT. 5,6L. D'ESSENCE ORDINAIRE.

Jusqu'à 311.80, avec un premier versement de 6060 F ou reprise de votre ancien véhicule, si sa valeur estimée est égale à cette somme, vous pouvez louer une Ford Fiesta pendant 4 ans (47 mensualités de 550 F).

Location sans dépôt de garantie avec une option de rachat en fin de contrat pour 2400 F. Prix Fiesta Spéciale 5 CV (b.c.) au 31/12/79: 24000 F TTC. Plus carte grise et vignette. Coût total: 34310 F TTC. Assurance en sus, sous réserve d'acceptation du dossier par Localinter.

Les consommations d'essence ordinaires (Normes U.T.A.C.)	
à 90 km/h	5,6 l
à 120 km/h	8,2 l
en ville	7,9 l

FORD FIESTA, LA CONCURRENTE.

Legendaire robustesse et sécurité.

Portakabin

Locaux professionnels instantanés

Les unités mobiles Portakabin vous procurent tout l'espace nécessaire à la réalisation de vos nouvelles installations. Ce sont des constructions robustes, entièrement isolées, d'un entretien minimum, et livrées prêtes à l'emploi.

Achetez ou louez. Pour plus d'informations, appelez François Martin au (16.20) 97.82.40, ou notre Agence Régionale Paris au 784.48.44. Ou encore postez ce coupon-réponse à PORTAKABIN (2FG), 59175 TEMPLEMARIS, Tél. 160322.

Nom _____

Fonction _____

Adresse _____

Téléphone _____

Israël... 1600 F l'aller et retour en Israël... 1600 F

LA MER MORTE A ENCORE BAISSÉ.

En réalité, ce sont les prix d'Israël qui ont baissé depuis l'été dernier.

La Mer Morte, elle, est toujours à 390 mètres au-dessous des autres mers : le point le plus bas du monde. Ses eaux n'ont rien perdu de leur mystère et de leurs vertus.

Et puis autour de la Mer Morte, les montagnes et le désert de Judée, Jérusalem et tout Israël : un pays où le passé et le présent ne font qu'un.

Alors profitez-en et partez : pour 1600 F Ports/Tel-Aviv/Paris, par vols quotidiens et réguliers El Al et Air France. (1540 F de Nice, Lyon, Marseille).

Allez d'un étonnement à un autre : en Israël.

ISRAËL, le pays de tous les dépaysements.

Pour partir en Israël, ou départ de Paris, Nice, Lyon, Marseille, adressez-vous à votre agence de voyages ou renvoyez ce bon à l'Office National Israélien de Tourisme, 14 rue de la Paix, 75002 Paris, qui vous adressera une documentation complète sur Israël.

Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

*Véhicule jusqu'à 31 mars 1980 sous réserve de hausses ultérieures de carburants.

Office National Israélien de Tourisme

EL AL AIR FRANCE

Non, toutes les sociétés de location de voitures ne se valent pas.

Les autres sociétés de location de voiture demandent que vous répondiez à toutes ces questions.

Hertz ne vous demande que votre signature.

Hertz vous offre quelque chose qu'aucune autre société de location de voitures ne possède. Cela s'appelle le Club No. 1 Hertz. Même si vous ne louez qu'occasionnellement, une voiture, cela vaut la peine d'en faire partie. Et si vous en louez souvent, vous nous en remercirez. Vous gagnerez du temps. Vous ne ferez plus la queue. Et vous ne vous énerverez plus. Voici comment cela fonctionne: Pour faire partie du Club, qui est d'ailleurs gratuit, vous nous donnez ces détails nécessaires sur vous et sur les voitures que vous aimez conduire. Vous savez bien, le genre de renseignements qu'on inscrit d'habitude sur le contrat de location. Nous mettons le tout sur ordinateur.

Ensuite, chaque fois que vous réserverez une voiture, l'ordinateur ressortira toutes vos informations pour que nous puissions remplir votre contrat et qu'il soit prêt quand vous arriverez. Et cela dans toutes les stations Hertz du Monde. Il ne vous restera plus qu'à préciser votre mode de paiement, à nous montrer votre permis de conduire, à signer le contrat et à prendre le volant. Demandez à votre secrétaire ou à votre agent de voyages de se procurer un bulletin d'adhésion dès aujourd'hui. Dans n'importe quelle station Hertz ou en écrivant à Hertz France S.A., 2 rue de Marly, Parly II, 78150 Le Chesnay. Téléphone: 954.90.02.

Faites partie du Club No.1 Hertz.

Hertz loue des Ford et d'autres grandes marques.

Après la fusilla

Fo... Paix
m... ant!

Les RIGAUD, Pré
aligné, au cours d
de radio, l'importance
E consacré un livre à c

La culture po

Gallimard



هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

El Salvador

Après la fusillade du 22 janvier, la guerre civile menace

San-Salvador. — Au moins vingt morts et une centaine de blessés, tel est le bilan provisoire de la fusillade qui a éclaté, le mardi 22 janvier, à l'occasion d'une manifestation unitaire organisée par les mouvements de gauche à San-Salvador.

Décidés pour sceller l'accord d'unité signé le 11 janvier par quatre importantes organisations révolutionnaires, cette marche avait débuté sans incident, mais dans une atmosphère tendue. La veille, neuf personnes avaient déjà trouvé la mort lors de divers incidents et des bombes avaient explosé mardi matin à l'Université nationale, où des étudiants et des paysans commémoraient le soulèvement du 22 janvier, au cours duquel vingt mille à trente mille paysans avaient été massacrés par l'armée.

D'ordinaire grouillante d'activité, la capitale salvadorienne s'était éveillée quasi paralysée par le mot d'ordre d'arrêt de travail lancé par plusieurs syndicats. La

plupart des bureaux et des entreprises étaient fermés, les magasins gardaient leurs grilles baissées, par mesure de précaution et la circulation était en grande partie suspendue dans le centre de la ville. Tandis que les forces de l'ordre étaient concentrées dans leurs casernes, plus de cent mille personnes s'étaient donné rendez-vous au parc Cuscatlan pour se diriger vers le parc de la Liberté. Les manifestants portaient des pancartes et banderoles aux couleurs de leurs organisations respectives, produisant : « Vite l'unité des forces populaires ! », « Partir libre ou mourir ! », « À bas l'impérialisme ! ». Menée à la ceinture, de nombreux paysans reprenaient avec la foule des slogans, comme « La victoire est près ! » ou « Mort à l'oligarchie et à l'impérialisme ! ».

Dans des circonstances encore mal définies, une fusillade a soudainement commencé, peu après midi, alors que la foule défilait devant le Palais national. Des tireurs postés sur les toits ont tiré sur les manifestants, déclenchant aussitôt une riposte de la part des membres du service d'ordre des organisations.

La foule s'est alors dispersée dans la confusion et la panique, des dizaines de personnes cherchant précipitamment refuge dans la cathédrale, toute proche et dans les églises avoisinantes. Trois morts au moins ont été rasés à la cathédrale, tandis que les blessés étaient évacués par des ambulances de la Croix-Rouge. En fin d'après-midi, on entendait encore des fusillades dans la ville et un poste de police du centre de la capitale avait été pris d'assaut par des guérilleros.

Un nouvel échelon vient d'être franchi dans l'engrenage de la violence au Salvador. Loin de se dénouer, la crise profonde que traverse le pays s'est encore aggravée depuis le coup d'État du 16 octobre dernier. Chaque jour, cette petite République surpeuplée s'enfonce un peu plus dans le chaos économique. L'instabilité politique a provoqué une fuite alarmante de capitaux, déjà évaluée à 1,5 milliard de dollars. A son tour, cette hémorragie a

entraîné la fermeture de nombreuses entreprises, jetant du même coup des milliers d'ouvriers à la rue et accroissant encore un chômage chronique : en particulier, au début de l'année, onze fabriques à forte participation étrangère ont dû fermer, et jadis dix mille employés se sont retrouvés sans emploi au jour au lendemain. Des produits de première nécessité comme le sucre, le riz, les œufs et le maïs commencent à manquer sur les marchés. Inquiète de l'avenir, la population constitue des stocks de vivres.

Dans ce climat, entretenu, les conflits sociaux se multiplient à la ville comme dans les campagnes. Des travailleurs occupent pacifiquement leurs salaires ou des églises pour faire valoir leurs revendications, mais aussi pour s'opposer à des licenciements massifs. A l'intérieur du pays, des dizaines d'haciendas et de plantations sucrières sont occupées par des paysans. Ce mouvement croissant a contribué à renforcer les rangs des mouvements populaires. Il s'exprime désormais dans des actions plus violentes : prises d'otages, enlèvements, incendies de récoltes et de magasins, et de véritables opérations de guérilla.

L'impasse politique a favorisé une concentration des antagonismes, insupportables jusqu'à ce jour, entre promesses de réformes, les forces armées ont perdu l'appui de la gauche modérée. Après la démission, au début de l'année, des civils de la première junte,

une nouvelle équipe vient d'être mise en place avec la collaboration de la démocratie chrétienne, principale formation de l'opposition traditionnelle. Mais, cette alliance des militaires et de la démocratie chrétienne se heurte à l'opposition conjuguée de la gauche et de la droite. Pour les mouvements populaires, qui accusent les autorités d'avoir provoqué les derniers incidents, « les méthodes de répression n'ont guère changé » et les membres du nouveau gouvernement ne « sont que des marionnettes aux mains de l'oligarchie ». Fortes de leur unité toute fraîche, les organisations de gauche estiment que « seule une révolution peut mettre un terme au système d'exploitation capitaliste ». Les milieux conservateurs et l'extrême gauche pour dire de la nouvelle junte qu'elle est « à la solde de l'impérialisme américain ». Accablées à ses privilèges, l'oligarchie se refuse toujours à la moindre concession. L'Association nationale de l'entreprise privée (ANEP) s'oppose de tout son poids aux velléités réformatrices du gouvernement. Elle vient de refuser tout ses représentants des instances officielles.

Prix entre ces deux croisés, la démocratie chrétienne se déclare consciente que « seul un profond changement des structures, visant à supprimer le pouvoir oligarchique »

que qui opprime le pays, sortira El Salvador de cette étape cruciale de son histoire ». Revenant à son compte les réformes annoncées par les militaires au lendemain du coup d'État du 16 octobre, la démocratie chrétienne s'est engagée à accélérer la réforme agraire, à nationaliser les banques et le commerce extérieur, ainsi qu'à restructurer les forces armées et la police. Mais sa marge de manœuvre demeure étroite. Entre une droite pressée d'en découdre et des organisations de gauche se préparant à un affrontement qu'elles jugent inévitable, est-il encore possible de trouver une issue pacifique ?

Récemment retiré d'exil, M. José

Napoleon Duarte, ancien maire de la capitale et chef de file de la démocratie chrétienne, ne désespère pas de parvenir à contenir la violence, sans toutefois dissimuler ses inquiétudes.

« Si notre tentative de démocratiser le pays et de transformer ses structures échoue, dit-il, le risque de guerre civile pourrait se précipiter et déboucher sur des dizaines de milliers de morts, sans parler d'un pays dévasté. Je lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle nous aide à résoudre nos problèmes pendant qu'il en est encore temps. Il ne faut pas attendre que l'incendie se soit déclaré pour agir, il faut prévenir le massacre qui résulterait inévitablement d'un affrontement sans merci entre l'extrême gauche et l'extrême droite. »

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Cuba

UN JOURNAL VÉNÉZÉLIEN FAIT ÉTAT D'UN VIOLENT INCIDENT ENTRE M. FIDEL CASTRO ET SON FRÈRE

Caracas (A.F.P.). — Un journal du soir de Caracas, *El Mundo*, assure, dans son édition du mardi 22 janvier, que M. Fidel Castro aurait été blessé et sa secrétaire, Mme Celia Sanchez, tuée, au début de janvier, au cours d'un échange de coups de feu avec son frère Raúl, le « numéro deux » du régime.

La dispute entre les deux frères aurait éclaté parce que Raúl voulait envoyer des troupes cubaines en Afghanistan, ajoute le journal, qui affirme que ces informations ont été obtenues par le gouvernement vénézuélien. La mort de Mme Celia Sanchez Manduley, secrétaire du conseil des ministres et figure historique de la révolution cubaine, a été annoncée officiellement le 13 janvier à La Havane.

Selon *El Mundo*, c'est à la suite de cet incident que le chef du parti communiste et de l'État cubain avait remplacé son frère à la tête du ministère de la défense, lors du récent raménagement gouvernemental.

Votre

BAIGNOIRE

REMISE à neuf!

SAMOTEC vous permet de remettre à neuf, sur place en un jour, en blanc ou en couleur, vos baignoires, douches, lavabo, bide, w.c., etc. Application par spécialistes.

— Réaménagement à froid.

— Polissage de baignoires naguesues ou éraillées.

NOS AVANTAGES: travail effectué dans la journée, pas de démolition ni de gravats.

GARANTIE 3 ANS

SUR SIMPLE APPEL : DEVIS GRATUIT (sans engagement) DOCLA MATRUTE SUR DEMANDE

SAMOTEC, 31, rue Froidevaux, 75014 PARIS - 322.71.45

entendre et parler comme un anglais

Nous commencerons par vous dire la vérité sur les difficultés naturelles des Français à intégrer une langue vivante. Nous vous prouverons que le DON des langues

C'EST AVANT TOUT CELUI DE LES ENTENDRE.

Venez entendre et parler comme un Anglais !...

Jonathan VISUALISATION

ORGANISME DE FORMATION

Tél. : 857-07-41 ou 857-08-53

Calendrier de stage et documentation, pour entreprises ou particuliers, sur simple appel, ou écrire 61, rue Meslay, 75003 PARIS

Pour la Paix maintenant!

Les amis de SHALOM ARCHAV (La Paix Maintenant) vous invitent à participer à une rencontre avec les représentants de SHALOM ARCHAV et SAÏL FRIEDLANDER venant pour la première fois présenter leur mouvement à la Communauté juive de France.

Cette rencontre se tiendra le 24 JANVIER 1980, dans le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne : 47, rue des Ecoles, 75005 Paris, à partir de 21 h. 30.

Les personnalités suivantes vous appellent à cette réunion : Mme Elisabeth BADINTER, MM. Roger ASCOT, Henri BULAWKO, le rabbin JOY EISENBERG, Vladimir JANKELOVITCH, Théo KLEIN, Albert MEMMI, Eric DE ROTHSCHILD, André WORMSER.

Jacques RIGAUD, Président de R.T.L. a souligné, au cours d'une émission de radio, l'importance de la culture. Il a consacré un livre à cette question.

La culture pour vivre

Gallimard

J'AIME LES NOUVELLES FRAÎCHES, J'ECOUTE EUROPE 1.



EUROPE 1
C'est naturel

PHILIPPE GILDAS
ET SON EQUIPE

7h25 ALAIN DUHAMEL

7h55 JEAN BOISSONAT

8h20 ETIENNE MOUGEOTTE

8h30 IVAN LEVAÏ

Europe 1, c'est aussi Catherine Nay, Gérard Carreyrou, Jean-Pierre Joulin, Robert Namias. Europe 1, pour être mieux informés.

le du Club No. 1

LA CRISE AFGHANE ET LA PRÉPARATION

Le secrétariat de la Conférence islamique, dont les ministres des affaires étrangères se réunissent à partir du samedi 26 janvier, à Islamabad, pour examiner les répercussions de la crise afghane, a annoncé, mardi 22 janvier, que vingt-neuf des quarante-deux membres de l'organisation avaient déjà annoncé leur participation à ces assises.

L'Arabie Saoudite mène d'intenses consultations diplomatiques avec les autres pays membres pour les amener à surmonter leurs divergences et obtenir un maximum de participations. L'Iran a annoncé, ce mercredi 23 janvier, qu'il ne participera pas à cette rencontre.

Il invoque le fait que sa date coïncide, d'une façon qu'il juge révélatrice, avec une nouvelle étape de la normalisation des relations entre l'Égypte et Israël.

Refusant eux aussi que cette réunion extraordinaire puisse apparaître, du fait de la date choisie, comme une caution pour les accords de Camp David, les membres du Front de la liberté (Algérie, Libye, Syrie, Yémen du Sud et O.L.P.) en avalent demandé l'ajournement, faute de quoi ils n'y participeraient pas. La Syrie, l'O.L.P. et le Yémen du Sud ont, en outre, demandé que la conférence n'ait pas lieu au Pakistan, l'ancien président Ali Bhutto

ayant été exécuté il y a quelques mois, en dépit de multiples interventions de chefs d'Etat islamiques, et Islamabad étant trop directement affecté par la crise d'Afghanistan pour permettre un débat serein.

L'Algérie, pour sa part, a exprimé la crainte que cette réunion ne soit le résultat d'une « manœuvre américaine » visant à détourner la Conférence islamique de son objectif premier : la libération de Jérusalem et des territoires arabes occupés par Israël (« le Monde », du 20-21 janvier). Le gouvernement saoudien, en revanche, a été le premier dans le monde arabe à annoncer que ses athlètes boycotte-

raient les Jeux olympiques de Moscou, et plaide pour une aide massive aux rebelles afghans.

En Afghanistan, environ quatre mille fonctionnaires soviétiques seraient arrivés récemment pour renforcer l'administration, tandis que des officiers des services de renseignements est-allemands participent à l'organisation du système de sécurité du régime Karmal, a-t-on appris à la fois à New-Delhi et à Washington. Environ deux mille cinq cents à trois mille civils soviétiques se trouvaient déjà en Afghanistan avant le coup de force du 27 décembre. Les autorités afghanes ont d'autre part, indiqué que les cartes de séjour des jour-

L'aggravation de la tension entre les Deux Grands inquiète les pays de l'Est

Vienne. — L'ultimatum lancé par M. Carter risque d'être encore plus durement ressenti chez les alliés européens de l'Union soviétique qu'à Moscou. Trois au moins des capitales de ces pays, Bucarest, Varsovie et Budapest, ne souhaitent plus, en effet, depuis quelques jours, leurs craintes de voir l'aggravation rapide de la tension entre les Deux Grands aboutir à une détérioration d'abord de leurs propres relations avec les États-Unis, puis de celles de l'ensemble des pays des deux blocs.

Depuis les déclarations du président américain, ce danger d'engrenage est devenu réel. En obligeant les États et les nations à se prononcer pour ou contre le maintien des Jeux olympiques de Moscou, M. Carter vient de mettre les alliés de l'U.R.S.S. en position de devoir, bon gré, mal gré, quels que soient la forme et la tonalité choisies, condamner directement Washington. Cela, évidemment, est une autre chose que d'appuyer les thèses de Moscou dans l'affaire afghane. Même pour ceux qui l'avaient fait bruyamment (la Bulgarie et la Tchécoslovaquie) ou chaleureusement (la R.D.A., qui s'apprête à

recevoir M. Schmidt), la menace est sensible. Pour ceux (la Pologne et la Hongrie) qui s'étaient contentés des approbations de principe, la différence est nette. Pour la Roumanie, enfin, — écartée depuis le 27 décembre entre ses principes d'indépendance nationale et une prudence qui lui interdit de condamner exclusivement Moscou et de prendre part au vote de l'Assemblée générale de l'ONU, — la marge de manœuvre se réduit encore. Au-delà de la délicate partie diplomatique imposée à Bucarest, c'est la crédibilité et l'avenir d'une politique étrangère vieille de quinze ans qui sont chaque jour un peu plus mis en question par la situation actuelle.

Plus ou moins vive, l'appréhension est en fait aujourd'hui générale en Europe centrale, et cela pour trois raisons. Première : parce que l'éclatement de la zone d'influence de Moscou coûte cher au sens propre de l'expression, à ses satellites européens. Déjà obligés d'aider le Vietnam, soumis depuis plusieurs mois à de fortes pressions pour accorder une assistance au nouveau régime cambodgien, avec lequel Prague vient de signer, le

De notre correspondant en Europe centrale

10 janvier, un accord de coopération, ils risquent maintenant de devoir apporter leur contribution financière à la consolidation du pouvoir mis en place à Kaboul. Dans l'immédiat, on n'en fait pas mystère à Varsovie, le budget militaire du bloc va être augmenté, et Moscou ne sera pas seul à participer à cet effort, auquel il sera d'ailleurs fait peu de publicité. L'annonce d'une telle mesure pourrait en effet susciter un malaise certain dans plusieurs de ces pays, qui sont tous frappés par une crise économique sévère et dont le niveau de vie est en baisse ou stagne.

Un partage des sacrifices ?

Deuxièmement, si les relations entre Moscou et Washington ne s'amélioreraient pas rapidement et si les États-Unis ne levaient pas leurs mesures d'embargo, les efforts de celles-ci ne pourraient pas ne pas finir par se faire sentir sur les autres pays socialistes. Pour l'instant, le blocage des

livraisons de matériel de forage pétrolier américain destiné à des programmes à moyen et à long terme n'a pas de conséquences économiques directes, et celui des livraisons de céréales profite à la Pologne, qui peut désormais se fournir sur les marchés occidentaux plus facilement et à meilleur prix. Mais si cette situation se prolongeait, aggravant réellement les difficultés de l'économie soviétique et empêchant Moscou de réaliser ses programmes d'exportation pétrolière pour la décennie 80, ses alliés en ressentiraient brutalement les conséquences. L'Union soviétique n'aurait en effet alors aucune raison de ne pas exiger une répartition des sacrifices, d'autant que sa population vit toujours plus durement que celle des pays frères.

Troisièmement, et c'est là une hypothèse qui hante en ce moment les dirigeants de Varsovie, l'Ouest pourrait, toujours en cas de prolongation de la tension, être tenté de susciter des difficultés sociales dans les démocraties populaires. Deux d'entre elles, la

Hongrie et la Pologne surtout, sont très dépendantes pour le redressement de leur économie, du commerce avec l'Ouest et de la technologie occidentale. Toutes, à commencer par la R.D.A., le sont à des degrés divers. Il a suffi, la semaine dernière, d'un gros titre d'un quotidien britannique annonçant — fausse rumeur ou discrète mise en garde — que les banques anglaises et américaines pourraient durcir leur politique de crédit à l'égard des pays socialistes pour que tous les fronts se plissent en Pologne, dont l'endettement se monte à près de 18 milliards de dollars.

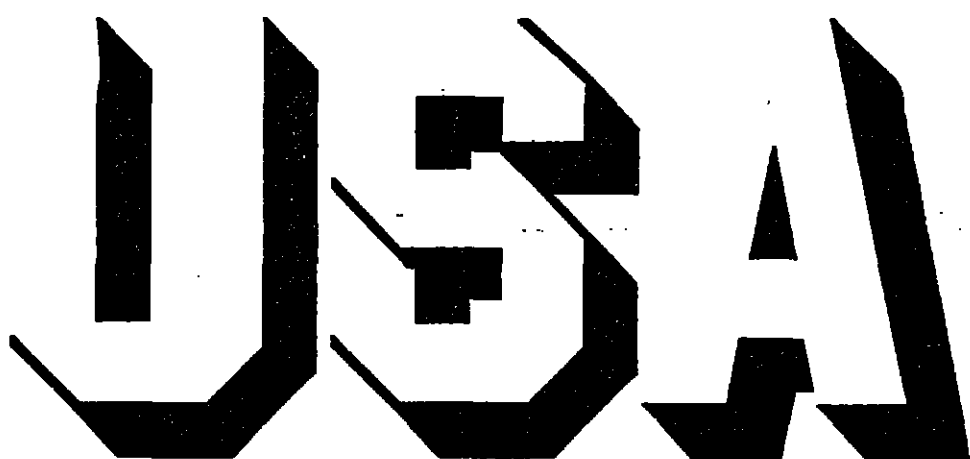
On imagine mal aujourd'hui que les États-Unis puissent se lancer dans une telle politique de déstabilisation, particulièrement risquée et à laquelle, financièrement, l'Ouest aurait aussi beaucoup à perdre. Mais, signe des temps, il se trouve aujourd'hui bon nombre de gens à l'Est pour le craindre. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les démocraties populaires, et en tout premier lieu la Pologne, observent avec encore plus d'attention et d'espoir la prudence de Bonn et les fortes réserves de

Paris vis-à-vis de la vigueur nouvelle du président Carter. Les commentaires sur ces dissonances occidentales ont tendance à occuper, dans les colonnes de la presse est-européenne, presque autant de place que les reportages sur le « retour aux idéaux d'avril » de l'Afghanistan.

BERNARD GUETTA.

● Une équipe de « Médecins sans frontières », qui vient de visiter une douzaine de camps de réfugiés afghans au Pakistan, a déclaré, à Islamabad, que ceux-ci avaient un besoin urgent de tentes, de nourriture, de couvertures. — (A.F.P.)

● M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a confirmé, mardi 23 janvier à Clermont-Ferrand, son opposition au boycottage des Jeux olympiques à Moscou. « Il faut que les athlètes du monde entier puissent se rassembler car ils représentent le défi de la liberté et de la fraternité face aux conflits internationaux. »



LE PLUS GRAND CHOIX DE DÉPARTS.

New York: 18 vols par semaine
11 h 00 en Concorde tous les jours
13 h 00 en B. 747 tous les jours
17 h 15 en B. 747 quatre fois par semaine.
Washington: 4 vols par semaine en Concorde
Chicago: 3 vols par semaine en B. 747
Houston: 4 vols par semaine en B. 747
Los Angeles: 4 vols par semaine en B. 747

LES VOLS LES PLUS RAPIDES : TOUS SANS ESCALE.

La rapidité des vols et l'absence d'escale vous garantissent une arrivée dans l'après-midi et vous permettent un grand nombre de correspondances immédiates vers le centre et l'ouest des USA.

TOUS VOLS ASSURÉS EN 747 OU EN CONCORDE.

Quelles que soient leurs destinations, nos passagers bénéficient du confort du 747 ou de l'efficacité de Concorde (vers Washington et New York).

LE PLUS GRAND CHOIX DE SERVICES ET DE TARIFS.

Concorde, pour ceux dont le temps est sans prix. En 747, 3 services: Première Classe, Classe Affaires (exclusivité sur New York, Chicago et Houston), Classe Économique. Et une gamme de tarifs très étendue adaptée aux besoins de chaque passager: de la Première Classe à Air France-Vacances.



NOUS AVONS SUREMENT LE VOYAGE QU'IL VOUS FAUT.

DE LA CONFÉRI

Le comité...
Le comité...
Le comité...

Je comprends partiellement l'attitude américaine.

DECLARE M. OHIRA

Le comité...
Le comité...
Le comité...

Le comité

Un comité...
Un comité...
Un comité...

Le comité...
Le comité...
Le comité...

LA « POLITIQUE » SPORTIVE DE L'U.R.S.S.

Il y a...
Il y a...
Il y a...

Le comité...
Le comité...
Le comité...

DEVANT LE COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

M. Gremetz souligne la conformité de la politique de la direction communiste avec les principes affirmés au vingt-troisième congrès

Le comité central du parti communiste, réuni les lundi 21 et mardi 22 janvier, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), a entendu et approuvé à l'unanimité un rapport de M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat chargé des questions internationales. Le propos de la direction du parti, dans ce texte, est de montrer que son action s'inspire d'une analyse de la situation internationale d'où il ressort que l'affrontement entre les forces de progrès et celles du capitalisme s'aggrave, et que l'heure est venue, pour les communistes, de montrer qu'ils ont choisi leur camp.

M. Gremetz a fait état d'« importantes luttes contre les conséquences des politiques d'austérité et de réaction » dans les pays capitalistes, situation favorable au développement de l'influence des partis communistes. Il a cité, à cet égard, l'exemple du Portugal, où les dernières élections ont été marquées, a-t-il dit, par « le recul des illusions sur la social-démocratie de Soares et l'important ren-

forcement du parti communiste portugais ».

Conscient que, en présentant la situation internationale comme caractérisée par l'affrontement entre deux camps — l'« agresseur » de l'impérialisme réactionnaire et les « avancés » des forces progressistes —, il pourrait alimenter le « catastrophisme », qu'il reproche à M. Giscard d'Estaing, le parti communiste affirme que l'action de l'Union soviétique et des pays socialistes garantit la paix mondiale. La coexistence pacifique est ainsi conçue non comme un compromis entre deux systèmes ou deux axes de puissance, mais comme une sorte de victoire permanente du socialisme sur le capitalisme qui serait par nature belliciste.

S'agit-il là d'un simple ajustement de l'analyse internationale du P.C.F. sur la politique qu'il a décidée de mener en France, ou bien d'une transformation réelle des perspectives dans lesquelles il

avait situé son action dans la période d'union de la gauche ? La direction du parti communiste propose à ses militants un ensemble de références propres à les détourner de la morosité qu'engendre une situation politique apparemment bloquée. Elle renforce l'originalité de ses positions dans la champ politique français, afin de donner une base solide aux campagnes qu'elle va développer en vue de l'élection présidentielle. Il est difficile de dire si, au-delà de ces préoccupations tactiques, les dirigeants communistes estiment que les événements récents leur imposent de réviser en profondeur les analyses sur lesquelles ils avaient fondé une politique de rapprochement avec la gauche non communiste.

M. Gremetz a souligné que les divergences apparues, au cours des dernières années, entre le P.C.F. et le P.C. soviétique n'avaient pas été escamotées au cours de la visite de M. Marchais à Moscou. Il a insisté sur le fait que, pour la

première fois, ces divergences ont fait l'objet de discussions entre les responsables des deux partis et ont été reconnues par les dirigeants soviétiques. Il a affirmé que, dans ses réponses aux déclarations de M. Marchais, M. Brejnev avait manifesté la volonté d'« aller vers des réformes économiques, mais aussi vers la participation des masses à la gestion des affaires ».

La direction du P.C.F. entend démontrer que son rapprochement avec le P.C. soviétique n'implique aucun abandon de ses positions propres, en ce qui concerne tant la démocratie socialiste que l'eurocommunisme. Elle souligne que sa politique est une application stricte des décisions adoptées par le vingt-troisième congrès du P.C.F. en mai dernier. C'est au moins le signe que les critiques de ceux qui doutent de cette conformité ne sont pas sans écho dans les rangs du parti.

PATRICK JARREAU.

L'ENTRETIEN DE MM. MARCHAIS ET BREJNEV

« Nous avons une divergence sérieuse sur la démocratie socialiste » a déclaré le dirigeant communiste français

M. Maxime Gremetz a informé le comité central du P.C.F. des rencontres de M. Georges Marchais, avec MM. Tito, Gherak, Castro, Brejnev et Brejnev. M. Gremetz, dont le rapport a été rendu public sous forme d'« extraits », a donné, selon ce document, « une complète information » sur la rencontre de MM. Marchais et Brejnev, au cours de la visite d'une délégation du P.C.F. en Union soviétique, du 7 au 13 janvier.

Résumant l'intervention de M. Brejnev, M. Gremetz a déclaré que le chef de l'Etat soviétique « devait donner une information sur la situation en U.R.S.S., dont la production industrielle a augmenté de plus de 20 % en quatre ans et la croissance du revenu par tête d'habitants de quelque 13 % ».

Insistant sur la nécessité d'introduire de nouvelles méthodes de gestion économique, il a utilisé l'image suivante : « Il s'agit de changer en marche les roues de la locomotive économique. Il faut surmonter l'inertie de la période précédente et les cadres doivent penser et agir d'une façon nouvelle ».

L. Brejnev s'est ensuite attaché à mettre l'accent sur la nécessité du développement de la démocratie socialiste par la diversification croissante des possibilités d'intervention et de participation des travailleurs et par le contrôle par les plus larges masses de l'activité des cadres dirigeants. Il a ajouté : « Sans la critique et l'auto-critique, l'avancée du socialisme est impensable ».

M. Gremetz a noté que l'analyse des tendances principales marquant l'évolution de la situation internationale qui ressort de l'exposé de L. Brejnev rencontre celle du P.C.F. (...)

M. Gremetz a rappelé les réponses de M. Brejnev sur l'intervention soviétique en Afghanistan (voir Le Monde daté 13-14 et 23 janvier). Il a poursuivi :

Enfin, concernant les relations entre les deux partis, L. Brejnev notait l'existence de divergences en considérant que celles-ci ne sont pas un obstacle à la lutte commune du P.C.F. et du P.C.U.S. contre l'impérialisme, pour la paix et le socialisme.

M. Gremetz rappelle que G. Marchais devait ensuite donner une information sur la situation intérieure en France en insistant sur l'aspect global et structurel de la crise du capitalisme monopolistique d'Etat, question sur laquelle le P.C.F. et le P.C.U.S. n'ont pas une analyse en tous points identique.

Georges Marchais est ensuite intervenu sur trois points précis faisant problème dans son rapport, c'est-à-dire la divergence fondamentale sur la démocratie, la question de l'eurocommunisme et celle du socialisme scientifique.

M. Gremetz a fait part au comité central de l'intervention écrite qu'a faite Georges Marchais au nom de la délégation. En voici les principaux extraits :

(...) Sans reprendre dans son intégralité notre argumentation, je tiens, pour ma part, à revenir sur ce qui constitue la divergence fondamentale entre nous et qui réside dans le contenu et le rôle de la démocratie dans l'évolution et le développement du socialisme.

Quelle est, à ce propos, l'analyse de notre vingt-troisième congrès ? Nous avons conduit une analyse sérieuse, lucide et cohérente de la réalité des pays socialistes et nous en avons tiré l'appréciation que le bilan des pays socialistes était globalement positif (...).

Nous le savons, cette question du bilan des pays socialistes a été très discutée dans la préparation de notre congrès et nous avons repoussé très fermement toute tentative visant à amoindrir le riche bilan des pays socialistes. Nous avons montré sans complaisance, sans enjoliver, la réalité de ces pays, telle qu'elle est, son bilan, ses progrès, ses défauts, les contradictions à résoudre, et conclu à la supériorité du système social nouveau qui se sont donné les pays socialistes (...).

Cependant, en même temps que nous dressions ce bilan positif du socialisme existant, à notre congrès, nous avons noté que se

posaient, dans certains pays socialistes, des problèmes liés à « une méconnaissance persistante » de l'essence démocratique unitaire du socialisme et à « une dérive » de la démocratie. Qu'avons-nous en vue lorsque nous disons cela ? (...)

Nous affirmons que, selon nous, la dérive de l'homme, la démocratisation progressive de toutes les structures de la société, constituent l'objectif essentiel du socialisme. En d'autres termes, nous vivons à une époque où le socialisme doit démontrer sa capacité à imaginer et mettre en œuvre des formes de vie politique et de participation des plus larges masses qui permettent le dépassement des contradictions qui se manifestent naturellement dans la construction de la société socialiste. C'est donc notre affaire à tous.

Or nous constatons qu'alors qu'il convient de poursuivre un effort sans précédent pour l'essor de la démocratie, il existe dans certains pays socialistes des institutions pour nous incompréhensibles, de la démocratie qui vont jusqu'à la substitution de mesures administratives à la nécessaire lutte politique et idéologique.

Evidemment, je ne veux pas vous prendre à témoin ; il s'agit d'une information, mais je ne vous cache pas que nos rapports avec le parti communiste de Tchecoslovaquie sont extrêmement mauvais. Nous avons fait beaucoup d'efforts et, personnellement, je suis intervenu auprès du parti communiste de la République tchèque, durant le période de ce l'on a appelé la « crise de la personnalité », le P.C.T. s'est particulièrement distingué dans la répression du parti communiste de Tchecoslovaquie n'a pas tiré les leçons de l'histoire et, chaque jour, nous assistons à de nouvelles arrestations, à de nouvelles procédures, à de nouvelles condamnations injustifiées. C'est là une chose intolérable, c'est une caricature du socialisme. C'est une situation qui montre que dans ce pays, aucun enseignement n'a été tiré du vingtième congrès du P.C.U.S.

L'eurocommunisme

La question de la démocratie socialiste constitue donc pour nous une grande question, qui nécessite qu'on l'aborde franchement et sans détour, puisque, sur ce point, nous avons une divergence sérieuse.

Je voudrais maintenant faire, sur deux autres questions, quelques brèves remarques. Tout d'abord sur la signification de l'eurocommunisme. Cela me semble en effet nécessaire, car il y a des articles écrits par certains de vos théoriciens qui sont parfois surprenants. Pour éclairer ce point, je m'appuierai très consciencieusement sur le projet de communiqué que nous avons mis au point en vue de cette rencontre. Que dit-il ?

Il affirme, d'une part, la grande diversité qui caractérise aujourd'hui la construction du socialisme. Il déclare, d'autre part, fort justement, que le socialisme est et grandit comme réponse concrète aux besoins objectifs d'un peuple et d'un pays, et c'est pourquoi il n'existe pas de schéma prêt-à-l'emploi du socialisme.

Or l'eurocommunisme signifie précisément la convergence de certains traits de la politique de différents partis communistes de pays capitalistes industrialisés, affrontant des situations et des problèmes analogues. Ainsi, certains nombre de ces partis plaçant le développement de la démocratie au centre de la voie qu'ils ont choisie pour aller au socialisme, en même temps qu'ils se prononcent pour un socialisme démocratique tenant compte pré-

ciement des particularités nationales.

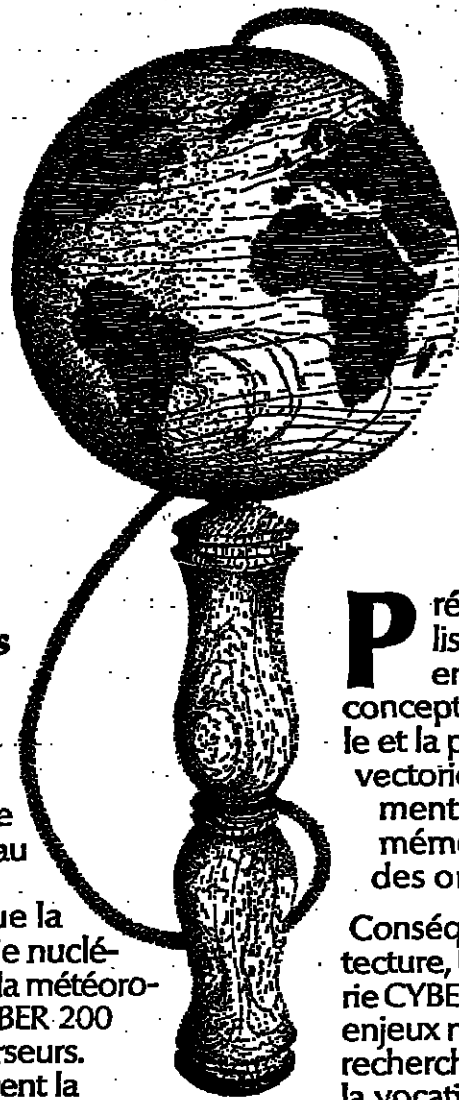
Personne ne doit être surpris de l'existence d'une telle convergence dans la solution fondamentale des problèmes posés à leurs peuples et à leurs pays. En effet, il ne s'agit nullement de recréer un nouveau centre, ni de substituer un modèle à un

autre, pas plus que de tourner l'eurocommunisme contre quelques partis que ce soit. Entre les partis communistes se réclamant de l'eurocommunisme existe d'ailleurs une très grande diversité, voire aussi, et c'est naturel, des différences et des divergences. Si l'on est un partisan du socialisme, on ne peut donc qu'observer

ver d'une manière positive une démarche originale de plusieurs partis communistes qui représentent d'ailleurs de grandes forces politiques diverses et entrent à l'issue de notre discussion, ne constituent en aucun cas un obstacle au développement de nos relations d'amitié et de solidarité. (...)

concrète des réalités concrètes de notre temps et de notre pays », a décidé de remplacer la référence exclusive au marxisme-léninisme par l'expression de « socialisme scientifique », qui signifie que la théorie dont il se réclame n'est pas un corps de doctrine achevé. Il a ajouté : « En conclusion, et tout cela étant dit, je veux insister sur le fait que nous sommes très attachés à ce que les différences de position et les divergences qui existent entre nos partis, et que nous devons franchement reconnaître dans le communisme que nous adoptons à l'issue de notre discussion, ne constituent en aucun cas un obstacle au développement de nos relations d'amitié et de solidarité. (...)

NE JOUONS PAS AVEC L'AVENIR.



Les hyperordinateurs Control Data sont conçus pour résoudre les problèmes d'une nature et d'une dimension nouvelles. Bâti grâce à l'expérience de milliers d'hommes (dont plus de huit cents en France) et grâce au savoir-faire acquis dans des domaines aussi exigeants que la recherche aérospatiale, le génie nucléaire, l'exploration pétrolière ou la météorologie, les hyperordinateurs CYBER 200 sont à la fois héritiers et précurseurs.

Héritiers parce qu'ils assurent la continuité de l'engagement de Control Data dans la résolution rapide des problèmes les plus complexes.

Précurseurs en raison de l'utilisation d'une architecture entièrement nouvelle. La conception de la mémoire virtuelle et la puissance des processeurs vectoriels des CYBER 200 suppriment les contraintes de taille mémoire et de temps de calcul des ordinateurs traditionnels.

Conséquence d'une telle architecture, les performances de la série CYBER 200 sont à la mesure des enjeux nationaux actuels (énergie, recherche, santé) ; elles soulignent la vocation mondiale reconnue à Control Data depuis plus de vingt ans.



Tour Gamma A, 195 rue de Bercy 75582 Paris Cédex 12, Tél. (1) 341.7155.

POLITIQUE

Les partis face à la déstabilisation

II. — La dimension internationale de l'élection présidentielle

L'environnement international oblige les partis à revoir leurs conceptions dans le domaine de la politique extérieure. Le P.C.F. a pris à cet égard une position en flèche en jugeant légitime l'intervention soviétique en Afghanistan. Les dirigeants du P.S. ont porté des appréciations divergentes sur les motivations de l'U.R.S.S. (voir « le Monde » du 23 janvier).

La majorité s'est d'abord déterminée par la voix du pouvoir et, si l'on peut dire, par touches successives. M. Giscard d'Estaing a commandé par évocation le spectre de la guerre, au cours de son allocution de vœux du 31 décembre. Puis il a proposé aux dirigeants des partis de l'opposition de les tenir informés de la crise en Asie centrale. En s'adressant le 3 janvier aux représentants du corps diplomatique, il soulignait le caractère global de la dette. Enfin, le 9 janvier, avant de s'entretenir avec le chancelier Schmidt, le président de la République rappelle, sous la forme d'une déclaration gouvernementale faite devant le conseil des ministres, que si la France est attachée à la politique de détente à laquelle l'U.R.S.S. venait, selon elle, de porter gravement atteinte, elle ne l'était pas d'une manière inconditionnelle.

Entre l'évocation alarmiste du début et l'avertissement lancé quelques jours plus tard, le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet avait exposé le 6 janvier, au club de la presse d'Europe 1, une thèse très équilibrée : l'intervention soviétique en Afghanistan était reçue comme une atteinte au caractère global de la détente mais, plutôt que d'envisager des représailles, la France préférerait poursuivre le dialogue avec l'U.R.S.S. afin de l'amener à mesurer les conséquences de son initiative. Le rappel de cette série de positions n'est pas vain dans la mesure où certains ont pu voir la marque d'une hésitation — ce fut le cas au R.P.R. ou au P.S. — ou d'une sage prudence bientôt relayée par un alignement sur les Etats-Unis, comme

l'ont noté les commentateurs communistes.

Sur le fond, M. Giscard d'Estaing a eu l'occasion d'expliquer — mais ce n'était pas en public — que l'intervention soviétique n'avait pas été nécessairement programmée et qu'elle avait pu être brusquement provoquée par l'évolution de la situation intérieure en Afghanistan. A ses yeux, elle ne révélait pas avec certitude une modification fondamentale de la politique étrangère de l'U.R.S.S. et pouvait n'apparaître que comme une péripétie. L'attitude de l'U.R.S.S. est une attitude russe plus que soviétique... Ce qui est pris pour de l'agressivité et de l'impérialisme n'est, semble-t-il, en partie, dans l'esprit des dirigeants russes eux-mêmes, que protection et défense d'égale.

Si la première préoccupation du président de la République a été de ne pas mettre inconsidérément en cause la détente, la seconde fut, à l'invitation de sa majorité et des partenaires de la France, de condamner plus nettement l'U.R.S.S. et de donner une dimension européenne à cette attitude.

La critique gaulliste

De son côté, le R.P.R. a condamné, par la voix de son secrétaire général, M. Bernard Pons, le manque de fermeté des premières réactions gouvernementales. Il s'est payé le luxe de donner, à cette occasion, une leçon de gaullisme au président de la République et à son ministre des affaires étrangères. M. Jacques Chirac a exposé la position de son mouvement en déclarant, le 10 janvier, au cours d'un déjeuner donné à l'hôtel de Ville pour le départ de l'ambassadeur de Chine : « L'agression soviétique en Afghanistan marque partiellement la limite et le danger de la politique de détente et la nécessité d'une très grande solidarité entre les pays qui veulent s'opposer à la déstabilisation du monde. » M. Michel Debré a poussé un peu plus loin l'analyse de la diplomatie soviétique, le 11 janvier à Nice : « La Russie, depuis trente ans, a accru sa puissance d'une manière considérable. Elle peut prétendre aujourd'hui à une capacité analogue à celle des Etats-Unis, et elle continue à l'augmenter. Nous constatons aussi avec quelle rigueur l'Union soviétique maintient, en Europe centrale, son protectorat sur des pays satellites et qu'elle n'hésite point, par la force, à maintenir des

Les réactions de la majorité ont, en effet, été spontanément très vives, beaucoup plus que celles du pouvoir. Les dirigeants du P.D.F., moins tenus par les obligations gouvernementales, ont condamné l'intervention militaire de l'U.R.S.S., qui, selon eux, ouvre « un chapitre nouveau et inquiétant ». L'Afghanistan, observent-ils, n'était pas à l'origine (accords de Yalta) dans la sphère d'influence soviétique, et la prise de contrôle de ce pays peut signifier une volonté de pénétration vers le Proche-Orient. Il faut voir, dans cette analyse, la marque de M. Jean Lecanuet, président du P.D.F., président de la commission des affaires étrangères du Sénat. M. Lecanuet a regretté que, son unité politique n'ayant pas suffisamment progressé, l'Europe ne puisse peser de son véritable poids dans cette circonstance. La sensibilité centriste s'est exprimée plus vivement encore à la commission des affaires étrangères du Sénat et à l'encontre de M. François-Poncet, qui, pourtant, vient du centriste. M. Max Lejeune a exprimé l'avis de ses collègues en reprochant au gouvernement de sous-estimer « la géostratégie soviétique en direction des mers chaudes et des centres producteurs de pétrole ».

regimes contre la volonté populaire. Nous observons aussi à quel point, en Asie, au Proche-Orient, en Afrique, voire en Amérique du Sud, l'Union soviétique tend à établir à son profit des zones d'influence et, quand elle l'estime utile, des zones d'obédience ».

Pour arrêter l'extension d'un légalisme militaire, pour marquer son souci de préserver la route de l'Inde, et profitant du repli soviétique, l'Union soviétique, c'est-à-dire l'une des formes de la Russie éternelle, tente de conquérir le pouvoir en Afghanistan. Cette vision d'un impérialisme qui n'ose dire son nom, mais que nous devons traiter comme tel, doit être accompagnée dans notre esprit par une considération capitale. Il y a, entre l'Union soviétique et la France, une zone d'intérêt commun et qui n'est pas mince, c'est celle de la sécurité européenne. [...] Cet intérêt commun ne doit en aucune façon nous inspirer de la timidité pour juger le comportement de l'Union soviétique. Il y a, au-dessus des nations, un ordre international, et ce n'est pas méconnaître le rôle de nos intérêts communs que de dénoncer la servilité du parti communiste français et que de juger les

méthodes politiques de l'Union soviétique. La peur de juger ne doit jamais être notre fait. Il faut parler avec sérénité, c'est-à-dire, quand il le faut, avec sévérité pour donner une meilleure crédibilité à notre volonté de coopération dans les domaines où celle-ci est conforme à un intérêt commun. » M. Michel Debré considère que, pour faire face aux grandes puissances et à la guerre économique, il convient de miser sur l'Europe, non celle des « mécanismes supranationaux » mais celle des « politiques communes », qui respecte les personnalités et les souverainetés des Etats membres. On n'en attendait pas moins de lui.

Les gaullistes reprochent à M. Giscard d'Estaing de ne pas avoir nettement condamné l'intervention soviétique mais, parallèlement, ils partagent — ce n'est pas nouveau — certaines préoccupations de la gauche (qui prennent chez les communistes une forme accusative) sur la propension du pouvoir à se laisser dériver vers l'atlantisme. La politique extérieure et l'héritage gaulliste restent, pour eux, l'une des principales raisons de se démarquer des giscardiens auprès de l'opinion publique.

Chaque des grandes familles politiques est tentée de revenir à ses origines ou à ses premières amours. Le P.S., délié des contraintes de son alliance avec le P.C., pourrait se laisser davantage aller à ses aspirations pro-européennes. Surtout s'il rencontre la caution de gauche des partis communistes qui se réclament de l'eurocommunisme. Parallèlement les centristes seront enclins, au sein de la majorité, à faire avancer la construction européenne au-delà des bornes placées par les gaullistes.

De toute façon, dans la conjoncture électorale présidentielle, les candidats en puissance doivent, compte tenu de l'environnement mondial, ajouter la dimension internationale à leur position nationale. Voilà qui peut surprendre M. Giscard d'Estaing, le M. Mitterrand.

M. Marchais ne néglige pas cet aspect de la question et voyage beaucoup. M. Rocard a essentiellement livré une analyse de la situation internationale à la dernière convention du P.S. et M. Chirac traitera en priorité de la politique extérieure et de la défense pour sa rentrée du 12 février.

Les Français vont, à coup sûr, être invités par ceux qui sollicitent leurs suffrages à regarder au-delà de leurs frontières pour voir s'il y a du nouveau à l'Est et à l'Ouest.

ANDRÉ LAURENS.

FIN

Libres opinions

VIVE LA NATION !

par ANDRÉ FANTON (*)

P OUR les bien-pensants d'aujourd'hui l'attachement à l'idée de nation est une survivance du passé qui rejette à droite celui qui l'affirme ou ceux qui s'en réclament. Ce sont souvent les mêmes qui n'hésitent pas à prétendre que la défense de l'importation quel qu'elle soit, est une idée progressiste et qu'elle vous situe à gauche, voire même à l'ultra-gauche.

D'autres bons esprits (et qui se veulent avertis) affirment que se réclamer du mondialisme est le signe d'une intelligence supérieure puisque, dépassant les structures d'aujourd'hui, il projette vers l'avenir la solution des problèmes politiques, économiques ou idéologiques de notre époque.

Cette confusion marque, en réalité, la décadence d'idées qui, incapables d'assumer les responsabilités qu'exige le rôle qu'elles revendent dans la société, se réfugient dans les cadres viciés du passé ou dans les utopies du futur pour échapper aux réalités du présent et de l'avenir.

Qui peut cependant nier que depuis la dernière guerre l'émergence des nations a été le phénomène dominant de la création du nouveau monde ? Cette émergence s'est faite contre les empires politiques (c'est la décolonisation). Elle s'est faite contre les impérialismes (c'est la ruée des blocs).

Et si aujourd'hui, par exemple, tant d'hommes à travers le monde condamnent l'intervention soviétique en Afghanistan, c'est parce qu'ils y voient une menace contre l'indépendance d'une nation.

Pour toutes ces nouvelles nations comme pour les vieux pays qui, refusant la politique des blocs, trouvent dans le cadre national le meilleur moyen d'y résister, la nation est à l'évidence une idée moderne, l'idée d'une idée progressiste.

Certains essaient de démontrer le caractère désempé de l'idée de nation par la nécessité de la puissance qui ne serait assurée, selon eux, que par la création de nouveaux blocs, comme si le monde de demain devait se construire sur ces bases.

Il n'est pourtant que de voir à travers le monde le succès de l'idée de non-alignement pour se convaincre que l'opinion des peuples refuse décidément cette notion.

Chacun peut avoir son opinion sur les régimes politiques d'Etats comme la Libye ou l'Algérie, le Kenya ou la Guinée, le Vietnam ou le Pakistan, les pays arabes ou les Etats d'Afrique noire, Cuba ou l'Egypte. Mais comment ne pas voir que la commune ambition de leurs dirigeants, quelle que soit leur orientation politique, est à la fois de faire progresser leurs peuples et d'assurer leur indépendance nationale ?

Certaines de ces nations, il est vrai, ont du mal à émerger du néant où les avaient plongés trop souvent les empires qui les avaient colonisées ou les impérialismes qui les dominaient, et il arrive parfois que leurs structures et leurs comportements échouent les visions politiques que des siècles de civilisation nous ont léguées.

Mais, au-delà de ces différences et parfois de ces oppositions, toutes ont en commun une volonté nationale.

Pourquoi, en définitive, le général de Gaulle bénéficiait-il à travers le monde d'une autorité hors de proportion avec la puissance militaire, démographique ou économique de notre pays, sinon parce qu'il avait l'ambition d'incarner une nation qui voulait conserver son indépendance (c'est-à-dire la libre choix de son destin) et parce qu'il revendiquait ce même droit pour tous les peuples du monde, en parlant, en quelques mots, en leur nom ? Que furent les discours de Brazzaville et de Phnom-Penh, sinon un appel au réveil des nations à la fois contre les impérialismes oppresseurs et contre les divisions tribales ?

Au sein de la nation, il faut, c'est vrai, respecter et vivifier les cultures régionales dans la mesure où elles rendent à ceux qui les vivent les raisons que la civilisation moderne menace. Mais, lorsque l'objectif est de remettre en cause la volonté majoritaire de vivre ensemble, on est devant une vision pessimiste, conservatrice et, pour tout dire, réactionnaire de la société de demain.

De même, il faut travailler à la concorde entre les peuples et à l'entente entre les Etats car elles sont, l'une et l'autre, nécessaires au maintien de la paix dans le monde. Mais l'édification d'ensembles supranationaux, dont le seul objectif serait la constitution ou le renforcement de blocs s'insérant dans une politique d'affrontement, est contraire à l'intérêt des hommes. De même est contraire à la construction de l'avenir cette utopie du futur que représente un mondialisme qui ne peut qu'enlever la volonté des citoyens et les préparer à la démission morale et à l'asservissement.

Entre l'utopie du futur, par définition inaccessible, et le retour au passé, qui n'est que le masque du renoncement, il existe une voie progressive, oserai-je dire révolutionnaire. Cette voie, c'est la nation. Le temps de la Révolution française, c'est au cri de « Vive la nation ! » que les structures du passé furent abattues et les impérialismes combattus.

A la fin de ce vingtième siècle, deux cents ans plus tard, c'est le même cri qui, à travers le monde, rassemble les hommes et les femmes qui, sans distinction de continent, de race ou de religion, veulent travailler au bonheur de leurs semblables et à la paix du monde.

(*) Ancien ministre, membre du conseil politique du R.P.R.

Ancienne vice-présidente de l'Assemblée nationale

MADELEINE BRAUN EST MORTE

Madeline Braun, ancienne vice-présidente de l'Assemblée nationale, est décédée mardi 22 janvier dans sa soixante-troisième année.

Madeline Braun, codirectrice avec Louis Aragon des Editions françaises réunies, était née le 25 juin 1907 à Paris. Fille de l'industriel Albert Weil, elle avait épousé en 1930 Jean Braun, qui représentait alors la France à la Poire de Leipzig. En 1938-1939, elle milita dans les organisations d'aide à l'Espagne républicaine. Résistante, elle organisa ensuite en zone sud le Front national. Puis adhéra, en 1942, au parti communiste.

Membre de l'Assemblée consultative provisoire (1944), Madeleine Braun siège de 1945 à 1951 dans les deux Assemblées constituantes, puis à l'Assemblée nationale, comme député communiste de la Seine. En 1951, son parti ne la représente pas sur la liste de ses candidats.

Madeline Braun avait été, en 1945-1946, la première femme élue au poste de vice-président de l'Assemblée nationale. Elle y fit preuve d'autorité. Son éloquence, sa courtoisie et sa culture lui permirent d'avoir une influence qui dépassait les limites de son parti, tant à ce poste de vice-président qu'au sein de la commission de la presse, de la radio et du cinéma.

Comme directrice des Editions françaises réunies, Madeleine Braun sut ensuite donner une impulsion nouvelle à cette maison d'édition, créant notamment, en 1968, la collection « Petite Sirène ».

● Mme Joannette Thores-Vermeersch, ancien membre du bureau politique du P.C., qui avait condamné certaines décisions de ce parti, notamment son jugement sur l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968, a déclaré dans une interview publiée par Ouest-France : « J'enregistre deux actes positifs : un comportement internationaliste du P.C. français dans l'affaire algérienne et une relation avec le parti communiste de l'Union soviétique, qui est la plus grande force de paix existant dans le monde. »

Mme Thores-Vermeersch reste en désaccord avec « l'eurocommunisme qui va bien mal, mais dont continue toujours à se réclamer Georges Marchais et avec la réputation du marxisme-léninisme ». « Je pense à penser que ce sont des erreurs graves », ajoute-t-elle.

YVES MICHALON le pousse-caillou

"Un cri du cœur qui est aussi un cri d'alarme."

Jérôme Garcin/Le Nouvelles Littéraires

"Une génération en quête d'idéal... Un livre surprenant et attachant."

Olivier Jay/Le Républicain Lorrain

"La morale, celle que l'on se crée, sera toujours plus forte que l'histoire. Ce bilan pathétique est aussi la promesse invincible d'un commencement."

Claude Jannoud/Le Figaro

"Yves Michalon maintient bien haut l'héritage d'un Malraux. En lisant ce petit livre frémillant, on prend conscience des valeurs durables qui travaillent dans le secret."

Lucien Guissard/La Croix

"Le livre 'd'un honnête homme'... les espoirs et les désillusions de l'un des 'enfants de Yalta' et de Coca-Cola."

Libre

"Le Pousse-Caillou" est une œuvre littéraire qui constitue un authentique livre politique, car c'est l'humain qui le domine, avec ses angoisses et ses contradictions, mais aussi avec sa volonté et son espoir."

Michel Debré/Le Quotidien de Paris



ROBERT LAFFONT

Sur le thème de la « résistance à la militarisation »

LE P.S.U. PROPOSE UNE MANIFESTATION NATIONALE LE 26 AVRIL

La direction politique du P.S.U. propose que soit organisée le 26 avril une « grande manifestation nationale » sur le thème de « la résistance à la militarisation ».

Le P.S.U. appelle « toutes celles, tous ceux pour qui la politique ne se résume pas à des discours et à des batailles électorales à manifester leur opposition à la politique d'armement des blocs, dont on ne peut dissocier la force de frappe française ». La direction politique fait notamment référence à « l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, aux interventions de la France au Sahara, au Tchad, en Centrafrique, au déploiement des missiles américains en Europe, aux attaques chinoises au Vietnam, à l'occupation du Cambodge par le Vietnam ».

Le P.S.U. organise, d'autre part, pendant les six premiers mois de l'année, une série de manifestations, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa création, le 3 avril 1960.

Après « Cartes sur table »

M. LONCLE (M. R. G.) : un axe Giscard d'Estaing - Marchais.

M. François Loncle, secrétaire national du M.R.G. : « L'une des conséquences de l'intervention soviétique en Afghanistan est le plan intérieur français est la confirmation d'un axe Giscard d'Estaing - Marchais. »

« Cette alliance objective a été illustrée par la constante prestation du secrétaire général du P.C.F. Celui qui souhaitait le changement sont feds : M. Marchais est aujourd'hui le meilleur about du pouvoir conservateur. Dans son numéro de courts échelles au président de la République, le secrétaire général du P.C.F. s'est, lundi encore, surpassé, par moments, on avait envie d'appeler police-secours. »

● « France nouvelle », hebdomadaire central du parti communiste français, a indiqué dans son avant-dernier numéro qu'il avait commis une erreur en attribuant à André Marty une responsabilité dans la condamnation, par la direction du P.C.F., du portrait de Staline publié par les Lettres françaises en mars 1953. Marty, écrit France nouvelle, « avait été écarté quelques mois plus tôt » de la direction du P.C.F. (1).

(1) Il avait même été exclu du parti communiste (voir le Monde du 3 janvier).

كلمة لعل

POLITIQUE

QUERELLES POLITIQUES EN MARTINIQUE

M. Régis (P.P.M.) se démet de ses fonctions de conseiller général de Fort-de-France

De notre correspondant

Fort-de-France. — M. Arthur Régis, directeur du *Progressiste martiniquais* (P.P.M., autonomiste), a annoncé, lundi 21 janvier, à la presse, sa décision de se démettre de son mandat de conseiller général du quatrième canton de Fort-de-France, qu'il démissionne depuis le 15 décembre 1979. Cette nouvelle a fait sensation dans les milieux politiques martiniquais. M. Régis était l'un des principaux animateurs de la formation autonomiste dirigée par M. Alain Césaire, maire de Fort-de-France, député apparenté socialiste, leader de l'opposition dans le département. M. Régis a confirmé sa démission dans une lettre adressée au président de l'Assemblée départementale, M. Emile Maurice (R.P.R.), auquel il reproche de n'être pas intervenu auprès du gouvernement pour freiner l'émigration vers la métropole des jeunes Martiniquais. Le directeur du *Progressiste* écrit notamment : « Dans le même temps où tout est mis en œuvre pour vider la Martinique de ses Martiniquais, le gouvernement remplit la Martinique de Français. N'importe quel Martiniquais qui le désire peut se rendre compte de cette politique de génocide par substitution en allant à l'aéroport du Lamentin pour bien regarder l'origine de ceux qui partent en masse et celle de ceux qui arrivent par raz de marée. Pour les départs ce sont des gens de couleur et de plus en plus clair. Cette politique de remplacement n'est pas due au hasard. Elle est voulue, préméditée, organisée et supervisée par le gouvernement français. Pour forcer les Martiniquais à s'en aller, le gouvernement, en accord avec les bédés (1), a provoqué l'agonie de l'économie martiniquaise. »

A l'occasion de la session ordinaire de l'Assemblée départementale, le 14 janvier, M. Régis avait demandé à M. Maurice quelles mesures il entendait proposer au conseil général pour remédier à cette situation. Celui-ci lui avait notamment répondu : « Nous faisons partie de la France, d'un grand ensemble national, et il ne saurait être question de privilégier quelque métropolitain que ce soit de la liberté d'aller et venir à la Martinique comme bon lui semble. De la même façon que l'on ne saurait empêcher un Martiniquais d'aller et venir dans l'Hexagone. Si, dans un département de la métropole, le conseiller général avait déposé l'encre des populations originaires des Antilles les mesures que vous nous proposez ici, je l'aurais qualifié de raciste. Pour nous c'est la même chose. »

M. Régis a alors estimé « n'avoir plus rien à faire au conseil général de la Martinique, qui n'a aucun pouvoir pour stopper la politique de génocide par substitution. »

FIRMIN RENEVILLE.
(1) Blancs, descendants de colons.

« LES DÉCLARATIONS DE M. JULIA SONT ABERRANTES » avait déclaré le conseiller général démissionnaire

Dans une interview publiée le 20 janvier par *Aujourd'hui dimanche*, hebdomadaire chrétien de la Martinique, M. Arthur Régis, directeur du *Progressiste martiniquais* (P.P.M., autonomiste), conseiller général démissionnaire de Fort-de-France, répondait aux accusations récemment portées par M. Didier Julia, chargé de mission du R.P.R. pour les O.M.T.O.M. sur les relations entre le P.P.M. et le conseil des Etats-Unis en Martinique (le *Monde* du 9 janvier).

Il déclarait notamment : « Les déclarations de M. Julia sont aberrantes (...). Nul n'ignore que le R.P.R. est un parti en perte de vitesse. Devant ses difficultés à accrocher les électeurs, il veut faire du sensationnel pour tenter de faire croire qu'il est le meilleur défenseur des intérêts des Martiniquais au sein de la majorité. Ces critiques sont une véritable escroquerie. De 1958 à 1974, les gaullistes ont été au pouvoir sans partage (...). Ils n'ont jamais fait ce qu'ils prétendent faire aujourd'hui (...). Pure démagogie que ces déclarations ! Il (M. Julia) dit que le conseil des U.S.A. finance les élections de la Martinique. C'est faux. C'est trente-cinq ans que celui-ci dirige la mairie de Fort-de-France. Le conseil des U.S.A. n'est là que depuis deux ans. D'autre part, il est bien prétentieux de la part de M. Julia de décider pour les autres pays us doivent visiter et qu'ils doivent rencontrer (...). Ce sont des plaisanteries de bas étage n'apportant rien au débat politique. »

Crise interne et polémiques

Cette démission intervient au moment où le parti progressiste martiniquais connaît une crise interne, qui s'est traduite, le 7 janvier, par la démission du secrétaire général adjoint du parti, M. Rodolphe Desiré, lequel a entraîné avec lui le très puissant « baliste » (M.D.L.R.). On apprend ainsi les cellules locales du P.P.M. de la localité du Marin où il est le leader de l'opposition à la municipalité dirigée par M. Victor Charbon (div. maj.), conseiller général.

Expliquant sa position dans une interview publiée par le *Naïf*, hebdomadaire indépendant, M. Desiré reproche à certains dirigeants du P.P.M. « leur manque de vision globale des choses » et « leur infantisme politique ». Il

VIENT DE PARAÎTRE :

DROIT CONSTITUTIONNEL ET INSTITUTIONS POLITIQUES

(7^e édition)

par

André HAURIU (décédé) Jean GICQUEL

professeur honoraire à l'Université de Paris-I professeur aux Universités de Paris

Un volume 14 x 19, 1208 pages, 940 gr.
Prix de vente en notre LIBRAIRIE : 180 F (frais d'expédition en plus)

LIBRAIRIE MONTCHRESTIEN
150, rue Saint-Jacques - 75005 PARIS.
Tel. 354-17-10 - 354-63-70.

LA PROCÉDURE BUDGÉTAIRE

La Constitution a été correctement appliquée dans sa lettre et dans son esprit

estime M. Giscard d'Estaing

Le président de la République a répondu, mardi 22 janvier, à la lettre que lui avait adressée M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, à propos de la procédure de discussion budgétaire (« le Monde » du 15 décembre). Evoquant le recours répété à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, M. Defferre estimait que le gouvernement « ne peut plus faire voter les textes qu'il estime indispensables pour mener sa politique. Il se substitue au Parlement élu pour cela. Il fait la loi ». Le maire de Marseille s'inquiétait du développement d'un « processus dangereux pour la démocratie française ».

Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing rappelle que les constitutions de 1958 ont voulu modifier les « pratiques antérieures » qui, par la procédure de la « question de confiance », aboutissaient à créer une majorité pour détruire sans pour autant favoriser de « majorité pour reconstruire ». Aujourd'hui, ajoute le chef de l'Etat, la majorité nouvelle doit prouver son existence avant de renverser le gouvernement. M. Giscard d'Estaing indique que les dispositions de l'article 49 doivent s'appliquer aux textes qui ont une « importance essentielle » et qui sont indispensables à la poursuite et à la cohérence de l'action du gouvernement. Tel est le cas, selon lui, du budget pour 1980 et du projet relatif au financement de la Sécurité sociale, sur lesquels le premier ministre a engagé la responsabilité du gouvernement. Le président de la République justifie donc l'attitude adoptée par M. Barre lors de la discussion budgétaire. Le chef de l'Etat ajoute, d'autre part, que « l'observation des faits montre que la Constitution a été correctement appliquée dans sa lettre et dans son esprit ».

Si l'on se réfère à la décision du Conseil constitutionnel qui, le 24 décembre dernier, avait annulé la loi de finances, estimant que celle-ci était « non conforme à la Constitution », en raison de la procédure qui fut adoptée à l'époque, et si l'on songe avec quelle insistance le président de la République avait fait connaître ses « doutes » à propos de cette même procédure, on ne peut que s'interroger sur cette dernière affirmation du chef de l'Etat. En déclarant que « l'observation des faits » montre que la Constitution a été correctement appliquée, M. Giscard d'Estaing semble réduire au rang de péripétie la décision rendue par le Conseil constitutionnel. C'est une analyse. Mais une telle interprétation ne répond en rien, sur le fond, aux questions posées par le président du groupe socialiste.

En outre, en affirmant que « les textes qui (...) n'apparaissent pas indispensables à la politique gouvernementale, doivent pouvoir être débattus et votés par le Parlement sans recours à l'article 49-3 », le président de la République donne quelque fondement aux préoccupations manifestées par plusieurs juristes, selon lesquels la décision de la Haute juridiction renforce les prérogatives de l'exécutif au détriment de celles du législatif. M. Giscard d'Estaing est-il prêt, demain, à déclarer que les trois quarts des textes qui seront présentés au Parlement ne sont pas indispensables à la politique gouvernementale ? A contrario, si la liberté n'est-elle pas ainsi implicitement donnée au gouvernement d'engager sa responsabilité sur ces mêmes textes législatifs ?

LAURENT ZECCHINI.

Voici le texte de la lettre que le président de la République a adressée à M. Gaston Defferre :

Monsieur le président,

Vous m'avez écrit le 13 décembre dernier pour attirer mon attention sur les inconvénients d'un usage excessif des dispositions de l'article 49-3 de la Constitution.

La loi de finances pour 1980 étant maintenant promulguée, je puis examiner, sans interférer avec le déroulement des travaux du Parlement, le problème que vous évoquez.

Je ne retiendrais de votre lettre que la partie qui traite du fonctionnement des institutions, et non celle où vous portez des appréciations sur d'autres formations politiques.

A l'égard des institutions, votre argumentation peut, me semble-t-il, se résumer ainsi : l'appel systématique à l'article 49, paragraphe 3, de la Constitution aboutirait au fait que les lois ne seraient plus votées ni par la majorité ni par l'opposition. Le gouvernement se substituerait au Parlement dans le travail légis-

latif, contrairement à la lettre et à l'esprit de notre droit.

L'article 49 est un élément central de notre dispositif constitutionnel.

Il règle les conditions dans lesquelles l'Assemblée nationale peut provoquer le départ du gouvernement, et, en sens inverse, celles dans lesquelles le gouvernement peut poser la question de confiance.

Pour en saisir la portée, il faut se souvenir des pratiques antérieures que les auteurs de la Constitution ont voulu modifier.

Lorsqu'une question de confiance était posée, elle était fréquemment rejetée par une coalition ou se retrouvait mêlée aux votes des membres de l'opposition organisée, mais aussi ceux des abstentionnistes ou ceux de députés qui n'envisageaient pas d'apporter ensuite leur voix à une majorité de renouveau. On trouvait comme on disait alors, une majorité pour détruire. Le lendemain, il n'y avait pas de majorité pour reconstruire. D'où la succession de crises ministérielles où s'épuisait l'exécutif, et avec lui la France.

Le dispositif de notre Constitution est fondé sur l'idée que la majorité nouvelle doit prouver son existence avant de renverser le gouvernement. C'est ainsi que lorsqu'une motion de censure est déposée, seuls sont recensés les votes qui lui sont favorables. S'ils constituent une majorité, qui devient alors la nouvelle majorité — la motion de censure est adoptée et le gouvernement démissionne.

Le paragraphe 3 de l'article 49 traite de la manière dont le gouvernement peut faire adopter un texte législatif. Cette disposition est nécessaire pour éviter que, par le détour du blocage des projets de loi, le Parlement puisse mettre le gouvernement hors d'état de gouverner sans qu'une motion de censure ait été votée. Le mécanisme adopté reproduit, purement et simplement, celui de la motion de censure.

Les dispositions de l'article 49 étant constitutionnelles, le problème posé n'est pas celui de leur usage qui n'a jamais été contesté juridiquement, mais celui, éventuellement, de leur abus.

Les explications précédentes permettent de mieux cerner le domaine d'application de l'article 49-3, les textes auxquels il s'applique doivent avoir pour le gouvernement une importance essentielle qui les rendent indispensables à la poursuite et à la cohérence de son action et sur lesquels, par suite, il juge nécessaire d'engager son existence.

C'est évidemment le cas du budget.

L'Etat ne peut pas vivre sans budget. Une municipalité non plus. C'est ce qui conduit à promouvoir la dissolution d'un conseil municipal lorsque celui-ci n'a pas réussi à voter son budget.

Quant au texte sur la Sécurité sociale, le rétablissement de son équilibre peut figurer, à juste titre, parmi les objectifs qu'un gouvernement juge essentiels à la poursuite de son action.

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale vient de déposer une proposition de loi tendant à modifier le régime de l'objection de conscience. Cette proposition prévoit notamment que les objecteurs pourront effectuer un service civil d'un an — au lieu de deux aujourd'hui — dans une association à caractère culturel ou social. Elle prévoit aussi l'objection du statut d'objecteur dans des cas plus fréquents qu'actuellement et la levée du secret dont la loi entoure le statut.

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale vient de déposer une proposition de loi tendant à modifier le régime de l'objection de conscience. Cette proposition prévoit notamment que les objecteurs pourront effectuer un service civil d'un an — au lieu de deux aujourd'hui — dans une association à caractère culturel ou social. Elle prévoit aussi l'objection du statut d'objecteur dans des cas plus fréquents qu'actuellement et la levée du secret dont la loi entoure le statut.

LES AMIS DE M. STASI SOUHAIENT SA CANDIDATURE A LA PRÉSIDENCE DU C.D.S.

Le conseil politique du C.D.S., convoqué pour mercredi 23 janvier à 18 h. 30, devait examiner le problème de la succession de M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux depuis mai 1979. A la veille de cette réunion, M. Lecanuet n'avait pas encore fait savoir s'il serait ou non candidat à la présidence devant le congrès de Strasbourg des 22 et 24 février.

Si M. Lecanuet présentait sa candidature à sa propre succession, M. Bernard Stasi, vice-président et porte-parole du C.D.S., déposerait tout naturellement la sienne. D'autant que M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, pressenti par certains de ses amis, paraît peu désireux d'accéder à cette fonction. Mais M. Bernard Stasi n'exclut pas, dans l'hypothèse où M. Lecanuet demanderait le renouvellement de son mandat, d'affronter le président sortant devant le congrès de Strasbourg.

Les amis du porte-parole du C.D.S. reprochent à M. Lecanuet un certain laxisme dans la conduite des affaires de leur formation et regrettent qu'il cumule la présidence du C.D.S. et celle de l'U.D.F. Ce cumul présente à leurs yeux le danger, pour le C.D.S., de perdre peu à peu son identité au seul profit de l'Union pour la démocratie française.

Is admettent que M. Jean Lecanuet a les faveurs de l'appareil de leur formation, donc du bureau politique, mais affirment que M. Stasi dispose de celui d'une large partie des militants. Une seule fédération, toutefois, s'est prononcée publiquement, à la veille de la réunion du bureau politique, pour la candidature de M. Stasi, celle des Yvelines.

M. Valéry Giscard d'Estaing recevra, jeudi 31 janvier, à 16 h., à l'Elysée, le président, les vice-présidents et le rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale avec lesquels il s'entretiendra de la préparation des prochaines sessions parlementaires.

Le comité directeur des Amitiés radicales a décidé d'affilier sa formation au parti radical socialiste, estimant que « les conditions sont remplies pour que l'unité de la famille radicale se réalise dans les divers pays ». Les Amitiés radicales avaient été fondées en 1956 par André Marcellin.

LE MONDE
mat chaque jour à la disposition de nos lecteurs des rubriques d'annonces immobilières

LA MAISON
que vous recherchez

REUSSIR

HEC - ESSEC

1^{ère} préparation de France au concours 1979
85,7 % d'intégrés à HEC ESSEC

SCIENCES-PO

MEDECINE

PHARMACIE

Renseignements et documentation sur nos stages :

ipesup Enseignement Supérieur Privé
16/18 rue du Cloître N-Dame
75004 Paris - 325.63.30

FSL

PAQUES 80

1 DEUX SEMAINES A L'AMERICAINE : Circuit Californie - Nord-Est

2 DEUX SEMAINES ENSEMBLES : Circuit Mexique / Egypte / Maroc / Grèce

3 DEUX SEMAINES STUDIOUSES : Université à New York, Cours intensifs d'Anglo-américain

4 DEUX SEMAINES SPECIAL JEUNES : Séjours en famille en Grande-Bretagne

Documentation détaillée à demander à FSL, 14, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly

Nom _____ prénom _____ âge _____

adresse _____

Souhaite recevoir vos brochures : ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

SCIENCES-PO

en soirée de FÉVRIER à JUIN + en AOUT

PRÉPARATION DE L'ENTRÉE EN 1^{ère} ou 2^{ème} Année

Renseignements et documentation

ipesup En sup. privé, 18 rue du Cloître Notre Dame 75004 325.63.30

POLITIQUE

Les partis face à la déstabilisation

II. — La dimension internationale de l'élection présidentielle

L'environnement international oblige les partis à revoir leurs conceptions dans le domaine de la politique extérieure. Le P.C.F. a pris à cet égard une position en ligne avec la position officielle de l'Union soviétique en Afghanistan. Les dirigeants du P.S. ont porté des appréciations divergentes sur les motivations de l'U.R.S.S. (voir « le Monde » du 23 janvier).

La majorité s'est d'abord déterminée par la voix du pouvoir et, si l'on peut dire, par touches successives. M. Giscard d'Estaing a commencé par évoquer le spectre de la guerre, au cours de son allocution de vœux du 31 décembre. Puis il a proposé aux dirigeants des partis de l'opposition de se tenir informés de la crise en Asie centrale. En s'adressant le 3 janvier aux représentants du corps diplomatique, il soulignait le caractère global de la déstabilisation. Enfin, le 9 janvier, avant d'entretenir avec le chancelier Schmidt, le président de la République rappelait, sous la forme d'une déclaration gouvernementale faite devant le conseil des ministres, que si la France est attachée à la politique de détente à laquelle l'U.R.S.S. venait, selon elle, de porter gravement atteinte, elle ne s'est pas d'une manière inconditionnelle.

Entre l'évocation alarmiste du début et l'investissement tacite quelques jours plus tard, le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet avait exposé le 6 janvier, au club de la presse d'Europe 1, une thèse très équilibrée : l'intervention soviétique en Afghanistan était reçue comme une atteinte au caractère global de la détente mais, plutôt que d'envisager des représailles, la France préférait poursuivre le dialogue avec l'U.R.S.S. afin de l'amener à mesurer les conséquences de son initiative. Le rappel de cette série de positions n'est pas vain dans la mesure où certains ont pu y voir la marque d'une hésitation — ce fut le cas au R.P.R. ou au P.S. — ou d'une sage prudence bientôt relayée par un alignement sur les Etats-Unis, comme

l'ont noté les commentateurs communistes. Sur le fond, M. Giscard d'Estaing a eu l'occasion d'expliquer — mais ce n'était pas en public — que l'intervention soviétique n'avait pas été nécessairement programmée et qu'elle avait pu être brusquement provoquée par l'évolution de la situation intérieure en Afghanistan. A ses yeux, elle ne révélait pas avec certitude une modification fondamentale de la politique étrangère de l'U.R.S.S. et pouvait n'apparaître que comme une péripétie. L'attitude de l'U.R.S.S. est une attitude russe plus que soviétique. Ce qui est pris pour de l'agressivité et de l'impérialisme n'est, semble-t-il en partie, dans l'esprit des dirigeants russes eux-mêmes, que protection et défense d'intérêts. Ce que M. Michel Fontanille, qui fut l'ambassadeur extraordinaire de M. Giscard d'Estaing.

Si la première préoccupation du président de la République a été de ne pas mettre inconsidérément en cause la détente, la seconde fut, à l'invitation de sa majorité et des partenaires de la France, de condamner plus nettement l'U.R.S.S. et de donner une dimension européenne à cette attitude.

La critique gaulliste

De son côté, le R.P.R. a condamné, par la voix de son secrétaire général, M. Bernard Pons, le manque de fermeté des premières réactions gouvernementales. Il s'est payé le luxe de donner, à cette occasion, une leçon de gaullisme au président de la République et à son ministre des affaires étrangères. M. Jacques Chirac a exposé la position de son mouvement en déclarant, le 10 janvier, au cours d'un déjeuner donné à l'hôtel de Ville pour le départ de l'ambassadeur de Chine : « L'agression soviétique en Afghanistan marque parfaitement la limite et le danger de la politique de détente et la nécessité d'une très grande solidarité entre les pays qui veulent s'opposer à la déstabilisation du monde. » M. Michel Debré a poussé un peu plus loin l'analyse de la diplomatie soviétique, le 11 janvier à Nice : « La Russie, depuis trente ans, a accru sa puissance d'une manière considérable. Elle peut prétendre aujourd'hui à une capacité analogue à celle des Etats-Unis, et elle continue à l'augmenter. Nous constatons aussi avec quelle rigueur l'Union soviétique maintient, en Europe centrale, son protectorat sur des pays satellites et qu'elle n'hésite point, par la force, à maintenir des

Les réactions de la majorité ont, en effet, été spontanément très vives, beaucoup plus que celles du pouvoir. Les dirigeants de l'U.D.F., moins tenus par les obligations gouvernementales, ont condamné l'intervention militaire de l'U.R.S.S., qui, selon eux, ouvre « un chapitre nouveau et inquiétant ». L'Afghanistan, observent-ils n'était pas à l'origine (accords de Yalta) dans la sphère d'influence soviétique, et la prise de contrôle de ce pays peut signifier une volonté de pénétration vers le Proche-Orient. Il faut voir, dans cette analyse, la marque de M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., président de la commission des affaires étrangères du Sénat. M. Lecanuet a regretté que, son unité politique n'ayant pas suffisamment progressé, l'Europe ne puisse peser de son véritable poids dans cette circonstance. La sensibilité centriste s'est exprimée plus vivement encore à la commission des affaires étrangères du Sénat et à l'encontre de M. François-Poncet, qui, pourtant, vient du centriste. M. Max Lejeune a exprimé l'avis de ses collègues en reprochant au gouvernement de sous-estimer « la géostratégie soviétique en direction des mers chaudes et des centres producteurs de pétrole ».

Chacune des grandes familles politiques est tentée de revenir à ses origines ou à ses premières amours. Le P.S., défilé des contraintes de son alliance avec le P.C., pourrait se laisser davantage aller à ses aspirations pro-européennes. Surtout s'il rencontre la caution de gauche des partis communistes qui se réclament de l'eurocommunisme. Parallèlement les centristes seront enclins, au sein de la majorité, à faire avancer la construction européenne au-delà des bornes placées par les gaullistes.

De toute façon, dans la conjoncture électorale présidentielle, les candidats en puissance doivent, compte tenu de l'environnement mondial, ajouter la dimension internationale à leur position nationale. Voilà qui peut avantager ici M. Giscard d'Estaing, là M. Mitterrand. M. Marchais ne néglige pas cet aspect de la question et s'exprime beaucoup. M. Rocard a essentiellement livré une analyse de la situation internationale à la dernière convention du P.S. et M. Chirac traitera en priorité de la politique extérieure et de la défense pour sa rentrée du 12 février.

Les Français vont, à coup sûr, être invités par ceux qui sollicitent leurs suffrages à regarder au-delà de leurs frontières pour voir s'il y a du nouveau à l'Est et à l'Ouest.

ANDRÉ LAURENS.

FIN

Ancienne vice-présidente de l'Assemblée nationale

MADELEINE BRAUN EST MORTÉ

Madeline Braun, ancienne vice-présidente de l'Assemblée nationale, est décédée mardi 22 janvier dans sa soixante-troisième année.

Madeline Braun, codirectrice avec Louis Aragon des Editions françaises réunies, était née le 25 juin 1907 à Paris. Elle avait épousé en 1930 Jean Braun, qui représentait alors la France à la Foire de Leipzig. En 1936-1939, elle milita dans les organisations d'aide à l'Espagne républicaine. Résistante, elle organisa ensuite en son sein le Front national. Puis adhéra, en 1942, au parti communiste.

Membre de l'Assemblée consultative provisoire (1944), Madeline Braun élut de 1945 à 1951 dans les deux Assemblées constituantes, puis à l'Assemblée nationale, comme députée communiste de la Seine. En 1951, son parti ne la représenta pas sur la liste de ses candidats.

Madeline Braun avait été, en 1945-1948, la première femme élue au poste de vice-président de l'Assemblée nationale. Elle y fit preuve d'autorité. Son élégance, sa courtoisie et sa culture lui permirent d'avoir une influence qui dépassait les limites de son parti, tant à ce poste de vice-président qu'au sein de la commission de la presse, de la radio et du cinéma.

Comme directrice des Editions françaises réunies, Madeline Braun sut ensuite donner une impulsion nouvelle à cette maison d'édition, créant notamment, en 1966, la collection « Petite Sirène ».

Mme Jeannette Thores-Vermeersch, ancien membre du bureau politique du P.C. qui avait condamné certaines décisions de ce parti, notamment son jugement sur l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968, a déclaré dans une interview publiée par Ouest-France : « J'enregistre deux actes positifs : un comportement internationaliste du P.C. français dans l'affaire afghane et une reprise des relations avec le parti communiste de l'Union soviétique, qui est la plus grande force de paix existant dans le monde. »

Mme Thores-Vermeersch reste en désaccord avec « l'eurocommunisme qui va bien mal, mais dont continue toujours à se réclamer Georges Marchais et avec la réputation du marxisme-léninisme. » « Je persiste à penser que ce sont des erreurs graves », ajoute-t-elle.

YVES MICHALON le pousse-caillou

« Un cri du cœur qui est aussi un cri d'alarme. »

Jérôme Garcin / Les Nouvelles Littéraires

« Une génération en quête d'idéal... Un livre surprenant et attachant. »

Olivier Jay / Le Républicain Lorrain

« La morale, celle que l'on se crée, sera toujours plus forte que l'histoire. Ce bilan pathétique est aussi la promesse invincible d'un commencement. »

Claude Jannoud / Le Figaro

« Yves Michalon maintient bien haut l'héritage d'un Malraux. En lisant ce petit livre frémissant, on prend conscience des valeurs durables qui travaillent dans le secret. »

Lucien Guissard / La Croix

« Le livre "d'un honnête homme"... les espoirs et les déceptions de l'un des "enfants de Yalta" et de Coca-Cola. »

Lire

« Le Pousse-Caillou » est une œuvre littéraire qui constitue un authentique livre politique, car c'est l'humain qui le domine, avec ses angoisses et ses contradictions, mais aussi avec sa volonté et son espoir. »

Michel Debré / Le Quotidien de Paris



ROBERT LAFFONT

Libres opinions

VIVE LA NATION !

par ANDRÉ FANTON (*)

Pour les bien-pensants d'aujourd'hui l'attachement à l'idée d'une nation est une survivance du passé qui rejette à l'arrière-plan ceux qui s'en réclament.

Ce sont souvent les mêmes qui n'hésitent pas à la défense de n'importe quel autocrate et d'une nation séculaire est, en revanche, d'autres bons esprits (et on se réclame du mondialisme) qui, dépassant les structures, l'avenir la solution des problèmes politiques de notre époque.

Cette confusion marque, en réalité, l'incapacité d'assumer les responsabilités, revendiquées dans la société, se réclament du passé ou dans les utopies du futur pour échapper à la réalité.

Qui peut cependant nier que depuis la dernière guerre des nations a été le phénomène dominant de la création mondiale ? Cette émergence s'est faite contre les empires (c'est la décolonisation). Elle s'est faite contre les impériaux (c'est le refus des blocs).

Et si aujourd'hui, par exemple, tant d'hommes à travers le monde, condamnent l'intervention soviétique en Afghanistan, c'est parce qu'ils voient une menace contre l'indépendance d'une nation.

Pour toutes ces nouvelles nations comme pour les vieux pays qui, refusant la politique des blocs, trouvent dans le cadre national le meilleur moyen d'y résister, la nation est à l'évidence une idée moderne, l'allait dire une idée progressiste.

Certains essaient de démontrer le caractère désuet de l'idée de nation par la nécessité de la puissance qui ne serait assurée, selon eux, que par la création de nouveaux blocs, comme si le monde de demain devait se construire sur ces bases.

Il n'est pourtant que de voir à travers le monde le succès de l'idée de non-alignement pour se convaincre que l'opinion des peuples refuse décidément cette notion.

Chacun peut avoir son opinion sur les régimes politiques d'Etats comme la Libye ou l'Algérie, le Kenya ou la Guinée, le Vietnam ou le Pakistan, les pays arabes ou les Etats d'Afrique noire, Cuba ou l'Egypte. Mais comment ne pas voir que la commune ambition de leurs dirigeants, quelle que soit leur orientation politique, est à la fois de faire progresser leurs peuples et d'assurer leur indépendance nationale ?

Certains de ces nations, il est vrai, ont du mal à émerger du néant où les avaient plongés trop souvent les empires qui les avaient colonisés ou les impérialismes qui les dominaient, et il arrive parfois que leurs structures et leurs comportements choquent les visions idéologiques de nos siècles de civilisation nous ont léguées.

Mais, au-delà de ces différences et parfois de ces oppositions, toutes ont en commun une volonté nationale.

Pourquoi, en définitive, le général de Gaulle bénéficiait-il à travers le monde d'une autorité hors de proportion avec la puissance militaire, démographique ou économique de notre pays, sinon parce qu'il avait l'ambition d'incarner une nation qui voulait conserver son indépendance (c'est-à-dire le libre choix de son destin) et parce qu'il revendiquait ce même droit pour tous les peuples du monde, en parlant, en quelques sortes, en leur nom ? Que furent les discours de Brazzaville ou de Phnom Penh, sinon un appel au réveil des nations à la fois contre les impérialismes oppresseurs et contre les divisions tribales ?

Au sein de la nation, il faut, c'est vrai, respecter et vivifier les cultures régionales dans la mesure où elles rendent à ceux qui les vivent les racines que la civilisation moderne menace. Mais, lorsque l'objectif est de remettre en cause la volonté majoritaire de vivre ensemble, on est devant une vision passéiste, conservatrice et, pour tout dire, réactionnaire de la société d'aujourd'hui.

De même, il faut travailler à la concorde entre les peuples et à l'entente entre les Etats car elles sont, l'une et l'autre, nécessaires au maintien de la paix dans le monde. Mais l'édification d'ensembles supranationaux, dont le seul objectif serait la constitution ou le renforcement de blocs s'insérant dans une politique d'affrontement, est contraire à l'intérêt des hommes. De même est contraire à la construction de l'avenir cette utopie du futur que représente un mondialisme qui ne peut qu'envoyer la volonté des citoyens et les préparer à la démission morale et à l'asservissement.

Entre l'utopie du futur, par définition inaccessible, et le retour au passé, qui n'est que le masque du renoncement, il existe une voie progressive, c'est-à-dire révolutionnaire. Cette voie, c'est la nation.

Au temps de la Révolution française, c'est au cri de « Vive la nation ! » que les structures du passé furent abattues et les impérialismes combattus.

A la fin de ce vingtième siècle, deux cents ans plus tard, c'est le même cri qui, à travers le monde, rassemble les hommes et les femmes qui, sans distinction de continent, de race ou de religion, veulent travailler au bonheur de leurs semblables et à la paix du monde.

(*) Ancien ministre, membre du conseil politique du R.P.R.

Sur le thème de la « résistance à la militarisation »

LE P.S.U. PROPOSE UNE MANIFESTATION NATIONALE LE 26 AVRIL

La direction politique du P.S.U. propose, soit organisée le 26 avril une « grande manifestation nationale » sur le thème de « la résistance à la militarisation ».

Le P.S.U. appelle « toutes celles, tous ceux pour qui la politique ne se résume pas à des discours et à des batailles électorales à manifester leur opposition à la politique d'armement des blocs, dont on ne peut dissocier la force de frappe française ». Sa direction politique fait notamment référence à « l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, aux interventions de la France au Sahara, au Tchad, en Centrafrique, au déploiement des missiles américains en Europe, aux attaques chinoises au Vietnam, à l'occupation du Cambodge par le Vietnam ».

Le P.S.U. organisera, d'autre part, pendant les six premiers mois de l'année, une série de manifestations, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa création, le 3 avril 1960.

Après « Caries sur table »

M. LONCLE (M. R. G.) : un axe Giscard d'Estaing - Marchais.

M. François Loncle, secrétaire national du M.R.G. : « L'une des conséquences de l'intervention soviétique en Afghanistan sur le plan intérieur français est la confirmation d'un axe Giscard d'Estaing-Marchais. Cette alliance objective a été illustrée par la consternante prestation du secrétaire général du P.C.F. Ceux qui souhaitent le changement sont fâchés : M. Marchais est aujourd'hui le meilleur atout du pouvoir conservateur. Dans son numéro de court écho au président de la République, le secrétaire général du P.C.F. s'est, lui-même, surpassé, par moments, on avait envie d'appeler police-secours. »

« France nouvelle », hebdomadaire central du parti communiste français, a indiqué dans son avant dernier numéro qu'il avait commis une erreur en attribuant à André Marty une responsabilité dans la condamnation, par la direction du P.C.F., du portrait de Staline publié par les Lettres françaises en mars 1962. Marty, écrit France nouvelle, « avait été écarté quelques mois plus tôt » de la direction du P.C.F. (1).

(1) Il avait même été exclu du parti communiste (voir le Monde du 5 janvier).

هكذا من الأصل

Protestant contre les exportations d'armes suisses

Le fondateur de Terre des hommes a cessé sa grève de la faim

M. Edmond Kaiser, le fondateur de Terre des hommes, a cessé la grève de la faim qu'il avait entreprise le 24 décembre 1979 à Lausanne pour protester contre les exportations d'armes suisses et obtenir leur interdiction. M. Kaiser a déclaré qu'il renonçait à sa grève devant l'« impuissance du pouvoir » à faire droit à sa demande. Il a ajouté qu'il s'adressait dorénavant non plus au gouvernement suisse mais à l'opinion pour qu'elle se mobilise contre le commerce des armes.

BIBLIOGRAPHIE

« LA MARCHÉ AUX ENFANTS » d'Edmond Kaiser

La Marche aux enfants : ainsi Edmond Kaiser, fondateur et président de l'association Terre des Hommes, a-t-il intitulé son dernier livre (1), publié en Suisse dans les semaines qui ont précédé la clôture de l'Année de l'enfance. Cette année 1979 qui aura vu tant de massacres et de tortures d'enfants...

Edmond Kaiser raconte, au long de ces pages passionnées, l'histoire de sa propre enfance de fils de petits commerçants juifs menant à Paris l'existence paisible, puis inquiète, des années de l'avant-guerre. Survient 1939, l'occupation, la Résistance. Edmond Kaiser est poursuivi, puis condamné à mort par les Allemands; il participe ensuite, dans les décombres du III^e Reich, à l'Instruction des crimes de guerre nazis.

Avant la guerre, il s'était marié. Deux enfants étaient nés, dont l'aîné meurt accidentellement, en 1946, à l'âge de deux ans. Ce deuil marquera à jamais son existence, qu'il dédie désormais à diverses causes humanitaires, puis à Terre des hommes, qu'il fonde en 1960.

Depuis vingt ans, le mouvement a pris son rythme de croisière, son autonomie, atteint sa majorité. Inlassablement, Edmond Kaiser parcourt le monde à la recherche des misères perdues les moins visibles, les moins criantes, celles des enfants. D'Afrique

en Amérique du Sud, du Bangladesh au Vietnam, Edmond Kaiser affronte les gouvernements, arrache par son obstination des billets d'avion aux compagnies, recueille des fonds, entreprend des grèves de la faim, harcelé les marchands d'armes, pour briser l'indifférence dans laquelle se baignent tant de destinées d'enfants. « Ce ne sont pas des pages savantes, conclut Edmond Kaiser à la fin de ce livre, mais une marche, obstinée, à la lumière d'un peuple innocent perdu dans la nuit. »

C. B.

● La pétition en faveur de M. Georges Sufferit que nous avons publiée dans le Monde du 22 janvier était signée par quinze journalistes ou cadres de l'hebdomadaire Le Point et par les personnes suivantes :

Jean d'Arcy, Raymond Aron, Charles Bandinet, Louis Bloch, Claudia Broglio, Jacques Broyelle, Michel Antoine Burnier, Catherine Clément, Pierre Datz, Dominique Desanti, Jean Farniot, Vladimir Jankélévitch, Christian Jélic, Marcel Jullian, Michel Le Bris, Bernard Lefort, Emmanuel Levy-Ladurie, Evan Levat, Bernard-Lévy, Jean-Marie Antonietti, Maccocchi, Jean d'Ormesson, Jacques Ouréwicz, Marc Paillat, Joseph Pasteur, Henri Piget, Roger Priouret, Patrick Ranzand, Thérèse de Saint-Phalle, Claude Sautelle, Philippe Solera, Roger Stéphane, Michel Tardieu, Philippe Tesson, Olivier Todd, François-Henri de Vieux et quinze journalistes ou cadres du Point.

(1) Editions Pierre-Marcel Favre, 578 pages.

UNE DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION

Le mouvement des jeunes giscardiens devra s'appeler... autrement

Les dirigeants de l'association Autrement, le mouvement des jeunes giscardiens, fondée en août 1977 sous l'égide de M. Jean-Pierre Vigier, devront modifier la dénomination de leur mouvement et verser 20 000 F de dommages et intérêts à M. Henry Douglar, directeur de la revue trimestrielle « Autrement », créée en 1974, dont le titre avait été déposé par lui le 5 février 1975 comme « marque de fabrique ».

La première chambre civile de la Cour de cassation, présidée par M. Henri Charliac, a en effet rejeté le 22 janvier le pourvoi formé par M. Guillaume Delvolvé, au nom du mouvement des jeunes giscardiens, contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 28 mars 1979, qui avait interdit à cette association d'utiliser le mot « Autrement » sans le faire précéder d'un verbe tel qu'« agir », « couvrir », « réaliser », « composer », « bâtir », « vivre », sous astreinte de 200 francs par infraction constatée aux dispositions de l'arrêt, et la condamnait à verser 20 000 francs de dommages et intérêts au directeur de la revue Autrement en réparation de son préjudice moral.

M. Jacques Baudouin, avocat général, avait conclu à la cassation de l'arrêt de la cour de Paris, se ralliant ainsi à la thèse soutenue par M. Delvolvé selon laquelle les magistrats de la cour n'avaient pas légalement justifié leur décision, en déduisant la faute de l'association du seul fait d'avoir créé un risque de confusion avec la revue de M. Douglar en adoptant et en maintenant cette dénomination « Autrement ». L'avocat avait fait valoir que le mouvement des jeunes giscardiens s'était borné à utiliser une marque non notoire, dans un domaine non couvert par sa spécialité (à savoir les imprimeries, journaux, périodiques, livres), sans intention de nuire.

Statuant sur le rapport de M. Robert Devismes, conseiller, et conformément aux observations de M. Claire Waquet dans l'intérêt de M. Douglar, les magistrats ont déclaré : « La cour d'appel a retenu que l'association en cause a utilisé le titre d'une revue qui, comme elle, avait pour objet d'aborder dans un

esprit novateur les problèmes de la société française actuelle, ce qui pouvait faire croire que cette revue était l'organe du mouvement des jeunes giscardiens et pouvait avoir pour effet de dénigrer son audience auprès d'une partie du public; elle a encore relevé que, malgré de nombreuses mises en garde et protestations, émanant notamment d'autres revues d'opinion, l'association avait conservé ce titre. En l'état de ces énonciations, elle a pu estimer que l'association « Autrement » avait commis une imprudence et ainsi, sans déduire la faute de l'existence d'un préjudice, elle a légalement justifié sa décision. »

UNE PÉTITION EN FAVEUR DE M. JEAN-PIERRE VIGIER

Une pétition a été signée en faveur de M. Jean-Pierre Vigier, maître de recherche au C.N.R.S., qui a affirmé avoir échappé, le 18 décembre dernier, à une tentative d'assassinat (le Monde du 23 janvier). Cette pétition est notamment signée de MM. Régis Debray, Jean-Marie Domenach, Roger Garaudy, Jean-Pierre Chabrol, Claude Mauriac, Antoine Sanguinetti, David Rousset, Alfred Kastler, Laurent Schwartz, des professeurs Alexandre Minkowski et Marcel-François Kahn.

Les signataires « exigent du gouvernement des explications précises sur les tentatives et les obscurités des instructions des services de ces derniers mois, et qu'il prenne effectivement les moyens d'identifier et de poursuivre les auteurs de crimes aussi odieux, ainsi que l'avait promis M. Giscard d'Estaing le 26 juin dernier. » M. Vigier avait approché au préfet de police, durant la conférence de presse qu'il a réunie le

Procès en diffamation entre deux journaux

Quand le « Courrier de la Haute-Saône » voulait « extirper le virus juif »

De notre correspondant

Vesoul. — Directeur de l'hebdomadaire les Affiches de la Haute-Saône de Lure, qui a succédé, à la Libération, au Courrier de la Haute-Saône, dont il était le rédacteur en chef, M. Jean Royer réclamait pour lui et son père adoptif, M. Emile Gaspard, jeudi 17 janvier, devant le tribunal de Vesoul, 250 000 F de dommages-intérêts à M. Alain Gogney, directeur du trimestriel franco-comtois l'Estocade, publié à Pusey-Vesoul.

Estimant « scandaleuse » cette poursuite, M. Gogney, directeur de cette revue indépendante et de gauche, fondée en 1979 par une association régie par la loi de 1901, sollicitait la relaxe et demandait à son tour 10 000 F de dommages-intérêts au directeur des Affiches.

Dans son numéro de l'été dernier, l'Estocade avait publié une enquête historique de M. Yves

Faucou, journaliste bénévole, sur la « presse de la honte » de France-Comté en retraçant deux citations de 1940 et 1944 du Courrier de la Haute-Saône appelant à « extirper le virus juif et magonnique de chez nous ». L'Estocade commentait : « Voilà comment Gaspard et Royer approvisionnaient à leur propre initiative les chambres à gaz. » Soutenu à l'audience par M. Jean Rouchet, président de la fédération départementale des résistants et par M. Albert Lévy, président du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.), M. Gogney, qui, juridiquement, ne pouvait apporter la preuve des faits diffamatoires, s'agissant de faits remontant à plus de dix ans, a fait valoir que la bonne foi guidait les recherches historiques de son journal, et fait remarquer que « des journalistes eussent porté la responsabilité morale du génocide des Juifs ».

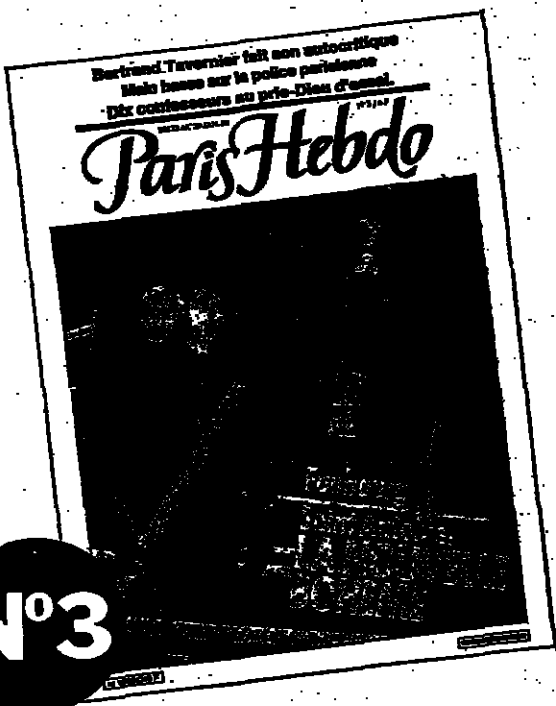
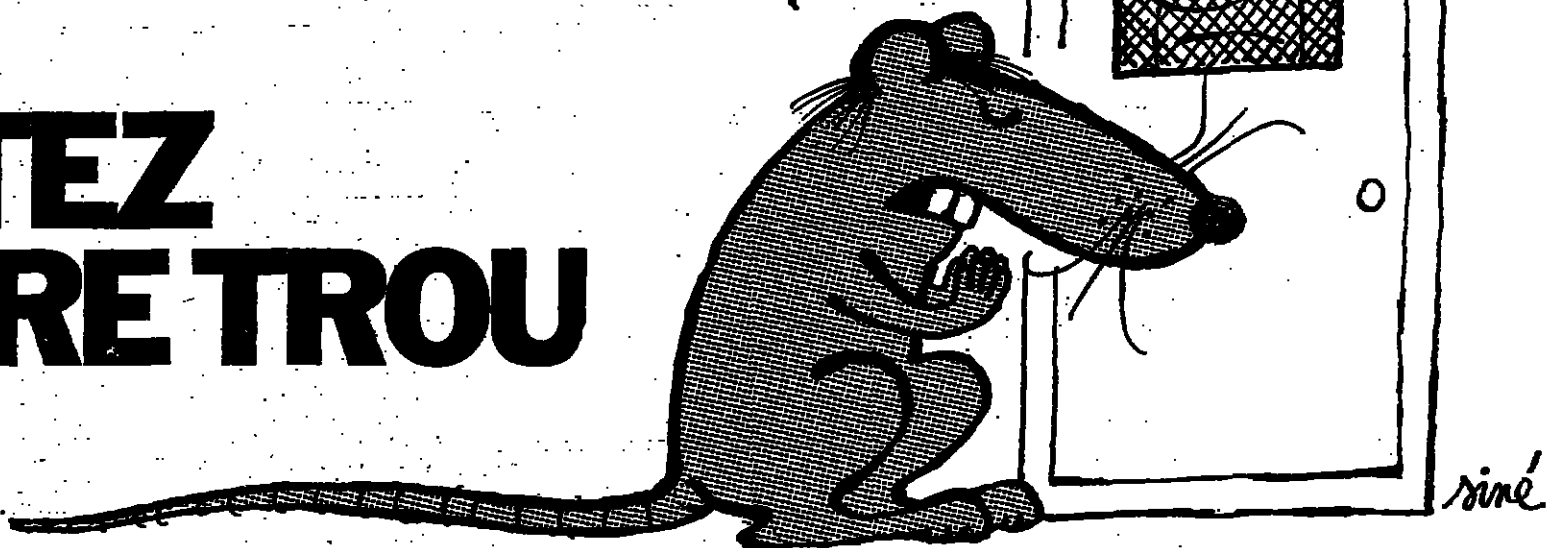
Le procureur de la République, M. Marc Dreyfus, a pris fait et cause pour l'Estocade, et a fait seulement comme virus à extirper. Ancien président du Syndicat de magistrature, M. Dreyfus, évoquant la remise en cause de la liberté de la presse, s'est demandé si les prétentions inhérentes des Affiches ne venaient pas « uniquement à démolir » l'Estocade.

Il s'est montré favorable à la thèse de M. Jean-Paul Lévy, de Paris, et de M. Philippe Perrin, de Vesoul, avocats de la défense, qui ont demandé au bénéfice de l'extinction de la prescription de l'action en justice. L'Estocade ayant été mise en vente le 20 juin, selon eux, le délai de trois mois permettant une action en diffamation était échué lorsque, le 26 septembre, M. Royer assigna l'Estocade en justice. Toutefois, le numéro était daté juillet-août. Jugement le 20 mars.

ANDRÉ MOISSE.

SORTEZ DE VOTRE TROU

C'EST MA FAUTE !
C'EST MA FAUTE !
C'EST MA TRÈS GRANDE FAUTE !



Le N° 3 de Paris Hebdo m'a sauvé du purgatoire en m'envoyant me confesser chez les curés vedettes de Paris. Pour l'âme, j'ai pas été sacqué; je m'en suis tiré avec un Ave Maria et 2 Pater Noster.

J'étais devenu un saint jusqu'à ce que je tombe sur la liste des bistrot où dînent les grands journalistes, et je me suis senti redevenir bon vivant.

J'ai commencé par aller m'acheter 3 paires de pompes, une mexicaine, une anglaise, une japonaise.

Je suis allé cultiver mon corps dans les meilleurs clubs de gym... et j'étais fin prêt à sortir de mon trou.

Paris Hebdo

6 F. En vente exclusivement en région parisienne.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le retour du Ballet national de Pologne

Le costume fait l'identité

A PRES sept ans d'absence, le Ballet national de Pologne, est de retour à Paris. Le plateau des Palais des Sports va vibrer à nouveau sous les défilements chorégraphiques d'une troupe de cent quatre-vingts artistes, se relayant par vagues pour enchaîner sans un temps mort une vingtaine de numéros nerveux et chatoyants : joutes de pères, danses des recueils, fête de noces, danses des montagnards des Tatras, valse au mouchoir des bourgeois de Zyrard... « Si vous voulez connaître la nature d'un vrai Polonais, laissez-moi chanter et danser », dit un air populaire.

En octobre prochain, le Ballet Mazowsze aura trente ans. Sa vitalité, sa perfection, tiennent peut-être à des conditions de travail exceptionnelles dans une vieille demeure isolée au milieu des bois.

On quitte Varsovie qui s'enlève dans la monotonie d'un crachin d'hiver ; on traverse des ban-

lieux uniformes, de petites exploitations maraîchères, et l'on découvre, à 20 kilomètres de la capitale, une maison du siècle dernier au milieu des boueuses. C'est le domaine de Karolin, où Mme Mira Ziminska-Sygietyńska s'est consacrée à la sauvegarde de la danse et du folklore de son pays. A travers des salons feutrés, des couloirs tapissés d'affiches et de tableaux, elle fait les honneurs de la maison : les salles de danse, le cours de sol-fège, la cuisine où mijote un « borch » odorant, et le musée des costumes. On croise partout des jeunes filles ravissantes, des garçons rieurs. L'ambiance est gale, familiale.

Mme Ziminska est née au début du siècle ; pleine d'allant, autoritaire et passionnée, elle fut dans l'entre-deux-guerres une actrice en renom : « Il y a de cela bien longtemps », dit-elle. Mon mari était le musicien Tadeusz Sygietyński. Au cours des terribles bombardements de Varsovie, il m'a dit : « Le pays va disparaître ; si jamais nous

nous en sortons, il faudra rassembler tous les trésors du passé ». Dès la fin des combats, j'ai recommencé à jouer sur les ruines. Lorsque j'ai eu assez d'argent nous nous sommes installés à Karolin, là-même où j'avais été arrêtée et battue par le Gestapo. J'ai d'abord appris le chant et la danse à une trentaine d'enfants recueillis par moi ; en même temps je prospectais la campagne, je lançais des annonces, et les gens ont commencé à ouvrir leurs coffres ; ils en ont exhumé des costumes d'une beauté inouïe. D'un village à l'autre les habitants, pendant des générations, avaient réalisé pour les broderies, les dentelles, certaines robes ouragées ont demandé plus d'un an de confection. Il y en a une dans le musée qui, avant-guerre, avait été estimée le prix de deux chevaux et d'une charrette.

« Mes premières investigations ont été d'abord circonscrites à la région proche, la Mazovie, le pays d'origine de Chopin. C'est le nom de la troupe, Mazowsze.



Peu à peu, j'ai élargi mes recherches à toute la Pologne et j'ai découvert la variété du folklore. Il est resté vivant parce que, chaque fois que notre pays était envahi, occupé, tout au long de l'histoire, les habitants trouvaient dans leurs costumes le moyen de préserver leur identité. Au point que porter le dimanche et les jours de fête les habits traditionnels était devenu une forme de résistance.

Le domaine de Karolin constitue à cet égard un véritable musée de collection avec plus de mille deux cents robes et costumes ; un atelier est consacré à leur rénovation et à leur reproduction selon des techniques artisanales (emploi de teintures de plantes, travail de dentelle et de broderie sur de vieux métrons).

De son côté, Tadeusz Sygietyński recueillait et orchestrait les danses et les airs des différents terroirs. Il collectionnait les instruments typiques, comme le burczybas (basse rouflante) et le fameux violon du diable. Lorsqu'il mourut, sa femme, avec l'aide du gouvernement, a continué cet inventaire. Très vite, elle s'est préoccupée de transposer rythmes et chants pour le théâtre. Elle a formé cette troupe, qui est aussi célèbre que l'ensemble soviétique Mouskoev.

Tous les danseurs du Ballet Mazowsze possèdent une formation classique. Les candidats viennent de toute la Pologne ; la sélection est sévère : « Quel-quefois », dit Mme Ziminska,

j'en recrute un ou deux sur des centaines. J'attache une grande importance au physique. Les filles, en particulier, doivent avoir un visage intéressant, théâtral. Chez moi, les chanteurs dansent les danseurs chantent, parce que le spectacle, c'est avant tout le mouvement. Les artistes viennent chaque jour s'entraîner et répéter. Un tiers environ habite à Karolin, soit qu'ils viennent des provinces, soit qu'ils attendent un logement à Varsovie — il faut compter sept ans à partir de la demande. Inutile de préciser qu'il y a beaucoup de mariages dans la troupe.

La compagnie possède un chorégraphe assistant, Witold Zapala, également maître de ballet. Il a le sens des grands ensembles et ne tombe jamais dans la sophistication. Pourtant, c'est une jeune femme, Elwira Kaminska, qui a réglé la fameuse « Cracovienne », la danse polonaise par excellence, et le temps fort du programme.

Dans le domaine préservé de Karolin, Mira Ziminska régle ses hôtes d'un repas entièrement composé avec les produits du jardin, puis elle accepte, après quelques réticences de pure forme, de faire écouter un enregistrement des années 20, où elle interprétait joliment un succès de Lucienne Boyer : « Paris-moi d'amar, restes-moi des choses tendres... »

MARCELLE MICHEL

* Palais des sports, du 24 janvier au 10 février.

Mahler par l'Orchestre philharmonique de Lorraine

Une tension bienfaisante

Dans le reste de la France, on promeut Metz à l'Allemagne en appuyant bien sur le « t » ; dans l'Est, on dit Metz tout simplement, mais cela n'a plus d'importance depuis que l'orchestre municipal a changé son nom : en 1976, il est devenu philharmonique de Lorraine en s'appuyant sur le « t ». L'Orchestre de Metz comptait depuis longtemps parmi les bonnes formations symphoniques de province. Quant à celui de Radio-Strasbourg, il faisait incontestablement partie des meilleurs. La fusion, qui n'était à l'origine qu'un mariage de raison, s'est réalisée fructueusement, et le concert donné lundi soir au Théâtre des Champs-Élysées avait convaincu les plus sceptiques.

Le programme, tout entier consacré à Mahler (extraits des Rêveries pour la nuit, le Quatrième Symphonie), avec en soliste

Elly Ameling, avait été soumis préalablement à l'approbation du public metzain, le 15 janvier, avant de se transporter à Metz. La Fondation Golden Way, et, après Paris, on l'attend encore à Nancy le 23 janvier. Il s'agit naturellement d'une opération de prestige, bien compréhensible puisque l'Orchestre philharmonique de Lorraine était absent de la confrontation parisienne des orchestres régionaux en novembre dernier, et d'autant plus excusable qu'on avait mis les bouchées doubles : une quinzaine de répétitions c'est beaucoup, mais quand la qualité est à ce prix, qui dira que c'est trop ?

Avec autant de travail les sonorités peuvent être équilibrées avec le plus grand soin. Le programme, tout entier consacré à Mahler (extraits des Rêveries pour la nuit, le Quatrième Symphonie), avec en soliste

et si compréhensible à Paris où les mauvaises langues ont dit que c'était à cause de ce concert que l'orchestre a été révoqué ; au silence qu'observe une salle pendant les répétitions on peut soupçonner l'absence d'une intervention, les rappels et les bis ne provoquent rien de plus.

Elly Ameling est trop connue sans doute pour que les exclamations admiratives qu'elle suscite à juste titre soient à ce point d'origine. Il en va tout autrement de Michel Tabachnick, chef titulaire de l'Orchestre, car il est beaucoup plus imprévisible : le plaisir d'écouter qu'il a montré lundi soir sous son jour le meilleur n'en est que plus grand. Peut-être la musique qu'il nous a présentée était-elle mieux que d'autres, peut-être brûlait-elle ce jour-là du même feu sacré que ses musiciens ? Mais est-il donc si important de le savoir ?

GERARD CONDÉ

UNE SELECTION

cinéma

LE REGNE DE NAPLES

DE WERNER SCHRÖTER

L'histoire de Naples, de 1944 à 1972, à travers celle d'une communauté, d'un quartier pauvre. Un flamboyant lyrisme d'opéra pour une épopée de la misère et de la mort.

BASTIEN BASTIENNE
DE MICHEL ANDRIEU

Trois enfants charismatiques répètent l'opéra de Mozart, Bastien Bastienne, leurs voix pures s'élevaient tandis que le grondement des canons se rapproche. On est en 1915, l'été s'achève.

RETROSPECTIVE
MANUEL DE OLIVEIRA

(Lire notre article page 18.)
Le Mariage de Maria Braun, de Rainer Werner Fassbinder : belle métaphore du miracle économique allemand. Gens d'un repas, de Luc Mouillat : la chaîne de l'exploitation et du capitalisme depuis le travailleur jusqu'à notre assiette trop pleine. Le Soleil en face, de Pierre Kast : vivre sans mensonge les derniers instants de la vie. Très insolent, d'Hervé Bérard : la jeunesse d'aujourd'hui par un de ses représentants. Le Chemin perdu, de Patricia Moraz : la fin d'une enfance suisse, entre un grand-père qui meurt et des parents qui trahissent.

théâtre

ELLE EST LA

AU PETIT-ORSAY

Une conversation, c'est une idée qui va de l'un à l'autre en souplesse. Mais quand elle se heurte au refus d'une femme, elle se charge de questions, plonge jusqu'au-delà de la déraison, jusqu'à l'absolu de la mort. La loge sensible de Nathalie Sarraute et Roland Barthes, bouleversant.

LA POULE D'EAU

A AUBERVILLIERS

Enfants illégalement adoptés, épouses pas vraiment assassinées, pères inexistants, s'agressent dans cette satire clownesque du Polonais Witkiewicz, qui fait passer au mixer Sigmund Freud et le Père-Ubu. Mise en scène volcanique de Philippe Adrien, avec déluge final (se munir de bottes en caoutchouc). Une fille à brûler à Chailiot, Musée des monuments français : Jeanne, fille des arbres, infidèle à sa légende, un rêve de chair et de pech. L'Atelier au Gymnase : dans le petit monde du Sauter, les survivants de la guerre. Le Bébé de M. Laurent au Marie-Stuart : du comique tonifiant.

musique

LE PREMIER OPERA DU MONDE A RENNES
Deux Eurydice écrites sur le même livret, l'une par Poulenc et l'autre par Cécili, se disputent l'honneur d'être les premiers opéras du

monde (conservés) : c'est celle de Cécili qui va revivre dans une réalisation de Rodrigo de Zayas et une mise en scène de Fr. Grund à la Maison de la culture de Rennes. Un événement ! (Rennes, les 27, 28 et 29 janvier ; Théâtre musical d'Angers, les 6 et 7 février).

ENGLETT

ET MUSIQUE A VINCENTINES

Six jours importants pour la musique : compositions, grâce à Pro. Velyev et au GEMM : trois jours de « rencontre » avec Giuseppe Englett, théoricien et compositeur d'avant-garde travaillant à Vincennes (quatorze œuvres et une rencontre, les 25, 27, de 15 h à 20 h 30, et 28 janvier), suivie de trois journées de « Musique à Vincennes », avec un colloque sur la « situation des compositeurs dans l'enseignement » (le 25, à 17 h), des concerts et expositions d'œuvres réalisées par les étudiants (le 25, à 20 h 30 ; les 26 et 27, de 17 h à 22 h). Toutes ces séances à la Maison de la Suisse, 11 bis, rue Sorbès (tél. 265-00-25).

NOUVEAUX TALENTS

Trois concerts pour les amateurs de nouveaux talents : après les sœurs Labèque, les sœurs Poldini (Brahma, Schumann, Lutoslawski, à deux pianos) que Rolf Liebermann dit « sensationnelles » et patronne à Paris (salle Favart, le 24, à 20 h) ; André Nicolsky, second prix Marguerite-Long 1978 ; vient chez Lamoureux pour le Premier Concerto de Tchaïkovski chez Lamoureux, sous la direction de H. Yazaki, jeune chef japonais (Playel, le 27, à 17 h 45) ; enfin Christian Zacharias, excellent prix Ravel de Radio-France, revient à Paris jouer Scriabin, Beethoven et Schumann (Radio-France, le 29, intégrale Beethoven, par le Beaux-Arts Trio (Gaveau, les 23 et 25, à

21 h 15 ; le 24, à 18 h 30) ; Mozart, Bartok, Haydn, par l'Orchestre de Paris, dir. et soliste Y. Menuhin (Champs-Élysées, les 24, à 20 h 30 ; 25, à 18 h 30 ; 26, à 10 h) ; l'Inénarrable à l'IRCAM : œuvres de Condé, Dussap, Gellhaar, Lefebvre et Soelal (IRCAM, le 24) ; l'Orchestre de Gaveau, le 24, à 21 h 15 ; le 25, à 18 h 30) ; Manon, mise en scène J.-C. Auvray, avec V. Masterson (Marseille, les 25, 27, 30 janvier et 2 février) ; le Roi Arthur de Purcell, dir. J.-E. Gardiner (Radio-France, le 25) ; lauréat du Concours électro-acoustique de Bourges (IRCAM, le 25) ; Weber, Chopin, Wagner, par l'Orchestre de l'Île-de-France, dir. J. Fournet, avec Ol. Maillois (Coulommiers, le 25) ; Evry, le 26 ; Gaveau le 28, etc.) ; A. Navarra le 25, à 17 h) ; récital Colette Barzay (salle Favart, le 29) ; V. Bouckart (Playel, le 29) ; Falsos au Opéra de Brétigny (Opéra de Lyon, les 29, 31 janvier et 1^{er} février) ; Chants russes de tradition monastique par le chœur Saint-Serge (Madeleine, le 29, à 18 h 30) ; Concerts bleus : Poulenc, Hummel, Beethoven (Palais des congrès, le 29) ; Prokofiev, Bruch, Elgar, par l'Orchestre National, dir. M. Narin (Playel, le 30 janvier).

expositions

RENE CHAR
A LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE
(Lire notre article page 21.)
LE VOYAGE D'ITALIE
DE VIOLETTE-LE-DUC
A L'ECOLE DES BEAUX-ARTS
Viollette-Le-Duc accomplit le voyage rituel en 1898-1897. Il en ramena quantité de dessins et d'aquarelles qui témoignent de la singularité de son regard sur les monuments d'Italie. L'hommage de l'Ecole des beaux-arts à celui qui fut profes-

seur d'histoire de l'art et d'esthétique est présenté dans la chapelle des Petits-Augustins, qui a été restaurée et aménagée et est ouverte au public à cette occasion.

DALI

Cent soixante-huit tableaux, deux cent dix-neuf dessins et quelques sculptures réunis pour la première fois en France ; dans le Forum, une architecture labyrinthique, où l'on accède par une authentique porte de métro due à Guimard et où l'on voit des bijoux, des objets, des « machines à penser ». Un monument au délire « paranoïaque » du dernier des surréalistes.

— ET FROMANGER
AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU
Quarante-etx peintures de 1973, 1979 et 1980, à lire tableau après tableau, où l'artiste, méthodiquement, cherche à décoder ses propres images, à monter jusqu'à cette petite phrase « le suis dans l'atelier en train de peindre », et à démontrer les mécanismes de la peinture.

variétés

MAMA BEA TEKIELSKI
A L'OLYMPIA
Des complaintes rock un peu sauvages, entre le chant, le rétro et des oris. Une voix rocailleuse et attachante (les 28 et 29 janvier).
Yvan Dautin au Théâtre de Dix-Heures : l'un des auteurs-compositeurs et chanteurs les plus fins et les plus chaleureux de la nouvelle génération ; Jacques Villeret à Bobino : un « one man show » flamboyant, très visuel, très cinématographique ; Fabienne Thibault au Théâtre de la Ville : une nouvelle voix canadienne popularisée par « Starmania ».

Métaphores insulaires

Dans les tempêtes de l'histoire l'île apparaît, d'Ulysse à Robinson, comme le lieu mythique de l'innocence. Et dans le désordre du présent la ville, autre utopie, s'offre à ceux qui errent comme un refuge insulaire.

Deux revues explorant, chacune à sa façon, cet imaginaire de l'espace clos, ou plutôt — car telle est son ambiguïté — ouvert et fermé à la fois. *Slæx*, publication grenobloise dont l'originalité ne se dément pas, met en exergue de son quatorzième numéro, consacré aux « îles », cette sentence : « Tant va la croquante à la terre, et plus la terre a de plus ferme s'entend, qu'à la fin cette croquante s'engloutit ».

D'un style plus universitaire, *Urbil*, dont le titre dit la vocation à traiter des arts, de l'histoire et de l'ethnologie des villes, propose, dans sa deuxième livraison, plusieurs réflexions sur le milieu urbain et ses représentations. Tant va la croquante à la cité qu'au moment où ses contours, à l'exemple des mégapoles américaines, deviennent flous, un malaise s'installe, qui fait ressembler les mythologies.

L'île, « point d'appui de toujours pour le levier du désir » : ce thème perçoit les « périodes », « passages » et autres « retours » qu'annonce le sommaire de *Slæx*, à travers la rhétorique publicitaire, comme à travers le cinéma ou la littérature. Mais l'île, symbole d'évasion, est aussi image de bague, d'enfermement, de malédiction. « Le goulet lui-même est un archipel ».

« Monde-jouet où se célèbrent des retrouvailles inordulées avec le monde de l'enfance », l'île est comparée à « ces maisons de poupées dont la façade s'escamote pour laisser voir toutes les pièces à la fois ». Est-ce un hasard si *Urbil* publie un texte sur « les maisons de poupées, miroir de l'habitat bourgeois » ? C'est que la ville est, comme ces jouets, un simulateur où s'investissent des fantasmes.

Dans *Urbil* Philippe Ariès observe que l'enfant est désormais exclu de la rue, dont il était une figure familière. L'espace urbain a cessé d'être un havre, un lieu d'accueil, et le terme même de ville, qui suppose, selon l'administration, « des murailles, des limites », tend à être abandonné au profit de celui d'agglomération. Saut les demeures quelques places, mi-privées mi-publiques, flots menacés, vestiges.

En cette année du patrimoine l'île et la ville sont terres de nostalgie.

THOMAS FERENCZI

* *Slæx*, n° 14, B.P. 312 BP, 38035 Grenoble Cedex, 35 F.
* *Urbil*, n° 2, 64, rue de la Fédération, 75013 Paris, 25 F.

rock

RORY CALLAGHER
AU PAVILLON BALTAZARD
Rock et blues par un musicien pignone, capable, à la guitare, d'attaques nerveuses et franches et d'envoies lyriques. En première partie : Elliott Murphy.

jazz

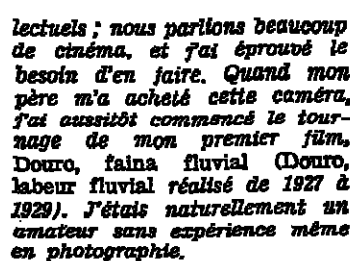
ROY BURROWS AU DREHER
Roy Burrows, trompettiste d'Archie Shapp à ses heures, sait aussi diriger sa propre formation, en l'occurrence composée de musiciens français au-dessus de tout soupçon. Avec Richard Raux au saxophone, Michel Grallier au piano, Alby Cullaz à la basse, jusqu'au 17, à 22 heures, au Dreher. Tél. : 233-48-44.
OYSSSE AU THEATRE NOIR
Le nouveau temple de la culture noire à Paris reçoit, avec le groupe Olyssse, de bons représentants d'une musique à la fois dansante et proche de ses racines. Du jazz funky du meilleur cru. 23 et 24 janvier, à 20 h. 30, au Théâtre Noir. Tél. : 785-85-14.

LES 55 JOURS DE LA CHAPELLE DES LOMBARDS
Autour du bassiste Jean-François Jenny Clark, quelque-uns des plus grands improvisateurs du cycle : Chautemps, Humair, Lubat, Portal, etc. (23, 24, 25 janvier, 20 h. 30).

danse

Indépendance présente de jeunes chorégraphes au Théâtre 18 : Alain de Raucourt et Karine Saporta (24-25 janvier), Kilina Crémone, M.-Ch. Gheorghiu, Susan Resnick (26 janvier).

Une vision très subjective du Portugal



De « Aniki-Bobo » à « Acta da Primavera »

Outre Georges Sadoul, André Bazin parle du film lors de sa présentation au Festival de Venise dans les années 50. Manoel de Oliveira fait la connaissance de Bazin au Lido, puis le retrouve à Porto : « Il n'avait pas une très haute opinion du cinéma portugais. Mes films, surtout Douro, l'ont un peu surpris. Je n'avais encore tourné que Douro, Aniki-Bobo et le

lectuels ; nous parlions beaucoup de cinéma, et j'ai éprouvé le besoin d'en faire. Quand mon père m'a acheté cette caméra, j'ai aussitôt commencé le tournage de mon premier film. Douro, faina fluvial (Douro, labour fluvial réalisé de 1927 à 1929). J'étais naturellement un amateur sans expérience même en photographie.

« Pour ce premier film, j'étais
pas fait de photographie. C'est
un de mes amis, Antonio Mendes,
qui m'a fait détourner de son chemin
pour qu'il m'accompagne et j'asse-
rais le film avec moi. Je l'ai
tournée à dans le studio et j'ai
trouvé que ça pouvait dans une
banque comme employé aux
archives. Il aimait passionné-
ment la photographie, c'était un
excellent photographe, mais il
avait organisé autrement sa vie.
Le cinéma restait pour lui une
aventure, il avait une femme,
un enfant, il vivait de son tra-
vail... Donc, je l'ai détourné
de son travail habituel et j'ai
femmes en fin d'après-midi, ou
tôt le matin. On profitait des
jours fériés, des dimanches. C'est
ainsi qu'est né Duro, l'aima l'est
local. On a ensuite trouvé un
local, sous un escalier, où nous
avons improvisé un laboratoire
et développé nous-mêmes la plus
grande partie du film. Ce n'est
qu'au fin que nous avons été
aidés par des amis et envoies
riés à un laboratoire de Lisbonne
pour ne pas avoir à sacrifier les
scènes les plus longues, nos deux
trent franc mérita.

documentaire O Paó. Je suppose que fat commença à être moi-même à partir de cette époque. J'admire beaucoup André Buzin, c'était un être extraordinaire. Quand il est venu me voir à Porto, il m'a accordé sa longue conversation sur les films et les réalisateurs. Fêtais curieux de savoir ce que faisaient les autres cinéastes. Buzin avait une vision très claire, très précise, du cinéma. Il admirait beaucoup Jean Renoir, sur lequel il était en train d'écrire un livre. Tout ceci me fut très utile.

C'est qu'en 1952, vingt ans après *Antônio-Bábo*, que Manoel de Oliveira réalise *Acta do Primavera* (*Acte du printemps*), mon second long métrage, d'après une représentation du mystère de la Passion par des paysans de Curalha, dans la région de Trás-os-Montes. Entre-temps, Oliveira est parti en Allemagne pour une anthropologie au Proche-Orient. Il revient comme opérateur avec aussi bien sur *O Povo* (*Le Peuple*, 1959), moyen métrage, que sur *Acta do Primavera* et *Monumento* (film court) (1961) et *Uma chusca*, 1964). *O Povo* est un très intéressant documentaire sur le travail de l'homme vu à travers le cycle de la moisson, du sillon, de la semence, de la germination, du puits ; la

cinéma évite de tomber dans l'idéologie, se contente d'observer avec rigueur et tendresse le processus de la vie humaine. *Acta de Primavera*, lui, n'explique l'approche documentaire que pour mieux la débordar de toutes parts : « Je me suis peu à peu décidé à passer d'une représentation à une expérience de la vie », déclare-t-il il lors de la sortie du film. Il veut que le spectateur se transforme de spectateur en participant... que dans le film il fasse l'expérience de ce qu'il vit, et que les techniciens ou travail, qu'un spectacle embraye sur l'autre, que la vie répète la vie ». Oliveira suit ses paysans comédiens en train de préparer la représentation, tient sa caméra sous le nez des acteurs, recrée, derrière l'effort physique, un monde d'émotion, hors du réel. *Primavera*, connaît une brève sortie parisienne, hors contexte, coupé du reste de l'œuvre du cinéaste.

Avec l'évolution de la situation politique au Portugal, l'amorce de la fin du régime salazariste et l'arrivée de la révolution des œufs, les premiers efforts d'organisation du cinéma portugais ont dû cerner va pour la première fois pouvait disposer de certains moyens. *O Passado e o Presente* (Le Passé et le Présent, 1971), est l'adaptation d'une pièce du même nom de Vicente Sanches. Oliveira travaille désormais en couleur, et les images sont plus belles, plus lumineuses. Il ne signe plus que la photographie. Il filme cette fois dans la grande tradition hollywoodienne. L'Hollywood lubritic. Comédie noire, non sans touches burlesques, onctueuses porte-à-faux du scénario de la grande bourgeoisie avec ses deux époux successifs, mourant l'un après l'autre au gré des exigences romanesques, pour connaître sous forme de cachemire dans l'imaginaire de l'éthérée, dans l'insolite réalité avec un peu de réalisme, mais trop de style et premier concept (une histoire pensée de l'envers).

Bênêde ou a Virgem Mãe
Bênêde, ou la Vierge Marie,
en 1917, près de l'église Saint-
Joseph, dans une piéce, de José Regio, au
de toujours d'Oliveira, qui avait
écrit en termes enthousiastes sur
Ouro. « J'ai connu José Regio
en 1931 au congrès de la critique,
pour préciser-l-il. Il me parla
pour la première fois de Bênêde,
dont il comptait d'abord faire un
roman promouvant « une littérature
à l'américaine », mais qu'il abandonna
pour s'occuper de l'Alfama e da
Vilha Clara. Puis il se re-
trancha du livre et écrivit
une pièce sur elle, en 1947, l'avais-
je idée un peu fantasmagique de
l'écriture. Quand j'ai lu la pièce
j'étais très sec. Je m'attendais à
autre chose. Puis je me suis mis
à l'étudier, et j'ai été troublée

tourné O Passado e o Presente,
 et je me suis souvenu de Benilde.
 Et tout de suite après j'ai pensé
 à Amor de Perdigão, que vous
 avez vu la saison dernière à
 Paris. Ainsi est née Fidé de la
 trilogie. C'est curieux que Vicente
 Sanches, le plus jeune des trois,
 l'auteur d'O Passado, ait été un
 grand admirateur de José Régio,
 qui admirait beaucoup Amor
 de Perdigão, de Camilo Castelo
 Branco. Je suppose qu'il y a
 quelques choses qui relient ces
 œuvres au-delà des amours
 frustes. »

Benilde surprend, déroute. Oliveira ouvre son film en jouant une fois de plus cartes sur table : nous sommes au milieu du studio avec les décors, les praticables, les projecteurs. Puis progressivement la caméra entre dans la réalité du film, du seul décor du film. Les acteurs apparaissent enfin, récitent, avec une tension insoutenable, cette histoire impossible d'une jeune vierge qui se découvre enceinte miracu-

l'ensembler» (même si sont sauvegardées par les spectateurs les apparences de la vraisemblance). *«Je m'adresse au public, précise Manoel de Oliveira, je lui pose directement la question. Je veux l'obliger à réfléchir, à juger par lui-même comme s'il était au théâtre. On ne veut pas seulement que les gens ont fait.»*

Depuis *Acto da Primavera*, Oliveira travaille en son direct, avec la tension du jeu de l'acteur captée à la source, le dialogue dénoté de toute sa force de signification. *«C'est la même chose que la trace par Oliveira, comme peut Dreyer dans Gertrud : des cinéastes en pleine possession de l'image, maîtres du regard visuel, déplacent soudain leur attention vers le regard du spectateur, plus intéressés, auquel la caméra mise au premier plan, confère une dimension insoupçonnée.»*

LOUIS MARCORELLES.
* Action République, Grands-Augustins (v.o.).

Les comptes

Les productions de la Guéville, société fondée par Yves Robert et Danièle Delorme, ont vingt ans. C'est l'anniversaire de « la Guerre des boutons », premier film, premier combat, premier succès. On va pouvoir le revoir cette année.

En vingt ans, une cinquantaine de films ont été produits ou coproduits, d'Éric Rohmer à Jacques Doillon, de Jean-Paul Rappeneau à Alain Cavalier, en passant par Bertrand Tavernier. Les films d'Yves Robert (« Nous trois tous au paradis », « Courage flynn... ») servent un peu de locomotive, rapportent l'argent qui permet de faire travailler les jeunes réalisateurs, eux, trappent de plus en plus souvent à la porte de la Guéville.

Danièle Delorme est pour un an présidente de la commission d'avances sur recettes. Elle a cinquante-trois ans, elle est une productrice organisée, attachée à la défense d'un spectacle de qualité.

ELLE se lève très tôt le matin, arrive rue de Marignan vers 7 heures, paraît être seule à travailler dans un bureau, sinon elle ne peut pas travailler. La journée sera longue. Plus elle a de choses à faire, mieux elle les fait. A chaque occupation, le temps de la mener à bien, au sein d'horaires précis que personne ne s'aviserait de contrarier. « On a tous un contrat de vie à remplir, dit Danièle Delorme, la reine est chargée... Pas question de lâcher Danièle Delorme ne lâicht pas. Elle le dit, et ce sa voit : « un roc » (elle se définit volontiers ainsi), « Danièle maleda, jamais fatiguée, Je dors ou je suis éveillée... » Elle n'a jamais de migraine, mais l'angoisse lui fait parfois battre le cœur trop vite. Danièle Delorme, sculptrice et peintre, ne passe pas différemment de la sculpture à la vie tracé, et il y a le passion plus torse que la trace.

La passion de Danièle De-
lorme, c'est le spectacle. La
Guéville a été fondée pour que
l'argent gagné sur la scène et
au cinéma y retourne. Question
de choix, de liberté. Danièle
Delorme et Yves Robert ont
choisi le parti du spectacle ciné-
matographique, et, là, ils ont misé
sur les jeunes auteurs, et sur
l'intelligence du public. Quand
elle en parle, Danièle Delorme
devient véhément. « On doit

GALERIE GUIOT
18, Avenue Matignon, 75008 PARIS - 339-65-84
GARCIA-FONS
Aquarelles
Journées de l'Art

LES SPECTACLES
AU 8 FESTIVAL D'ART
Le canich

1. **Le 10/11/1944**
 2. **Le 12/11/1944**
 3. **Le 14/11/1944**
 4. **Le 16/11/1944**
 5. **Le 18/11/1944**
 6. **Le 20/11/1944**
 7. **Le 22/11/1944**
 8. **Le 24/11/1944**
 9. **Le 26/11/1944**
 10. **Le 28/11/1944**
 11. **Le 30/11/1944**
 12. **Le 01/12/1944**
 13. **Le 03/12/1944**
 14. **Le 05/12/1944**
 15. **Le 07/12/1944**
 16. **Le 09/12/1944**
 17. **Le 11/12/1944**
 18. **Le 13/12/1944**
 19. **Le 15/12/1944**
 20. **Le 17/12/1944**
 21. **Le 19/12/1944**
 22. **Le 21/12/1944**
 23. **Le 23/12/1944**
 24. **Le 25/12/1944**
 25. **Le 27/12/1944**
 26. **Le 29/12/1944**
 27. **Le 31/12/1944**
 28. **Le 02/01/1945**
 29. **Le 04/01/1945**
 30. **Le 06/01/1945**
 31. **Le 08/01/1945**
 32. **Le 10/01/1945**
 33. **Le 12/01/1945**
 34. **Le 14/01/1945**
 35. **Le 16/01/1945**
 36. **Le 18/01/1945**
 37. **Le 20/01/1945**
 38. **Le 22/01/1945**
 39. **Le 24/01/1945**
 40. **Le 26/01/1945**
 41. **Le 28/01/1945**
 42. **Le 30/01/1945**
 43. **Le 01/02/1945**
 44. **Le 03/02/1945**
 45. **Le 05/02/1945**
 46. **Le 07/02/1945**
 47. **Le 09/02/1945**
 48. **Le 11/02/1945**
 49. **Le 13/02/1945**
 50. **Le 15/02/1945**
 51. **Le 17/02/1945**
 52. **Le 19/02/1945**
 53. **Le 21/02/1945**
 54. **Le 23/02/1945**
 55. **Le 25/02/1945**
 56. **Le 27/02/1945**
 57. **Le 29/02/1945**
 58. **Le 01/03/1945**
 59. **Le 03/03/1945**
 60. **Le 05/03/1945**
 61. **Le 07/03/1945**
 62. **Le 09/03/1945**
 63. **Le 11/03/1945**
 64. **Le 13/03/1945**
 65. **Le 15/03/1945**
 66. **Le 17/03/1945**
 67. **Le 19/03/1945**
 68. **Le 21/03/1945**
 69. **Le 23/03/1945**
 70. **Le 25/03/1945**
 71. **Le 27/03/1945**
 72. **Le 29/03/1945**
 73. **Le 31/03/1945**
 74. **Le 02/04/1945**
 75. **Le 04/04/1945**
 76. **Le 06/04/1945**
 77. **Le 08/04/1945**
 78. **Le 10/04/1945**
 79. **Le 12/04/1945**
 80. **Le 14/04/1945**
 81. **Le 16/04/1945**
 82. **Le 18/04/1945**
 83. **Le 20/04/1945**
 84. **Le 22/04/1945**
 85. **Le 24/04/1945**
 86. **Le 26/04/1945**
 87. **Le 28/04/1945**
 88. **Le 30/04/1945**
 89. **Le 02/05/1945**
 90. **Le 04/05/1945**
 91. **Le 06/05/1945**
 92. **Le 08/05/1945**
 93. **Le 10/05/1945**
 94. **Le 12/05/1945**
 95. **Le 14/05/1945**
 96. **Le 16/05/1945**
 97. **Le 18/05/1945**
 98. **Le 20/05/1945**
 99. **Le 22/05/1945**
 100. **Le 24/05/1945**
 101. **Le 26/05/1945**
 102. **Le 28/05/1945**
 103. **Le 30/05/1945**
 104. **Le 01/06/1945**
 105. **Le 03/06/1945**
 106. **Le 05/06/1945**
 107. **Le 07/06/1945**
 108. **Le 09/06/1945**
 109. **Le 11/06/1945**
 110. **Le 13/06/1945**
 111. **Le 15/06/1945**
 112. **Le 17/06/1945**
 113. **Le 19/06/1945**
 114. **Le 21/06/1945**
 115. **Le 23/06/1945**
 116. **Le 25/06/1945**
 117. **Le 27/06/1945**
 118. **Le 29/06/1945**
 119. **Le 01/07/1945**
 120. **Le 03/07/1945**
 121. **Le 05/07/1945**
 122. **Le 07/07/1945**
 123. **Le 09/07/1945**
 124. **Le 11/07/1945**
 125. **Le 13/07/1945**
 126. **Le 15/07/1945**
 127. **Le 17/07/1945**
 128. **Le 19/07/1945**
 129. **Le 21/07/1945**
 130. **Le 23/07/1945**
 131. **Le 25/07/1945**
 132. **Le 27/07/1945**
 133. **Le 29/07/1945**
 134. **Le 31/07/1945**
 135. **Le 02/08/1945**
 136. **Le 04/08/1945**
 137. **Le 06/08/1945**
 138. **Le 08/08/1945**
 139. **Le 10/08/1945**
 140. **Le 12/08/1945**
 141. **Le 14/08/1945**
 142. **Le 16/08/1945**
 143. **Le 18/08/1945**
 144. **Le 20/08/1945**
 145. **Le 22/08/1945**
 146. **Le 24/08/1945**
 147. **Le 26/08/1945**
 148. **Le 28/08/1945**
 149. **Le 30/08/1945**
 150. **Le 01/09/1945**
 151. **Le 03/09/1945**
 152. **Le 05/09/1945**
 153. **Le 07/09/1945**
 154. **Le 09/09/1945**
 155. **Le 11/09/1945**
 156. **Le 13/09**

de *Danièle Delorme*

[illegible]

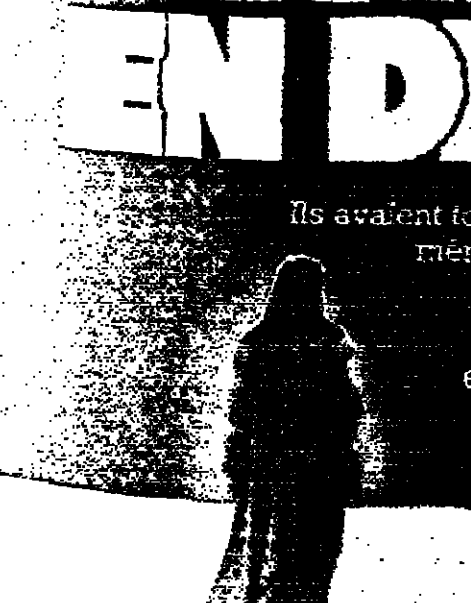
COLISEE - M. WALTERFEUILLE v.s. - QUINTETTE v.s.
P.L.M. - M. WEPLER - NATION - MONTPARNA
VELVET - M. LINSOR Agency - PATHÉ Kalla-Enine

ROCK SCHNEIDER-BA

LAN

**LA M
EN DI**

Ils avaient tout p
même o
R
elle



هكذا من الأصل

**« PELLÉAS
ET MÉLISANDE »
PAR KARAJAN,
BAUDO
ET DÉSORMIÈRE**

Les deux nouveaux enregistrements dirigés par Serge Baudo (3 et 4. Eurodisc, 619.034) et par Karajan (3 et 4. EMI, 167.0365/32) sont excellents et, dans l'ensemble, fidèles au style et à l'esprit du chef-d'œuvre de Debussy. La mérite du premier est avant tout d'avoir fait l'interprétation du plus grand des Golaud, Gabriel Bacquier, aussi essentielle que celles de Jansen et de Joachim : il s'est réellement identifié au personnage et la voix a servi la musique. On a le contact de ces mots qu'il prononce, qu'il vécut tant de fois. Claude Dornoy et Michèle Comand, aussi, la jeunesse, la justesse, l'élan de leurs rôles, tout en restant un peu en deçà du rayonnement unique des héros. Seul l'Arkel de Roger Soyer

BRAHMS, PAR DUMAY ET AMOYAL. — Le romantisme revient en force chez les jeunes interprètes français, surtout l'intégrale frémissante et passionnée des *Sonates pour violon et piano*, de Brahms, par Augustin Dumay et Pierre Amoyal, à qui l'on ne souhaite que plus de grâce et de tendresse encore. Ils ont gravé très heureusement en complément la *Sonate F.A.E.*, écrite en 1853, à l'intention de Joseph Joachim, par Dietrich, Brahms et Schumann, grand tableau d'amitié, écrit sur la devise de Joachim, *F. A. E. Adieu à l'ami éternel* (solitaire), qui fixe le climat de la première et fulgurante rencontre entre Brahms et Schumann (2 d. EMI, 167-16283/24).

... ET PAR DOMINIQUE MERLET. — C'est un Brahms très nordique, grave, intense, que retrouve Do-

Rock

EMMYLOU HARRIS (LIGHT OF THE STABLE) : de la musique country moderne mêlée à des airs traditionnels du répertoire populaire américain et irlandais, chantée sobrement avec un accompagnement limpide et efficace (33 tours W.E.A. Filipacchi Music 56757).

LITTLE BOB STORY : du rock traditionnel joué avec pugnacité et chanté en anglais par le Français Little Bob Story (33 tours R.C.A. P.L. 37380).

La controverse autour de « la Marseillaise » de Gainsbourg

« La bêtise aux couleurs de la France »

Fred Uhlmann raconte dans *"L'ami retrouvé"* comment son père (universitaire, allemand et juif), harcelé jusqu'à son domicile, a sorti un jour toutes ses médailles et décorations acquises au front et comment, en tenue

La source du courage peut être inépuisable, mais son expression a des limites. Surtout lorsque, là aussi, les forces de l'ordre laissent faire, puis viennent au secours des chemises brunes. Pour un peu, en cas d'incidents graves, c'étaient Gainsbourg, les Jamaïcains et les étudiants juifs de Strasbourg que l'on interpellait !

« Un monument qui ne se profane pas »

Il n'est nul besoin d'appartenir à l'extrême droite pour protester contre la Marseillaise de M. Gainsbourg.

Il me suffit de citer quelques lignes du beau livre que M. Henri Amoureux vient de publier pour faire comprendre à ce monsieur que profaner ce chant, qui a été l'espoir et l'ultime adieu à la France de nos nombreux mas-

«...cette œuvre vivante. Je cite la mémoire : « Tous les prisonniers condamnés à mort de Châteaubriant ont chanté la *Marseillaise* en allant au supplice... Je peux aussi rappeler à M. Gainsbourg des résistants ont été décapités par les Allemands à la prison de la Santé et que nos malheureux *Marseillais* ont chanté la *Marseillaise* devant les guillotines et que, dans leurs cellules, les prisonniers entendaient cette *Marseillaise* stoppée au milieu d'une phrase à l'instant où le couperet de la guillotine séparait la tête du corps de nos martyrs.

Est-il besoin de continuer ces citations pour faire comprendre à M. Gainsbourg et à son milieu que gagner de l'argent — parce que cela rapporte des droits d'au-

teur — en tripotant ce chant devenu sacré pour nous, anciens résistants, est un sacrilège que j'assimile aux détresseurs de cadavres des champs de bataille ! Une certaine Union des artistes s'est crue obligée d'invoquer la liberté de création pour justifier cette *Marsellaise*, et si demain je m'amusais à sculpter de la matière fécale, cette Union appellerait-elle cela aussi une créa-

tion ?
La Marseillaise est un monument et en tant que tel ne se profane pas, ou alors je dois comprendre que nos camarades fusillés, déportés, torturés, l'ont été en vain, puisque certains postes de radio, certains milieux du show-business gagnent de l'argent, y compris l'auteur, M. Gainsbourg, avec un chant qui a été leur dernier lien avec la mère patrie. Il est vrai que nous étions une minorité.

L'amiral (C.R.) de Joybert nous écrit :

Je ne connais ni M. Gainsbourg ni « sa » *Marseillaise*, mais il me suffit qu'il ait pensé pouvoir faire des variations sur notre hymne national pour approuver les parars de Strasbourg de s'être enfoncés à son interprétation.

En aura-t-on jamais fini avec ce terrorisme intellectuel ? Avec ces calculs médiocres qui, sous couvert de patriotisme, fouillent le ventre fécond de la xénophobie et de la loi du lynch ?

Ce n'est pas parce que la défense de la race humaine est parfois passée par le combat national que les drapeaux doivent tout justifier. Le nazisme et le fascisme étaient, eux aussi, des nationalismes.

La liberté ne connaît pas les frontières et, quand elle passe par l'insoumission, on peut chanter avec Gainsbourg la Marseillaise. Nous sommes tous des rastas.

ne fane pas »

Et la relation — oserai-je dire pas rigoureusement objective — que fait votre envoyé de ce « réctal » n'empêche pas qu'en définitive ce soit la vraie *Marseillaise* que s'est décidée à chanter M. Gainsbourg. C.Q.F.D.

Après l'annulation de Vendredi
Janvier du concert de Serge
Gainsbourg, le ministre de
communauté israélienne de cette
ville a porté plainte « pour incite-
ration à l'antisémitisme » contre
l'une des associations d'anciens
combattants de la Résistance.
version « reggae » du chauteur
(le Monde daté 5-6 janvier).

Dans une lettre, publiée la veille
du concert, le ministre des
Affaires étrangères a déclaré
des sous-officiers combattants de
la Résistance et d'entre-mur (an-
cien du CPEFO) avait accusé
Serge Gainsbourg de faire par-
venir à Israël des armes et munitions
sont bien et même très bien ins-
tallés chez nous, une troupe ou-
vertement en marche des Krivine,
des Guepardes, des autres
Guepardes, des Guepardes
d'infanterie, de la cavalerie, de
l'infanterie ou de soupe philosophique,
une nouvelle légion dont le régime-
ment est simple : face au drapeau,
un français, grande à nous, cran-

CONFÉRENCE

du Professeur Roger Bismut sur
le thème : « Peut-on parler d'une
idéologie des Lusitades ? »
Jeudi 24 janvier à 20 h. 45

"tout seul"
IVAN DAUTIN

**THÉÂTRE
DES DIX HEURES
20 h 30
36, bd de Clichy
A PARTIR DU 14 JANVIER**

Drôle d'histoire au facile des comtes autobiographiques.
Dramatique parodique les traits sautes et les deux dans le langage à
la parolier... à l'usage de l'observateur. (P. M. M. M.)

Société chateauroux,
drôle, dynamique et
vivifiant. L'un des
auteurs compositeurs
les plus fins de la nou-
velle génération. La Minute.

Un des auteurs
les plus originaux
de la nouvelle classe
L'Europe.

Sur disque **RCA**
"Les tringles dans les poches"
PL 37258

location
548.38.53 et agences 9

**2 concerts
exceptionnels**

OLYMPIA

**28 et 29
janvier à 21 h**

albums et musicassettes.

RCA

LE DÉCÈS DE DISQUE A AMNESTY INTERNATIONAL QUI PARTOUT DANS LE MONDE LUTTE
OUVÈREMENT POUR LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS D'OPINION POUR L'ABOLITION
DE LA TORTURE ET DE LA PEINE DE MORT.

BERNARD SZAJNER 



SOME DEATHS TAKE FOREVER
ALBUM 33 T

PATHE MARCONI 

Photo: Jean d'Alphonse

SAUVAGE - L'AMOUR - FRANÇAIS - GAUMONT RICHELIER
 VICTOR HUGO PATHE - GAUMONT
 GAUMONT GAMBETTA - GAUMONT
 PATHE Chambray - ARGENTEUIL - TH
 FLORIANES Sorelles - LES ULIS Orsay
 COLOMBES - CYRANO Vert

PIERRE RICHARD

c'est pas moi c'est lui

UN FILM DE
PIERRE RICHARD

CLAUDE MARIASSE DANIEL HENRI

René Char et ses peintres

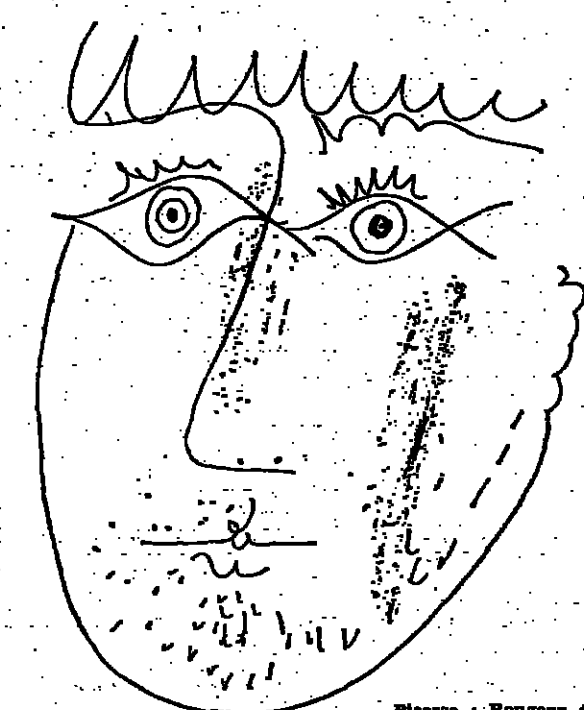
La bibliothèque en feu

C'EST à un parcours enluminé et lumineux de la poésie de René Char que la Bibliothèque nationale nous invite. Vingt-sept peintres, et non des moindres, y ont planté leurs jalons sur les pages où ont germé les poèmes. Voilà qui différencie essentiellement cet ensemble des précédentes expositions René Char, celle de la Fondation Maeght par exemple. Naguère, le poète rendait hommage à ses « alliés substantiels » (expression miraculeuse qui va finir dans le four-tout des lieux communs), et ces derniers lui retournaient le compliment en illustrant de leurs œuvres imprimées. Aujourd'hui, ce sont eux qui viennent apporter leur tribut à cette œuvre manuscrite déployée par les soins de M. Antoine Coran et de son équipe, le long des cimaises ou sous des panneaux transparents, à côté de vitrines enserrant des trésors bibliographiques et autres documents.

Il semblait téméraire de vouloir ajouter sa vision à celle d'un maître de l'image verbale, surtout lorsqu'elle est confrontée aux propres travaux plastiques de Char (il s'y adonne parfois), qui flambent à travers la nuit taillonnée, et dont maints originaux ont fait le voyage. Et à ce vase de cuivre où trois frères rumeaux faisaient rêver l'enfant à leur pensée future. La plupart s'y sont risqués avec bonheur. Il leur suffisait de rester eux-mêmes, et d'y adhérer.

Matise, à vrai dire, n'en fait pas exactement partie. Ses illustrations pour *Artine*, leurs trois versions successives où l'on suit l'effort du dépouillement jusqu'à l'arabesque charnelle, n'étaient pas destinées au plaisir égoïste d'Yvonne Zervos, ou du poète. Elles n'en ont pas moins leur place ici. Le livre n'a pu paraître et elles n'ont jamais été vues. Les aquatintes de Zao Wou-ki, « au soir du partage des couleurs dans un ménage tumultueux », les gravures de Braque pour *Lettré amoureux* ne sont-elles non plus nullement indésirables. De même « Sisyphe oiseau », voici pourtant l'Amitté, de Georges Braque, où l'identification ne posait pas de problèmes. Les images « collent » à l'écriture.

On n'en finit pas de débambuler à travers ce labyrinthe chro-



Picasso : Rougeur des matinaux.

nologique, cette anthologie de la peinture contemporaine, dont la valeur se double d'un rapport constant avec les multiples affinités de Char, en commençant par l'un des derniers venus, Jesse Reichek, parce que, dans une évocation lyréaliste des mortuaires du temps, il a décliné en échantillons comme le Bulletin des Buis. Ce sont les larmes de la Madeleine à la veillée qui tombent en épaisses gouttes noires du pinceau de Miro, noir aussi le vol du Martinet.

Après Léger, Louis Fernandez (*Les Transparents*), Pierre Charbonnier, qui nous fait accéder à la « double appartenance » dans la *Ministère* et les *Quatre Jaccinths*, Victor Brauner (*Chant du refus*), qui avait entrepris pour Char un bestiaire interrompu, Max Ernst, qui participe de tout son génie à la *Fête des arbrayes* et des *chasseurs*, Jean Hélion, Nicolas de Staël (*Claude Falm*), Henri Laurens (*Le Mortu* sans maître), Ghika, Jacques Villon, Jean Hugo et ses miniatures *Sur une nuit sans ornement*, s'étaient de longues suites : agressives, acérées, de Wilfredo Lam (*À la santé du serpent*, dont il a fallu désarticuler le schéma pour en montrer

les feuillettes recto-verso); pleines et souples de Hans Arp (*Guitariade terrestre*, première version de *Lettré amoureux*).

Vieira da Silva, « chère voisine multiple et une », dont trois des sept portraits de Char acquiescent le visiteur en regard de celui, désormais classique, de Valentine Hugo. Vieira, qui a représenté la clinique où Char patientait, a illustré huit poèmes dans sa manière d'avant les quadrillages, aux lignes sinuantes, aux lanières de jones. On peut lire de bout en bout, dans tout son élan, le *Terme éparé*, pacifié par Szaec, et qui respecte « la densité de la rose qui se fera »; le *Visage nuptial*, enrichi de sept admirables dessins colorés par Giacometti. Joseph Sina, le visionnaire, avec qui Char s'est « rencontré paysage », éternise la chute de *Nous tombons*. Et Picasso superpose sa mythologie méditerranéenne à *Rougeur des matinaux*.

Crapauds, hérissons et autres *Compagnons dans le jardin*, Boyan les a vus, comme nous, avec l'œil de René Char. Les subtils échappées des horizons vauclusiens, Denise Esteban les fixe d'une touche légère dans le *Nu perdu* et autres poèmes distants,

et nul ne peut contredire le poète précisant : « Tout un relief levant peut frissonner de couleurs, d'alliances scellées, de formes en marche d'harmonie. » La « marche d'harmonie », deux autres femmes la ferment : Marguerite Leuners et Janina Rebourg (*Angos*), dont l'oiseau est la chonette et qui a, notamment, arrêté son choix sur trois pièces du dernier recueil (*Fenêtres dormantes*) : *Louange moqueuse*, *Épître*, les *Veils galactiques*.

Avec P.-A. Benoit, qui salue une chère mémoire dans les *Poèmes à Yvonne*, le cycle est bouclé. Paradoxalement, c'est la diversité même des interprétations d'un poème pulvérisé qui lui confère son unité. La pluralité des lectures convient au dynamisme d'un univers en éternel devenir : celui de Char. Que chaque artiste a tenté à son tour de happer au vol — après lui — grâce à l'ardeur communicative d'une parole fulgurante, grâce aux peintures auxquelles elle a transmis sa flamme, la Bibliothèque nationale est en feu.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* B.N., 56, rue de Richelieu. Tous les jours, mardi compris, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 mars. Catalogue exhaustif et exemplaire rédigé par Antoine Coran.

Un chant indivisible

LA parole de René Char coupée à travers chants (il n'est pas chez elle de coupant que les arêtes de son cristal). Chargée d'un message précis en dépit de son énoncé elliptique, elle se taille un passage dans la file des poètes plus tard venus et, après un demi-siècle de rayonnement, elle nous parvient toujours neuve. Plus abrupte, plus percutante que jamais, et autant sillonnée d'interférences.

Fenêtres dormantes et porte sur le toit : ce titre déjà est un poème, et en même temps l'argument des textes qui vont suivre. (« Chaque carreau de la fenêtre est un morceau de mur en face... Au terme du tourbillon des marches, la porte n'a pas de verrou de serrure : c'est le toit. ») Il en annonce la secrète dialectique et les lueurs qui l'embrasent. Car rien n'est plus structuré que cette apparence d'aphorisme et d'éclats éparés. L'architecture interne fait surface avec les émergences d'une chaîne sous-marine (toujours la parole en archipel) qui existe, dont René Char juge superflu de dévoiler les gisements. Autrement dit, il persiste à transmettre ses états de grâce débarrassés du remplissage auquel se croient tenus les fabricants de poèmes.

On prend le départ sur les premières mesures d'une symphonie en miettes, mais en quatre mouvements fortement agencés. Ne parlons pas de mise en « marche » : elles suggèrent l'image essentielle de la poésie de René Char, celle du fleuve (n'est-ce pas, Georges Mounin ?), avant sa source, dès le glacier. Image sous-jacente donc, par définition. Les autres vont ruisseler, promptes comme la foudre, comme l'éclair d'autant plus éblouissant que les deux pôles, l'idée et l'objet, sont distants. Elles illuminent les rencontres du poète qui s'entrepris de « faire du chemin avec ».

Qu'on ne soit déçu ni par leur nature insolite ni par l'extrême concision et le sens prétendu disparates des sentences, qu'elles soient protégées par le chasseur émerveillé, en arrêt devant la création (« Voyez la rousserolle sur ce roseau secoué par le vent, comme elle a le pied marin ! »), ou prononcées par le juge qui condamne les utopies sanglantes du ving-

tième siècle. (« Depuis l'opération des totalitarismes, nous ne sommes plus liés à notre moi personnel mais à un moi collectif assésin, assésiné. ») Chaque mot, chaque verset, chaque pavé dans la mare, mériterait une glose, utile sans doute au lecteur paresseux, et qui pourrait refléter les corolles concentriques s'éclatant dans la conscience — indéfiniment. Beaux sujets de méditation, jusqu'à ce que se discerne, sous cette réserve, une pathétique communion avec l'homme.

Rencontres encore que celles des peintres présents dans toute l'œuvre de Char, à nouveau célébrés : Vieira da Silva, Sina, Pierre Charbonnier, Szaec, Boyan, Denise Esteban, Lam, Zao Wou-ki (tous retrouvés à la Bibliothèque nationale) et ce taudé majeur, Picasso et les vents éternels, auquel le catalogue de l'exposition, à peine close, du Grand Palais a réservé une place d'honneur.

Ainsi est jéré l'anathème sur les « petits hommes de la terre » qui ont « forcé la porte de l'Éden solitaire », et c'est la montée vers la joie. « Si le monde est ce vide, eh bien, le suis ce plein ! » Au talon, « ma douleur n'a plus d'emploi ».

L'Allegro final (*Tous partis*) procède à la transmutation poétique des valeurs, « assemble pierre à pierre la réalité utilisée à d'autres fins ». Une réalité fruste, la seule richesse : « Non ! tout au long de nos soirs nous n'avons pas vu l'eau de la source dans un gobelet d'argent, mais dans nos mains nues que ne rebutait pas notre bouche malhabile. » Une fois encore, Char, qui se livre à l'*affilage* du soc de jerte, dont s'est vêtu le vagabond, fait corps avec la beauté tangible et naturelle qui l'entoure. « L'imaginaire c'est le réel déjà — avant les résultats. »

Ce « déjà » somme comme un glas devant la coulée du temps auquel se heurte le poète « dans (son) éclat, dans (son) effroi, parmi les ruines où crises (son) obsession et le sens présumé disparates des sentences, qu'elles soient protégées par le chasseur émerveillé, en arrêt devant la création (« Voyez la rousserolle sur ce roseau secoué par le vent, comme elle a le pied marin ! »), ou prononcées par le juge qui condamne les utopies sanglantes du ving-

* Éditions Gallimard, Environ 80 francs.

GAUMONT AMBASSADE - FRANÇAIS - GAUMONT RICHELIEU - MONT-PARNASSE PATHE WEPLER PATHE - VICTOR HUGO PATHE - GAUMONT CONVENTION - QUINETTE QUARTIER LATIN - GAUMONT GAMBETTA - GAUMONT LES HALLES - FAUVETTE GAUMONT Evry - PATHE Champigny - ARGENTEUIL - TRICYCLE Asnières - AVIATIC Le Bourget - LES FLANDES Sorcelles - LES ULIS Orsay - BELLE-ÉPINE PATHE Thiais LES 3 VINCENNES - COLOMBES - CYRANO Versailles - ARIEL Reuil

PIERRE RICHARD

ALDO MACCIONE

c'est pas moi, c'est lui

UN FILM DE PIERRE RICHARD



VALERIE MAIRESSÉ - DANIELE MINAZZOLI
FRANCA VALERI - HENRI GARCIN

MARIGNAN PATHE VO - STUDIO ST-GERMAIN VO
IMPERIAL PATHE VF - CAPRI GDS BLDs VF - MONT-PARNASSE PATHE VF
CLICHY PATHE VF - GAMBONNE VF

Imaginez !

Un savant de génie nommé H.G. Wells
à la poursuite d'un criminel de génie nommé Jack l'Éventreur.
Le «Suspense» le plus ingénieux de notre époque...

GRAND PRIX
FESTIVAL
D'AVORIAZ

C'était demain...

The Production: HERB JAFFE
avec MALCOLM McDOWELL - DAVID WARNER - MARY STEENBURGEN
«C'était demain...»
Montage de MIKLOS ROZSA - Scénario de NICHOLAS MEYER
d'après une histoire de KARL ALEXANDER et STEVE HAYES - Produit par HERB JAFFE
Réalisé par NICHOLAS MEYER

Théâtres.

Les salles subventionnées

[illegible]

Les autres salles

LAIRE ALBES (72-70-78) (D. soir. L.)
20 h. 30, mat. dim. 15 h. : Pêche
de Cayenne; la Fleur à la bouche.

ANTOINETTE (208-77-71) (D. soir. L.)
18 h. 30, mat. dim. 15 h. : Les
18 ans d'une Urdine de vie.

ARTISTIC - ATHEVAINS (73-06-15)
(Mmr. D. soir.) 20 h. 30, mat. L.
18 h. 30, dim. 15 h. : Les 18 ans
Dim. 17 h. : Jacques Thibault.

BARTS-BEBERTOT (387 - 23 - 23) (D.
soir. L.) 20 h. 45, mat. Dim. 15 h.
18 h. 30, dim. 15 h. : Les 18 ans
de la vie.

ETHELIERE (608-45-34) (D. soir. L.)
21 h. mat. dim. 15 h. : Audience.
Vernissage.

ATHENEE (742-87-70) (D. soir. L.)
20 h. 30, dim. 15 h. : Les 18 ans
de la vie.

BOUFFES DU NORD (232-34-50) (D.)
18 h. 30, mat. sam. 15 h. : Mac-
beth.

BOUFFES-PARISIENS (226-50-24) (D.)
18 h. 30, mat. sam. 15 h. : Mac-
beth.

CARTOUCHERIE DE VINCENNES,
Théâtre du Soleil (734-34-08), inn.
mat. dim. 15 h. : Les 18 ans de la
vie.

18 h. 30, dim. 15 h. 30 : Méphisto.

CENTRE D'ART CELTIQUE (254)

[illegible]

PLAISANCE (320 - 00 - 06) (7)

[illegible]

Les cafés-théâtres

AU REC.FIN (298-39) (D.)
 19 h. 45 : la Bel Indifférent (D.)
 Membres : 21 h. : Pinter et D.
 20 h. 15 : Les Femmes d'Alger
 BLANCS - MANTEAUX (387-16-70)
 (D.)
 20 h. 15 : Archy = MC2
 21 h. 30 : L'Amour est un jeu
 tapissée : 22 h. 30 : Cézanne & moi
 23 h. 45 : le malade ; ven. sam.
 24 h. 15 : ...
CAPCONE (328-71-15) (Dim., 21 h.)
 20 h. 15 : Le repasseur : 22 h. 30 : Paris
 23 h. 45 : ...
 24 h. : Contes et légendes
 25 h. 15 : ...
 26 h. 30 : Charlot...
 Deux Suisses : 22 h. 15 : Coupes
 23 h. 45 : ...
 22 h. 15 : Palais
CAFFEATIONA (278-46-30)
 20 h. 15 : ...
CAFÉ DE LA CHARYBDE
 20 h. 30 : L'aventure est pour de bon
 21 h. 30 : ...
 le vent du Nord (30 : Qu'on revienne
 le vent du Nord)
COUPE-CROÛT (322-0L-72) (D.)
 20 h. 15 : le Petit Prince : 22 h. 30 : man...
 de la mer.
COUPES COEURS (358-55-50)
 (Dim., Lun.) : 21 h. : Cabaret...
 20 h. 30 : Claire : 21 h. 40 : Confettis et
 22 h. 15 : ...
 donc des pédales.
L'ECRIVE (348-78-16) : 20 h. 30 : ...
 21 h. 30 : ...
 les 25, 26, 29, 31 h. : J.Yer. Gultard
LE PALAIS (323-91-17) (D.) : 19 h. 45 : ...
 20 h. 15 : ...
LA GRANGE AU SOLEIL (727-43-41)
 (Dim., Lun.) : 21 h. : Pinatel
 20 h. 45 : ...
 20 h. 45 : Le Nouveau Locataire
 21 h. 15 : Pilot et Drac
 22 h. 15 : ...
 21 h. 15 : Racines-moi votre en-
 fiance : 22 h. 15 : B.Ochida.
 23 h. 45 : Abied-dun : 278-87-35
 P.Martno.
PICOT VIRGULE (278-87-35)
 20 h. 15 : ...
 Bagatelle : 21 h. 30 : J.Danno
 22 h. 30 : les Fiefs Nickless sont

LA VIEILLE GRILLE 6707-50-93

Dans la région parisienne

ANTONY, Théâtre P. - Gémier (568-02-76), le 24, 14 h. 30, le 25, 14 h. 30 : es et 21 h. les Mystères de Marquis de Sade, le 26, 14 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 21 h. : *Wildes Story*.

AUBERVILLIERS, Théâtre de la (212-25-20), le 24, 14 h. 30, le 25, 14 h. 30, le 26, 14 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 21 h. : *Le Fils du duc*.

ASNIERES-SUR-SEINE, Théâtre (790-55-12), le 25, 20 h. 45 : la *Comte Intermittent*.

BENIGNY, C.C. (308-56-30), le 25, 20 h. 30 : *Pommes Jazz Group*.

BAGNOLET, Maison pour Tous, le 25, 20 h. 20 h. : *Théâtre musical*; le 26, 20 h. 20 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 20 h. 20 h. : *Gymnase M.-Baquet*, le 26, 20 h. 20 h. : *Silou, rock*.

BELLEVILLE, Théâtre P.-Eliard (352-20-20), le 25, 21 h. : la *Chanson de Brel*.

CHAMPIGNY, C.M. (31-5-52), le 25, 20 h. 30 : *Le Fils du duc*; le 26, 20 h. 30 : *Le Fils du duc*; le 27, 20 h. 30 : *Le Fils du duc*.

CERVELLY-LAROUS, CC. A.-Mallruau, le 24, 21 h. : *Basy Pékaro*, le 25, 21 h. : *Basy Pékaro*, le 26, 21 h. : *Basy Pékaro*.

CHOISY-LE-ROI, Théâtre P.-Eliard (380-89-79), le 25, 21 h. : *Silou*; le 26, 21 h. : *Silou*.

CLICHY-BOULEVARD, C.C. (345-11-57), le 26, 20 h. 30 : *11 Muzil*.

COULOMMIERS, Théâtre municipal (403-00-78), le 25, 21 h. : *Orchestra de la Ville de France* (Weber, Chopin, Wagner).

COUREVOIEUX, Maison pour tous (335-22-22), le 25, 20 h. 30 : *Le Fils du duc*; le 26, 20 h. 30 : *Le Fils du duc*; le 27, 20 h. 30 : *Le Fils du duc*.

LA COUENNEUX, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CETHEU, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 26, 21 h. : *Le Fils du duc*; le 27, 21 h. : *Le Fils du duc*.

LA GARENNE, C.C. J.-Boudier (308-11-52) (Mdr. Jeudi, dim. soir), 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : la *Cirque Impérial*.

CHATELAIN, Maison André-Mallruau (389-20-20), le 25, 21 h. : *Le Fils du*

Concerts

MERCREDI 23 JANVIER

ECLISE SAINT-JULIEN - LE-PAVIRE, 21 h. : Aggravation Muzak (musique baroque latine andalouse)

LUCKENHAIR, 19 h 30 : Alan Peltz, piano (Bach, Beethoven, Chopin)

RANGLAGE, 20 h 15 : P. Fenetrot, piano, M. et E. Conzin, récitant (Lectures de E. et C. Schumann).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
20 h 30 : Orchestre national ;
21 h 30 : J. Martinet (Bav. Ibert, Roussay).

SALLE GAVEAU, 21 h : Beaux-Arts
Fête de la musique

ECLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT
21 h : Orchestre Marie-Portet
(Bach : Magnificat)

JEUDI 24 JANVIER

LUCKENHAIR, 19 h 30 : voir le 21

ECLISE SAINT-LOUIS-D'ANTONY
21 h : D. Launay, orgue
(Mendelssohn, Langlaue, Peveters)

ECLISE AMERICAINA, 20 h 15 : 45
Ensemble d'ondes de Paris (Colville)

SALLE FLEYEU, 20 h 30 : Nouveau
Orchestre philharmonique de France-France, dir. R. Chops (Stravinsky)

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. et sol. : Y. Menuhin (Mozart, Bartok)

SALLE GAVEAU, 19 h 30 : voir le 21

22 h 15 : J. Musiel (Albinoni, Vivaldi, Bocsetti, Bach).

SALLE COCOT, 21 h : Patrick de
Rondeau, piano (Beethoven)

ECLISE SAINT-MERRE, 21 h : voir le 23,glise Saint-Stienne-du-Mont

VENDREDI 25 JANVIER

ORSEBONNE, An p h. : Le grand chapeau et les chaussons du Moyen Age).

EGLISE SAINT-THOMAS-D'APRIN, 21 heures : N. Anfray, soprano. A. Badollet, orgue et clavier (Cantata Cascardi, Arcadati, Trombocchino).

HOTEL DE GALLIFRET, 21 h. : Duo R. Caravello, piano, L. Lévy, Violon (Donizetti, Mercadante, Rossini, Stravinsky).

RADIO-FRANCE, studio 105 : Concerto pour piano consacré aux oeuvres des étudiants en composition musicale (oeuvre de référence de l'école française). 20 h. : Nouvelle Orchestre philharmonique, dir. J.-E. Chénard (Purcell, Debussy, Liszt, Grieg, Schumann, R.-F. Dricq, A. Bonifrey).

SALLE GAVEAU, 18 h. 30, voir le 23.

SALLE GAVEAU, 21 h., voir le 23.

18 h. : voir la 24, à 21 h., voir le 23

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

18 h. 30, voir le 24.

SAMEDI 26 JANVIER

LUCIENNAIRE, 19 h. 30, voir le 21.

(Chopin, Davidovitch, Sestons)

21 h., voir le 24.

SALLE GAVEAU, 21 h., voir le 23.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

18 h., voir la 24.

THEATRE EN ROND, 18 h. : La Grande Scène et la Chambre du Roi (Molière) M. Marguerite Bachmannque (grande allemande).

SALLE GAVEAU, 27 h. : A. Navarre, E. Fauré, J. Malipiero, B. Saubert (Saint-Saëns, Chopin, Strauss).

EGLISE SAINT-MERCI, 21 h. : Orchestre Pierre et Marie Curie dirigé par J. Massenet, Gruendel, Cabot, Debruyne).

CENTRE RACHL, 21 h. : Rachl et Kowanski, J. Warrasowski, L. Kopan-

PORTS DE LA SUISSE. 20 h. 30 :

Concert G.E.R.M. dir. F. Maritain
(rencontre avec G. G. Engler).

DIMANCHE 27 JANVIER

RELIGIE DE LA TRINITE, 17 h. :
Orchestre de chambre et maitre de
chorale, dirigés par M. de la Roche de
Malines, dir. A. Orban, récitant :
F. Desailly (Delalande, Leont).

RELIGIE SAINT-SEVERIN, 18 h. :
Maitre de chœur, M. de la Roche de
Malines (Goudail, Philibert, Ber-
chem, Bach, Schütz, Torelli, Albin-
oni).

RELIGIE DES BILLETTS, 17 h. :
Yuziel Quartet de Cologne (Bar-
thelme, Schütz, Bach, Beethoven).

NOTRE-DAME-DE-PARIS, 17 h. 45 :
M. Moeran, orgue (Widor).

**ECOLE DE MUSIQUE D'ARTS ET DE
INDUSTRIE, 17 h. :** J.-J. Gruenwald,
orgue.

**RELIGIE SAINT-THOMAS D'AQUIN,
17 h. :** J. Mahal, orgue (Lod-
les, Bach, Mozart).

HOTEL HEROUET, 18 h. : M. Lapi-
né, J. Moré, E. Maitre, basse de
chœur, B. Schütz, M. de la Roche de
Malines, Monteverdi, Schütz, Teis-
mann).

THEATRE D'ORSAY, 18 h. 55 :
L. Bédard, J. Gasser, J. C.
Meunier (Berthoven, Schumann).

SALLE GAVRAU, 18 h. : Orchestre
des Concerts Colonne, dir. J. Hou-
ssier (Berthoven, Schumann).

**THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES,
17 h. 45 :** Orchestre des Concerts
Pasdeloup, dir. G. Deros (Bresco,
Schumann).

SALLE FLEYEL, 17 h. 45 : Orchestre
des Concerts Lamoureux, dir. H.
Ysaak (Stravinsky, Tchaikowski,
Mahler).

CONCIERGEIE, 17 h. 30 : Solistes
de la Grande Scierie et Chœur de
du Roy. Sol. J.-C. Veillon (Bach).

LUNDI 28 JANVIER

THEATRE DE LA PLAINE, 20 h. 30 :

A. Jodry, violon. Orchestre de
Bach, Vivaldi, Corelli, Corelli,
Bach, Werner, Locisari.
THEATRE DES L'ATHEENRE, 21 h. :
N. Denica, C. Ivaldi (Wagner, Ber-
lioz, Savai).
SALLE PLEYEL, 20 h. 30 : Yuri
Boukoff (Beethoven, de Falla,
Ravins, Prokofiev).
SALLE GAVEAU, 21 h. : Orchestre
de l'U.-de-France, dir. J. Fournet
(Weber, Chopin, Wagner).
MARDY 20 JANVIER
LUCERNAIRE, 21 h. (voir le 24).
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES,
21 h. : Bruno Rigatti (Chopin,
Schumann).
SALLE GAVEAU, 21 h. : Les Solistes
Zagreb. (Bachoua, Grieg, Kelen-
der).
EGLISE DE LA MADEIRAINE, 18 h. :
Chœur russe de l'Institut. «ut-
Sous (chœurs de la liturgie russe
orthodoxe).
PALAIS DES CONGRES, 18 h. 30 :
Yuriel Quartet de Cologne.
M. J. Monod, directeur de la
(Foulen, Hummel, Beethoven).
THEATRE DE LA CITE "L'INTERNA-
TIONAL" : Quatuor Via
- Nova (Beethoven).
RADIO-FRANCE, grand auditorium,
20 h. 30 Christian Zacharias
(Schubert, Beethoven, Schumann).
SALLE CORTOT, 20 h. 45 : Emser-
baroque français L. Szymczak-
-nik, ci a v a n c e (Bokmörner,
Corelli, Frobenberg, Michand
Vivaldi).
CITE INTERNATIONALE DES ARTS, 21
h. 30 : 211 piano V. Cade-
-fiste (Bach, Schubert, Dnisov,
Mihaud, Messiaen).
CITE INTERNATIONALE SUEDOIS,
20 h. 30 : Groupe Intervalles
(Kagel, Fasolla, Salgnat, Cagel).

la péniche
reprise exceptionnelle
de
Bécassouille
par
Stéphanie Loïk

Théâtre Acteurs Tréteaux
présente
**L'OISEAU
TONNERRE**
Epopée musicale d'après le
poème de l'auteur palestinien
SAMIH EL KACIM
du 16 janvier au 9 février 1989
MAISON DES AMANDIERS
110, r. des Amandiers, 75020 Paris.
797-15-29

UN FILM DE NERVÉ BÉRARD

très insuffisant

LE SEUL FILM QUI MONTRE
DES JEUNES AINSI CONS QUE DES VIEUX

LACIEF
STUDIO DE CÉLINE

LE MARIS
= ESPACE
GATÉ

SPECTACLES NOUVEAUX

Danzon (261-88-14) (23, 20 h 30 :
"L'Économie, la bête et la vertu."
Louanna
 19 h : *En compagnie de Blaise.*
Théâtre Daniel-Sorane (Vincennes)
 (374-48-30, 22 h : *Quelle belle vie, quelle belle mort.*
Océano (325-70-32, 20 h 30 : *Un balcon sur les Andes.*
Oblique (355-02-54) (28, 20 h 30 :
Le Capitaine Furber.
Théâtre des Deux-Frères (351-24-51) (28, 20 h 30 : *Catharina, un soir de novembre.*

SAINT-DENIS, Théodore G. - Philippe
(243-00-19), les 24, 25, 26 & 20 h. 30 :
Le 24, 25, 26 & 20 h. 30 :
Tête d'or, les 24, 25, 26 & 23 h.
Nancy Belkin.

SAINT-GERMAIN, OC (288-24-43), le
24, 25 & 21 h. Ensemble Guillaume
de Machant.

SAINT-MAUR, M.J.C. (882-61-00), le
26 & 20 h. 30 : Echoes et mat, les
26 & 20 h. 30.

SAINT-ODEN - LAUMONR, M.J.C.
(404-03-18), le 26 & 21 h. Juliette
Grégo.

SAINTE-HEM-TY - CREVEUSE,
salle municipale (052-31-84), le
26 & 20 h. 43 : T. Vlada, M. Piquard,
C. Coubert, C. Gaudin, C. Gagnon,
G. Fella, Arine, Tr. Obradors.

SARTBOUVILLE, C.A.C. (214-23-88)
les 24, 25 & 21 h. : Echoes et mat,
le 24, 25 & 21 h. Les Chalestas

LE MARAIS
L'AMOUR MENSonge
UN FILM D'UZIUEL PERES
AVEC: SYLVIE KUHN MATTHIEU OSTLIER PASCAL NORDMANN
SOPHIE GLAMAGNIERAND SYLVIE DORENBUS MADO MAURIN

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Annick
BLANCHETEAU

Evelyne
DANDRY

Josiane
LEVÊQUE



**les orties ça s'arrache mieux
quand c'est mouillé**

de JOSIANE LEVÊQUE

Location Studio, Agences et par Téléphone 723 35 10

STUDIO SAINT-SEVERIN

6 femmes
inculpées...

REGARDE
elle a les yeux
grand ouverts

IEP 797.96.06
PARC DES ANSAS - 57

du 4 janvier au 10 février

**PEZZA CONTRE
TEHORBA**

spectacle de clowns
scénario et mise en scène :
Boleslav POLYKA
production :
IEP

du 15 janvier au 17 février

INTIMITÉ

de Charles TORDJMAN
mise en scène de l'auteur
production :
Théâtre Populaire de Lorraine

le 26 à 21 h.; le 27 à 15 h.
les Deux Orphelins.
J.-Vilar (772-38-90), le 25 à 21 h.: *Peter Gross*
Company.
VIARDOT. Théâtre R.-Rolland
(124-15-02), le 27 à 14 h. 30 :
Orchestre de l'île-de-France (Aco-
stique).
VIZET. Théâtre J.-Vilar (68-82-30),
le 26 à 21 h. : Orchestre de
chambre C.F.P., M. L. Frenais,
(Viraldi, Locatelli).
VICENALDI. Théâtre Montparnasse
(502-12-12), le 26 à 21 h. : Orches-
tre de chambre de Vercellotti, dir.
R. Wahl (Benedini, Bach, Teibel-
mann, Schumann, Brahms).
Cruette, le 26 à 15 h. 30 et
à 21 h. : Orchestre de chambre
de Vercellotti (Schubert, Franck,
Jean, le 26 à 30 h. 45 ; le 27 à
15 h. 30).
VIGARELLO. Théâtre municipal
de Versailles (Monsart, Daniel, Cho-
pin, Tormasi, Français).
LES VIERGES. Théâtre des 22-75,
le 25 à 21 h. : Dansesurs études et
solistes de l'Opéra de Paris.
VILCHES. Théâtre de la Vallée-
d'Ailly (462-46-97), le 26 à 21 h. :
Edu Singer Quartet.
VILLON. Théâtre D.-Guzano
(374-73-74) (mar. sem.) ; 21 h. :
Quelle belle vie, quelle belle mort.
KREISLER. Théâtre des 22-75,
le 26 à 21 h.

P.T.T. Rue du Louvre, 24 heures sur 24

Il est 21 heures. Dans le grand hall-obscur du bureau de poste, 54, rue du Louvre, à Paris, trois guichets seulement sont éclairés. Cette recette principale, qui fait office de centre de tri et de distribution pour les quatre premiers arrondissements, est la plus importante de la capitale et elle fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Un seul autre exemple dans ce domaine : la poste d'Orly-Sud, annexe 1, est, elle aussi, ouverte en permanence.

Aux guichets de la rue du Louvre, on peut, quelle que soit l'heure, effectuer quantité d'opérations : achat de timbres, expédition de lettres et de paquets et surtout retrait d'argent sur le livret de la Caisse nationale d'épargne — à ne pas confondre avec la caisse d'épargne — et sur le compte chèques postal. Un distributeur de billets fonctionne également dans le hall.

Dès 19 heures, aux guichets « expédition », la file d'attente est longue. Elle comptera sans cesse, et jusqu'à 21 h. 30, une dizaine de personnes chargées de lettres et de colis. A ces heures-là, on circule facilement dans Paris et on peut stationner sans difficulté devant la poste.

Ces clients, qui sont-ils ? Des retardataires qui se rabattent ici après la fermeture des postes, des secrétaires qui font de longues journées et que le guichetier connaît de vue. Un architecte en dernier jour de « charrette » auquel « le fait que la poste soit ouverte le soir donne quatre à six heures de plus pour terminer un projet ». Une chercheuse de l'INSERM qui dépose en pneumatique des pétitions à ses collègues.

Passé 21 h. 30, le trafic s'écroule. Il ne compte qu'un client toutes les heures et, après minuit, des noctambules et des comédiens de cabaret comme Jean Amadou. Le travail pour le jeune postier qui affronte les lettres debout est moins pénible.

La poste de la rue du Louvre permet de gagner du temps. Une lettre déposée avant 20 heures sera distribuée le lendemain à Paris et en province, le surlendemain à l'étranger. Pour Paris, une lettre posée avant 21 heures sera distribuée le lendemain. Le trafic est de l'ordre de vingt mille objets, soit environ 4 % du trafic journalier du bureau.

Dans la grande salle réservée au téléphone, l'animation règne surtout le week-end. Le télé-

phone, la nuit, représente 67 % du trafic total du service. On trouve ici pratiquement tous les annuaires, sauf ceux des États-Unis et de l'U.R.S.S. Ceux des pays africains, qui tentent trop de clients sont bouclés dans la cellule des standardistes.

Le samedi soir, derrière les vingt cabines aux vitres bleues, 60 % de la clientèle est étrangère, et ce sont surtout des travailleurs immigrés qui viennent téléphoner à leur famille. Beaucoup de Maghrébins, de Portugais, de Malins. Cette clientèle disparaît avec le dernier métro. Les Américains du Sud, plus aisés, les remplaçant. Ils profitent du décalage horaire pour appeler leur pays. La durée des communications est très variable : elle va de trois minutes à trente minutes et ce sont les Américains les plus bavards.

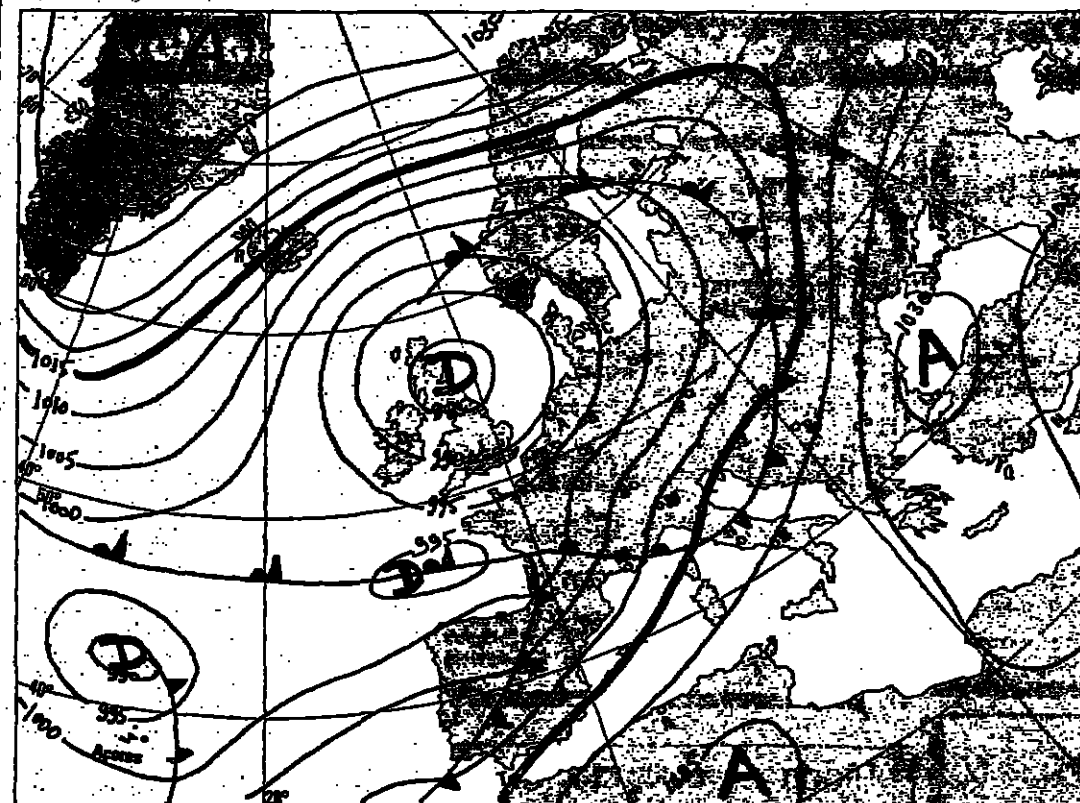
Au guichet, derrière lequel travaillent trois employés, tous les accents se succèdent : français, allemand, roumain, et les appels sont lancés dans le monde entier, soit en automatique, soit par l'intermédiaire des opérateurs. « Cabine 73, annonce l'un d'eux au micro, vous avez le 62 à Bamako. » Un Parisien téléphone en Corse parce que c'est moins cher que d'appeler d'un café. Un étudiant tunisien prie appeler sa famille le week-end, peu importe qu'il ait deux heures d'attente.

« Nous n'avons aucune formation linguistique », dit un opérateur, « alors nous nous débrouillons avec ce que nous avons appris à l'école. » Les rapports avec la clientèle varient. Si au rez-de-chaussée on se plaint du mécontentement et de l'impolitesse générale, au premier, les téléphonistes se font traiter de racistes quand ils n'obtiennent pas un numéro. « Heureusement, disent-ils, nous sommes protégés par les vitres. Il faut aussi que nous ayons l'œil sur toutes nos cabines, car beaucoup partent sans payer. »

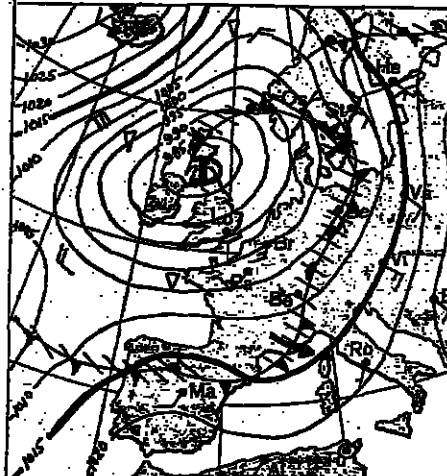
FLORENCE BRETON.

MÉTÉOROLOGIE

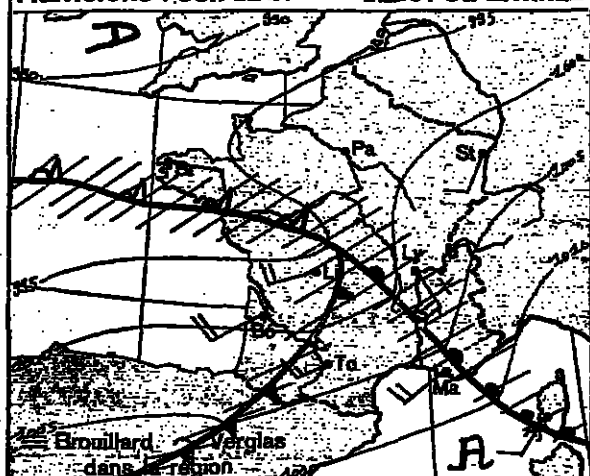
PRÉVISIONS POUR LE 24 JANVIER À 0 HEURE (G.M.T.)



SITUATION LE 23-1-80 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 24-1-80 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 Zone de pluie ou neige / Averses / Orages / Brouillard / Verges
 — Flèche indiquant la direction d'où vient le vent / Force du vent / 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds
 — Sens de la marche des fronts / Front chaud / Front froid / Front occlus

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 23 janvier à 0 heure et le jeudi 24 janvier à 24 heures :

La dépression située sur les îles Britanniques continuera de se compléter, mais elle s'atténuera sur la France au flux de secteur ouest. Jeudi 24 janvier, les régions s'étendant des côtes de l'Atlantique aux Alpes et au Midi méditerranéen auront un temps plus doux, mais pas nuageux et avec quelques pluies, parfois orageuses dans le Midi, seront cependant suivies de belles éclaircies sur le Bassin aquitain, tandis que les vents de secteur ouest seront temporairement forts, avec des rafales qui les côtes ainsi qu'en montagne. On n'observera pas de précipitations, mais des averses, des averses sont à craindre.

Sur les autres régions, c'est-à-dire les régions s'étendant des côtes de la Manche à l'Alsace, le temps restera frais, localement brumeux le matin, passagèrement nuageux ensuite. Des pluies sont possibles en Alsace, en Lorraine et le sud-est du Bassin parisien.

Le mercredi 23 janvier, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris de 1 002,7 millibars, soit 752,1 millibars de mercure.

Températures de premier siffre indiquées le maximum enregistré au cours de la journée du 23 janvier : le second, le minimum de la nuit du 23 au 24 : Albi, 15 et 10 degrés ; Biarritz, 15 et 5 ; Bordeaux, 8 et 3 ; Brive, 8 et 4 ; Caen, 8 et 3 ; Cherbourg, 6 et 3 ; Clermont-Ferrand, 9 et 1 ; Dijon, 9 et 2 ; Grenoble, 8 et 0 ; Lille, 7 et 3 ; Lyon, 10 et 1 ; Marseille, 14 et 8 ; Nantes, 8 et 3 ; Nantes, 9 et 3 ; Nice, 8 et 6 ; Paris - Le Bourget, 8 et 3 ; Pau, 16 et 5 ; Perpignan, 12 et 3 ; Rennes, 9 et 3 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 8 et 4 ; Toulouse, 10 et 3.

Températures relevées à l'étranger :

Alger, 18 et 3 degrés ; Amsterdam, 5 et 1 ; Athènes, 12 et 6 ; Berlin, 4 et -1 ; Bonn, 7 et 3 ; Bruxelles, 7 et 3 ; Casablanca, 23 et 13 ; Coppenhague, 2 et 1 ; Genève, 5 et 4 ; Hambourg, 15 et 11 ; Londres, 9 et 3 ; Madrid, 10 et 5 ; Moscou, -7 et -14 ; Nankin, 23 et 12 ; New-York, 0 (min.) ; Palma-de-Majorque, 15 et 5 ; Rome, 14 et 11 ; Stockholm, 1 et 0 ; Téhéran, 6 et 3.

(Carte établie avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

LIBRAIRIE

LA DÉFENSE. — Le photographe Francisco Hidalgo vient de réaliser un album, dont les soixante-cinq pages-photos sont entièrement consacrées à la Défense, ses tours de bureau, mais aussi la vie quotidienne des habitants de ce nouveau quartier, à l'ouest de Paris. Pour l'académicien Maurice Rheims — qui a préfacé l'ouvrage, — Francisco Hidalgo a réussi, par son style impressionniste, à métamorphoser béton, pierre, verre — en les humanisant et à offrir un regard nouveau sur la Défense.

* Éditions AGEF. Weber distribution, 88 F.

LOISIRS

COURS DE CONDUITE POUR CARAVANERS. — Depuis 1971, la Prévention routière, en collaboration avec la Fédération française de camping et de caravanning, organise des cours destinés aux caravaniers. Chaque cours dure au minimum une journée et comprend des exercices théoriques et pratiques.

Ces cours sont donnés soit au centre de formation et de perfectionnement de la Prévention routière à l'autodrome de Linas-Montlhéry (de mars à juillet), soit occasionnellement dans certaines villes de province.

* Pour tous renseignements complémentaires s'adresser soit à la Prévention routière, Lina-Montlhéry, Tél. 981-20-03 ; soit à la Fédération française de camping et de caravanning, 73, rue de Rivoli, 75004 Paris, Tél. 272-84-08.

VIE SOCIALE

COMITÉS D'ENTREPRISES : UN NUMÉRO SPÉCIAL DE LIASONS SOCIALES. — Vingt mille comités d'entreprise en 1977, plus de trente mille aujourd'hui, c'est dire l'importance du sujet traité par « Liasons sociales », qui, en deux cent six pages décrit le champ d'application, la constitution, les attributions et le fonctionnement ainsi que la responsabilité des comités d'entreprise.

* Comité d'entreprise, numéro spécial des « Liasons sociales », prix : 5 F R.T.C. France, à commander à « Liasons sociales », 5, avenue de la République, 75001 Paris Cedex 11.

VIVRE A PARIS

LE MUSÉE DE LA POSTE RÉNOVÉ. — Les travaux de modernisation du Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, sont achevés. Ce musée contient des pièces exceptionnelles de toutes les époques, réparties dans une quinzaïne de salles. On y trouve, par exemple, des lettres écrites il y a quatre mille cinq cents ans, des papyrus égyptiens encore plus anciens... et, bien sûr, tous les éléments de l'histoire de la poste française depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours.

PARIS EN VISITE

JEUDI 24 JANVIER

« Le château de Vincennes », 15 h, entrée, Mme Guillot.
 « Le Palais de Tokyo », 15 h, 11, avenue du Président-Wilson, Mme Vermeersch.
 « Musée Cognac-Jay », 15 h, 25, boulevard des Capucines, Mme Zujovic.
 « Dall & Beaunour », 15 h, galerie de l'exposition (Connaitre l'Art et d'ailleurs).

« Les derniers jours de Delacroix », 15 h, place de Furstemberg (Histoire et Archéologie).
 « La vie à la cour de Louis XV », 14 h, 45, 25, boulevard des Capucines (M. de la Roche).
 « Les synagogues de la rue de Bercy », le couvent des Bénédictines, 15 h, 3, rue Malher (Templis).

CONFÉRENCES

18 h, Carole Interallié, 33, rue du Faubourg-Saint-Honoré, amiral de Casanova : « La marine nationale face à une nouvelle menace : la pollution ».
 18 h, 30, 28, rue des Saints-Pères, M. Jacques Gohier : « Régionalisme de Vichy à la Cote d'Azur ».
 18 h, 30, Centre Georges-François, salle d'actualité, rue-de-chaussée, MM. D. Kalsgruber, P. Mayet, L. Sté : « Pouvoir et décision ».
 19 h, Normandy Hôtel, 7, rue de l'Échelle : « Bokankar présente ses enseignements ».

19 h, 30, amphithéâtre Bachelder, 1, rue Victor-Cousin, F. Humbert-Biondi : « La mort, vers quels nouveaux hasards, vers quelles découvertes ? » (Université populaire de Paris).
 20 h, 30, 62, rue Madame, M. J.-P. Adam : « Pompéi, une ville universelle vivante » (Aroux).
 20 h, 30, Institut international, 121, rue de Joliet, M. Onno ter Kuile : « Adrien Hanneman, portraitiste de la société hughenote ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 23 janvier 1980 :

DÉCRET

● Relatif aux attributions du ministre du travail et de la participation en matière de formation professionnelle ;
 ● Modifiant le décret du 4 décembre 1978 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès

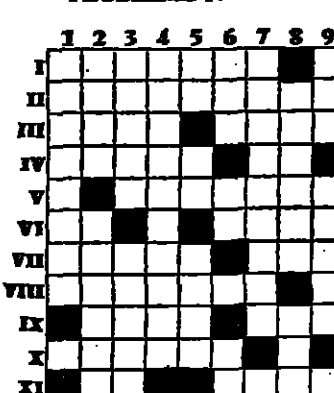
du ministre du travail et de la participation en matière de formation professionnelle.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la rémunération des médecins assermentés et agréés auprès de l'administration ainsi que des membres des comités médicaux prévus par le décret du 14 février 1959.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2582



HORIZONTALEMENT

I. Doivent avoir de bonnes joues et de fortes fesses. — II. S'allonge dès qu'il y a un feu. — III. L'honneur en a un. Fait preuve d'attachement. — IV. État disparu ; Partie de la pièce. — V. Caractère qu'on peut attribuer à

celui qui est incapable de faire des courbettes. — VI. Dans un alphabet étranger : Se laisse aller. — VII. Contre d'Afrique ; Marque l'égalité. — VIII. En plein la vue. — IX. Observé par ceux qui veulent y voir clair ; Un point. — X. Transport en commun. — XI. Conjonction ; Sorte de foire.

VERTICALEMENT

1. Point du jour. — 2. Parole d'ami ; Nom qu'on peut donner au plaisir. — 3. Traiter comme une mauvaise affaire ; Coeur dans les bies. — 4. Fréquent chez celui qui va bientôt démentir. — 5. N'a pas un grand lit ; Note ; D'un auxiliaire. — 6. Peut faire une belle rappe ; Protège une phalange ; Pronom. — 7. Caractère qu'on peut attribuer à celui qui vaut bien un franc. — 8. Qui peuvent facilement se torturer. — 9. Peut être tiré par les oreilles quand il est gros. — 10. Sans bavures ; Une partie d'autrefois.

Solution du problème n° 2581

Horizontalement
 I. Lésence. — II. Arpentage. — III. Urat. — IV. De : O.T. — V. Accordeur. — VI. Tu. — VII. Is. — VIII. Mére. — IX. Va. — X. Dénia. — XI. Etre. — XII. Sialonneur. — XIII. Eta. — XIV. Usé.

Verticalement
 1. Laudatives. — 2. Irréversible. — 3. Spa. — 4. Botton ; delà. — 5. Une ; Rime. — 6. St ; Idées. — 7. Mui. — 8. Saut. — 9. Belfre ; Surs. — 10. Grupper ; Us. — 11. Belfre ; Surs.

GUY BROUTY.

AUTOMOBILE

Les contrôles antipollution

Répondant à une question écrite de M. Christian Pécrot, député socialiste, le ministre de l'Intérieur indique, dans le Journal officiel du 14 janvier, dans quelles conditions juridiques sont effectués les contrôles antipollution sur les automobiles ou les motos.

« La procédure des contrôles antipollution est déterminée par l'arrêté ministériel du 12 novembre 1965, qui prévoit trois accélération successives aussi rapides que possible pour éliminer les stries et résidus du système d'échappement, et une quatrième accélération au cours de laquelle est effectué le contrôle proprement dit à l'aide d'un opacimètre.

« Cette opération demande une technicité poussée et ne peut être contrôlée que par une personne initiée, de façon à obtenir un résultat objectif et répondre aux normes de la réglementation.

« C'est la raison pour laquelle les contrôles sont effectués par des agents ayant reçu un enseignement spécialisé lors de stages de formation et de recyclages annuels aux laboratoires de l'Union technique de l'automobile, du motocycle et du cycle (UTAC), à Montlhéry.

« Le code de la route permet à ces agents d'affecter les contrôles nécessaires pour vérifier que les véhicules automobiles n'émettent pas de fumées, de gaz toxiques, corrosifs ou odorants présentant un danger pour la santé et la sécurité publiques. (Articles 12-50 et 12-51.)
 « Au cas où un automobiliste refusait de se soumettre à ce contrôle, il pourrait être poursuivi sur la base de l'article 1-4

du code précité. Toutefois, de manière habituelle, les agents effectuant ces contrôles agissent avec l'accord des conducteurs et, lorsque des véhicules se résistent poliment, font souvent preuve de bienveillance à l'égard des propriétaires qui leur paraissent de bonne foi, sous réserve de se faire représenter, dans un bref délai, les véhicules après mise au point chez un professionnel de l'automobile. »

« La procédure des contrôles antipollution est déterminée par l'arrêté ministériel du 12 novembre 1965, qui prévoit trois accélération successives aussi rapides que possible pour éliminer les stries et résidus du système d'échappement, et une quatrième accélération au cours de laquelle est effectué le contrôle proprement dit à l'aide d'un opacimètre.

« Cette opération demande une technicité poussée et ne peut être contrôlée que par une personne initiée, de façon à obtenir un résultat objectif et répondre aux normes de la réglementation.

« C'est la raison pour laquelle les contrôles sont effectués par des agents ayant reçu un enseignement spécialisé lors de stages de formation et de recyclages annuels aux laboratoires de l'Union technique de l'automobile, du motocycle et du cycle (UTAC), à Montlhéry.

« Le code de la route permet à ces agents d'affecter les contrôles nécessaires pour vérifier que les véhicules automobiles n'émettent pas de fumées, de gaz toxiques, corrosifs ou odorants présentant un danger pour la santé et la sécurité publiques. (Articles 12-50 et 12-51.)
 « Au cas où un automobiliste refusait de se soumettre à ce contrôle, il pourrait être poursuivi sur la base de l'article 1-4

du code précité. Toutefois, de manière habituelle, les agents effectuant ces contrôles agissent avec l'accord des conducteurs et, lorsque des véhicules se résistent poliment, font souvent preuve de bienveillance à l'égard des propriétaires qui leur paraissent de bonne foi, sous réserve de se faire représenter, dans un bref délai, les véhicules après mise au point chez un professionnel de l'automobile. »

Il existe un traitement efficace qui peut vous éviter cette crainte : Préparation H°.

Préparation H° favorise la resorption des hémorroïdes et régénère les tissus lésés. Utilisez Préparation H°, en pommade ou en suppositoires, dès la première atteinte du mal. C'est un moyen de ne pas laisser les choses s'aggraver ! Chez votre pharmacien. Visa GP. 184. G. 380.

Préparation H° favorise la resorption des hémorroïdes et régénère les tissus lésés. Utilisez Préparation H°, en pommade ou en suppositoires, dès la première atteinte du mal. C'est un moyen de ne pas laisser les choses s'aggraver ! Chez votre pharmacien. Visa GP. 184. G. 380.

Préparation H° favorise la resorption des hémorroïdes et régénère les tissus lésés. Utilisez Préparation H°, en pommade ou en suppositoires, dès la première atteinte du mal. C'est un moyen de ne pas laisser les choses s'aggraver ! Chez votre pharmacien. Visa GP. 184. G. 380.

Préparation H° favorise la resorption des hémorroïdes et régénère les tissus lésés. Utilisez Préparation H°, en pommade ou en suppositoires, dès la première atteinte du mal. C'est un moyen de ne pas laisser les choses s'aggraver ! Chez votre pharmacien. Visa GP. 184. G. 380.

HÉMORROÏDES : CESSEZ DE SOUFFRIR !

Grâce à un traitement qui soulage la douleur.

Non seulement les hémorroïdes causent des douleurs souvent insupportables, mais elles modifient le caractère et le malade vit dans la crainte d'une intervention chirurgicale.

Il existe un traitement efficace qui peut vous éviter cette

Préparation H° favorise la resorption des hémorroïdes et régénère les tissus lésés. Utilisez Préparation H°, en pommade ou en suppositoires, dès la première atteinte du mal. C'est un moyen de ne pas laisser les choses s'aggraver ! Chez votre pharmacien. Visa GP. 184. G. 380.

Préparation H° favorise la resorption des hémorroïdes et régénère les tissus lésés. Utilisez Préparation H°, en pommade ou en suppositoires, dès la première atteinte du mal. C'est un moyen de ne pas laisser les choses s'aggraver ! Chez votre pharmacien. Visa GP. 184. G. 380.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,98
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITALS	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
C.A. 500 millions
recherche

pour son Service **MARKETING**

DEUX INGÉNIEURS E. T. P.

1) Ingénieur Technico-Commercial
2) Ingénieur d'Etudes de Produits

Expérience souhaitée : Bâtiment (chantier ou bureau d'études).
Résidence région parisienne.

Déplacements fréquents dans toute la France.

Adresser curriculum vitae à N° 42.567 - **CONTEXTE Publicité**,
20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Important constructeur français du secteur aéronautique, leader européen sur son marché, recherche dans le cadre de la réalisation de son nouveau plan informatique

UN INGÉNIEUR SYSTÈME DB/DC

matériel utilisé : 2 IBM 370 et mini 6.
Compétences requises DOS/VS et CICS.

Mission :

- mettre en place et tester un système DB/DC et ses procédures de sécurité,
- assister les équipes projet,
- gérer les tables CICS,
- analyser le développement du réseau temps réel.

Adresser lettre manuscrite CV à N° 1259
EMPLOIS ET ENTREPRISES
16, rue Volney, 75002 PARIS

périphériques magnétiques

La Compagnie Internationale pour l'Informatique CII-Honeywell Bull recherche pour sa Direction des Périphériques Magnétiques

10 ingénieurs grandes écoles

dans les spécialités suivantes :

- électronique (logique et analogique);
- mécanique;
- informatique;
- automatique;
- magnétisme.

6 techniciens en électronique

niveau BTS, DUT ou équivalent.

1 dessinateur étude 2

implantation sur circuits imprimés.

Ils devront participer à l'élaboration de périphériques magnétiques ainsi qu'à la mise au point de maquettes et sous-ensembles.

Ces postes sont à pourvoir dans une équipe de haute technicité implantée aux CLAYES-SOUS-BOIS (Yvelines).

Un transport Compagnie est assuré de Paris et de Versailles vers le lieu de travail.

Les lettres de candidatures manuscrites accompagnées d'un CV et des prétentions sont à adresser à :

CII Honeywell Bull
Gestion du Personnel
P.C. B.3/273
Avenue Jean-Jaurès,
78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS

CII Honeywell Bull

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE
recherche

un ingénieur

École Centrale, Mines, ayant 5 ans d'ancienneté dans le domaine de la mécanique des structures.

Ce poste couvre 2 pôles d'activités :

- Participation à la modélisation mathématique des problèmes de résistance des matériaux dans une équipe d'études et de réalisations industrielles.
- Analyse des codes numériques réalisés dans cette équipe : proposition d'amélioration aussi bien dans le domaine de la modélisation mathématique qu'au niveau numérique et informatique.

Le poste comportera une grande autonomie.

Lieu de travail : région parisienne.

Adresser C.V. et prétentions à :

CISI, Direction du Personnel, 35 bd Brune, 75014 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
siège à PARIS
faitant partie d'un Groupe International
recherche

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

CONFIRMES ou DEBUTANTS

Chargés à Paris de préparer nos offres et de les défendre à l'étranger.

- Une expérience en télécommunications pour les ingénieurs confirmés et une formation de base dans ce domaine pour les ingénieurs débutants seront très appréciées.
- Une bonne connaissance de l'anglais sera indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions à N° 42181
CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LAMECLA
Groupe THOMSON CSF

recherche

pour proche banlieue Ouest

INGÉNIEURS-ELECTRONICIENS

TECHNICIENS

Titulaires du BTS ou DUT électronicien, débutants ou ayant quelques années d'expérience pour étude et développement de systèmes (logiciel et matériel) ou pour :

- maintenance d'instruments scientifiques, nombreux déplacements France et étranger
- mise au point
- installation.

Téléphonez au 334.30.60 poste 160

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MÉTALLURGIE ET DE MÉCANIQUE
à vocation internationale recherche

CADRE COMMERCIAL EXPORT

BILINGUE ANGLAIS - ESPAGNOL SOUHAITE

LE POSTE :

Au sein de la Direction Commerciale et après une période de formation appropriée à la connaissance des techniques et des produits, le candidat aura pour mission de suivre une clientèle internationale (15 pays environ).

Une évolution des responsabilités est possible après quelques années.

L'HOMME :

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce avec quelques années d'expérience de négociations, sera basé à PARIS. Déplacements fréquents.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous référence 2187 à Mme LAMY qui transmettra

SORION 35, rue du Rocher 75008 PARIS

Réponse et discrétion assurées.

BREVATOME
recherche

INGÉNIEUR BREVETS

Mécanique - Physique.

Formation Grande Ecole appréciée.

Anglais-allemand souhaités.

Les diplômés du CHIFFI auront la préférence, mais les débutants ne seront pas écartés.

Ecrire avec C.V. et prétentions.

25, rue de Fonthelm, 75008 PARIS.

Important groupe électronique professionnelle recherche

JEUNE INGÉNIEUR

Diplômé grande école exclusivement (ENST - ESE - ENSI)

Débutant ou ayant quelques années d'expérience pour étude et développement matériel électronique de haute technicité utilisant circuits transistorisés et dispositifs hyperfréquences.

Adresser C.V., photo (retournée), N° 42.405 à : **CONTEXTE Publ.**, 20 av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

DAF France
recherche

pour son département

PIÈCES DE RECHANGE

UN RESPONSABLE GESTION DES STOCKS

Expérience informatique impérative.

Niveau IUT Gestion.

Pratique Anglais souhaitée.

UN RESPONSABLE PRIX

Expérience Analyse et fixation des prix de 3 à 5 ans souhaitée.

Niveau BAC G ou BEP Commercial.

Adresser CV détaillé, photo à **DAF France - Service du Personnel, Surveillers B.P. 4 - 95470 FOSSES**

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche

UN CALCULATEUR GÉOPHYSICIEN

Déchargé des obligations militaires.

Titulaire d'un BAC C ou E ou BTS.

Expérience professionnelle géophysique plusieurs années, souhaitée.

Connaissance de l'anglais.

Aptitude physique à l'expérimentation.

Affectation à PARIS LA DEFENSE.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous réf. 41.861 à S.N.E.A.P. D.C. Recrutement 26, Avenue des Lilas - 64000 PAU.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
recherche pour son Service Informatique à St Quentin en Yvelines (78)

Un(e) Attaché(e) de Gestion

- Pour assurer la coordination et la réalisation du plan informatique
- Participer aux divers stages de gestion
- Etudes supérieures
- Formation ou expérience informatique exigée
- Connaissance de la gestion souhaitée
- Expérience professionnelle de 3 ans.

Adresser C.V., photo, salaire et prétentions à **CNCA Recrutement Carrières** Cedex 26 75300 Paris Bruns

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES PETROLE
RECHERCHE - PRODUCTION - RAFFINAGE - TRANSFORMATION
recherche :

1. experts indépendants de haut niveau et jeunes retraités

ayant disponibilité pour effectuer des missions ponctuelles dans les différentes branches d'activités pétrolières : recherche, forage, production, transport, raffinage... tant aux points de vue conception, étude réalisation qu'au point de vue exploitation.

2. ingénieurs de production

connaissant bien les techniques de production et de récupération d'huile ainsi qu'équipements et installations fond et surface.

3. ingénieurs et techniciens

ayant une expérience récente dans activités siège et chantier suivantes :

- A - chef de projet - coordination et gestion.
- B - assistants chefs de projet ayant une compétence technique polyvalente
- C - process design unités raffinage et pétrochimie
- D - ingénieurs et techniciens spécialisés en machines, chaudronnerie, tuyauterie, thermique
- E - responsables achats équipement et matériel
- F - ingénieurs en estimation prix et délais
- G - ingénieurs et superviseurs de travaux toutes disciplines.

Pour tous ces postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable ainsi qu'un diplôme d'ingénieur ou au minimum de BTS.

Des missions de longue durée hors de France sont à envisager.

Les candidats devront préciser la référence du poste demandé, joindre une photo et indiquer leur numéro de téléphone personnel N° 41.672 **CONTEXTE Publicité** 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

GRUPE D'ASSURANCES
170 personnes - CENTRE DE PARIS
cherche

chef du personnel

Responsable de la gestion administrative (paie, retraite, formation, relations avec les organismes sociaux, etc...).

Nous demandons :

- de très bonnes connaissances en droit du travail du niveau DESS,
- une expérience d'au moins 5 à 6 ans,
- un poste similaire dans une compagnie d'assurances serait un atout très apprécié.

Salaire de départ 9.000 F x 13,5.

Ecr. avec CV à Melle D'ORNANT - FIDAL PARIS 18 bis r. de Villiers 92200 LEVALLOIS

G. BRENGARD vous remercia de bien vouloir noter la

nouvelle adresse

RECHERCHE ET FORMATION DE CADRES.

57 RUE D'AMSTERDAM, PARIS 8^e 281 1322

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

La Direction de l'Information et du Développement Commercial de L'UNION NATIONALE DES CAISSES D'ÉPARGNE de FRANCE recherche un

ASSISTANT DE DIRECTION

Exigences :
— Diplôme d'une Ecole Supérieure de commerce ou équivalent.
— Connaissances en Économie et Marketing.
— Sens des contacts.
— Aptitude au travail en équipe.
— Première expérience bancaire souhaitée.
— Bonne maîtrise de l'Anglais.
— Disponibilité pour des déplacements brefs et fréquents.
— 2 ans d'expérience minimum.

Fonction :
Il participera aux tâches suivantes :
— Animation commerciale.
— Formation commerciale.
— Études et analyses marketing.
— Suivi commercial des produits.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 5263 à UNCEP, Service du Personnel - 5, rue Masseran - 75007 PARIS

SV 2

FILIALE CROUZET-SFENA
Société Aéronautique
recherche

4 INGÉNIEURS

Grandes Ecoles
trois ans d'expérience
minimum
Formation aéronautique de préférence
pour les postes 1, 2 et 3

1) Etude et développement de systèmes de navigation
Ayant expérience en :
• Technique numérique.
• Traitement du signal.
• Anglais indispensable.
Lieu de travail :
18 route de Valenciennes (Drôme),
Fais Région Parisienne.

2) Inertie Strapdown
3) Equipements avioniques divers
4) Optique moderne

Lieu de travail :
Région Parisienne
Pour les postes 2, 3 et 4.

Adresser C.V. manuscrit et photo
à S V 2 - Tour Vendôme
204, Rond-Point du Tour de Sévres
9216 BOULOGNE - BILLANCOURT.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Banlieue Sud de Paris
recherche

INGÉNIEUR INFORMATIEN

pour participer à la réalisation
de systèmes temps réel.

Connaissances souhaitées :
• assembleur (mini ou micro) ;
• analyse numérique ;
• systèmes de base ;
• gestion de périphérie.

Adresser C.V. détaillé et rémunération souhaitée
sous réf. 42.13 Cousseau Publicité,
20, av. de l'Opéra, 75000 PARIS CEDEX 01, q. 1.

YACHT LOISIRS

AGENCE BENEUX
extension centre PARIS

Nous recherchons :

COLLABORATRICES

DE HAUT NIVEAU
Bilingue ou trilingue de préférence pour milieux
d'affaires et industriels.

MODÈLES

POUR PUBLICITES TOURISTIQUES

Téléphoner pour rendez-vous de 9 h. à 20 h.
sans interruption demander M. MARCHAND
au poste 387-31-89, poste 312.

ingénieur commercial

pour démarcher clientèle en Algérie pour
matériels :
• traitement de texte
• photocomposition
• machine à imprimer
Ce candidat devra avoir :
• l'expérience du marché algérien
• posséder des connaissances dans le domaine des
Arts Graphiques
• accepter de nombreux déplacements
• connaissances anglaises/arabes appréciées.
La société assure :
• formation sur les matériels
• une rémunération motivante évolutive.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et
prétentions, sous réf. 78265 M, à HAVAS
CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008
PARIS, qui transmettra.

CHAMBRE SYNDICALE PATRONALE PARIS (16^e)

recherche
pour la Direction
de l'une de ses branches professionnelles

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

(35 ans environ)
Licencié Droit public ou privé

— Quelques années d'expérience dans poste (s)
lui ayant permis de se familiariser concrètement
avec les questions et dossiers juridiques, fiscaux,
sociaux, comptables inhérents aux activités
commerciales et libérales.
— Qualités de synthèse, de rédaction et d'expres-
sion orale.
— Aptitudes dans les contacts et les négociations
avec administration et partenaires profession-
nels.
— Supplément dynamique et volontaire dans la
défense des intérêts de la branche profession-
nelle dont il aura la responsabilité.
— Libre immédiatement.

Adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo
sous référence 27.720 à
PUBLICITE-INTER
73, rue Voltaire, 92000 LEVALLOIS, qui transmettra.

Importante Centrale d'Achats et de Services
recrute

pour son service Magasins de Détails

JEUNE COLLABORATEUR ANIMATION PUBLICITÉ

Ayant à charge :
— La mise au point de programme de commu-
nication (ouverture et maintenance).
— Le choix des actions et des supports, l'établisse-
ment des budgets et le contrôle des réalisations.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat ayant
reçu une formation supérieure en publicité (B.T.S.)
disposant d'une expérience d'une ou deux années
en agence ou chez l'annonceur et capable de
travailler en équipe.

Lieu : PARIS

Fréquents déplacements en province.
Env. lettre manuscrite, C.V., prêt. et photo à
REGIE-PRESSE
n° 17.789 M, 85 bis, rue Beaumour, 75002 PARIS.

INGÉNIEUR

CENTRALE, A.M. ou EQUIVALENT
AGE 35 ANS MIN.

POSTE D'ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

d'une société de travaux d'entretien
et d'exploitation de chaudières, chaudières,
tuyauterie industrielle.

NOMBREUSES AGENCES EN FRANCE.

— Dans un premier temps chargé de Missions
fonctionnelles dans les Domaines d'organisa-
tion et de Contrôle des moyens mis en œuvre
par les Agences.

— Ensuite action directe sur le terrain avec res-
ponsabilité totale d'un secteur comprenant
plusieurs Agences régionales.

— Ce poste à pourvoir à Paris implique la par-
ticipation active et permanente à des travaux
de dépannage et de maintenance chez les
clients.

— Il devrait convenir à l'INGÉNIEUR dynamique
ayant goût des chantiers et des contacts
humains avec quelques années de pratique dans
le chauffage, les chaudières, la tuyauterie et
l'installation thermique en général.

— Salaire en fonction des références, possibilité
de carrière dans le groupe, régime de service
à disposition permanente et personnelle.

Adresser C.V. manuscrit à Cabinet J.D.
B.P. 53, réf. 95.9283 ASNIERES, qui transmettra.
DISCRETION ASSURÉE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

recherche d'URGENCE

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN (ENSI)

Il devra participer à l'étude système d'un ensemble
informatique de télécommunications utilisant des
micro-processeurs, pour devenir ensuite respon-
sable de l'étude et de la réalisation du produit.

Il aura une expérience antérieure dans le domaine
des techniques numériques et des micro-proces-
seurs.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Lieu de travail : Région TRAPPES (78).

Adresser C.V. et prétention, n° 42.154 Cousseau Publicité,
20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

Jeune ingénieur d'affaires

UN GROUPE INDUSTRIEL DE PREMIER
PLAN, biens d'équipement destinés à
l'énergie nucléaire recherche un ingénieur
pour lui confier la responsabilité de la réalisation
de commandes complètes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé
(IDN, AM, INSA...) ayant un goût marqué pour
les contacts (clients usines, fournisseurs, clients),
des qualités de méthode et de rigueur et une
grande disponibilité.

La connaissance de l'anglais est indispensable
pour lui permettre une évolution de carrière
vers des fonctions à dominante commerciale.

Poste à Paris.

Envoyer sous
réf. CR 313 AM
4, rue Masseran
75016 PARIS
DISCRETION ASSURÉE



IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE QUI DÉVELOPPE ET DIFFUSE DES PRODUITS DE POINTE dans le domaine de la communication

recherche un

CHEF DES VENTES

En charge de la fonction marketing
et de la fonction vente

L'expérience dans ces domaines, cen-
trée sur un matériel électronique ou
informatique, est nécessaire au titulaire
de ce poste, pour participer au dévelop-
pement important que doit connaître la
société. L'entreprise confère une impor-
tance majeure aux méthodes modernes
d'analyse des marchés, à la définition
des attentes futures de la clientèle, ainsi
qu'à la gestion d'un réseau de vente et
d'installation.

Elle propose au candidat, une autonomie
d'initiative exceptionnelle.

La connaissance de la langue Anglaise
est exigée.

Le poste est à pourvoir à Paris

Envoyer C.V. et prétentions
sous réf. 82574 M à BLEU Publicité
17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

ORGANISME CONSEIL MICRO-ÉLECTRONIQUE

recherche

INGÉNIEURS et TECHNICIENS

expérimentés en micro-processeurs pour

• interventions ponctuelles de conseils et
études. réf. 100

• ou emploi temps complet. réf. 300

Écrire, en précisant bien la référence choisie,
n° 87211, PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

FLOBO S.A.

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

CONFIRME

pr vente réducteur et matériel de

SECT. REGION PROVINCIALE

SECT. FLOBO 31-35, LAMBERTS
92400 COURBOVILLE

ou TEL : 780-64-76 - 323-49-99.

BURROUGHS

CERTIFICAT

STANDARDISTE

EXPERIMENTÉE

BILANCIER

TELEPHONE : 780-62-01, poste 247.

PRET A PORTER DE LUXE

recherche

pour son siège social à Paris

DIRECTEUR

COMPTABLE

ET FINANCIER

LE POSTE :

— Direction et animation pour

la Société Mère et filiales

de Service comptable et tré-
sorerie ;

— Gestion avec le service infor-
matique ;

— Contact direct avec le pré-
sident ;

— Participation à l'élaboration des
budgets.

LE PROFIL :

— environ 35 ans, dynamique ;

— capacité d'encadrement ;

— excellent praticien de l'infor-
matique et d'un langage de pro-
grammation ;

— expérience de chef comp-
table et de gestion de trésoré-
rie, minimum 5 ans.

Adresser C.V. avec photo à n° 4712
CONTESSA Publicité
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}

importante admission
recherche pour PARIS

DOCUMENTALISTE

TECHNIQUE

(CADRE A)

Il devra être chargé (e) de
faire fonctionner et de dévelop-
per un service de documenta-
tion et d'envoi de documents
matérialisés (microfilm, microfiche, etc.)

Adresser C.V. photo et prétention
à n° 4712 CONTESSA Publicité,
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

INFORMATIS

St engineering de

SYSTEMES INFORMATIQUES

pour importants projets

VILLE DE SAINT-DENIS

recherche

GÉOGRAPHE URBANISTE

capable maîtriser questions

spatiales et données population

pour mener études et habitat,
aménagement, traitement mensuel 2.157 F net.

Env. C.V. dét. au Service du
Pers., 92050 Mairie de St-Denis.

URGENT

A.T.P. ou INGENIEURS

connaissances BASIC-FORTRAN

(PL. 1) langue mission rég. pa-
rienne, poss. de carrière.
Tel. 355-37-37

STE ELECTRONIQUE

Pte de CLIGNANCOURT

recherche

UN A.T.

ELECTRONICIEN IV 2

LABORATOIRE

POUR ETUDES

UN A.T.

ELECTRONICIEN IV 1

POUR REGLAGES

MAINTENANCE

Connaissances V.H.F. appréciées

SDI TEL 155, rue de St-Denis,
92000 SAINT-DENIS

Tel. pour rendez-vous :
354-51-00 (poste 20)

AEG TELEFUNKEN

(FRANCE) S.A.

DEPT OUTILLAGE

ELECTRIQUE

recherche pour formation

et contrôle de son réseau

Après-vente

UN TECHNICIEN

ITINERANT

Ayant bonnes connaissances

en électronique

et à 3 ans d'expérience exigés

— Capable de mettre en place

méthodes de contrôle et de

gestion d'une station

— Notions allemandes souhaitées,
mais non exigées

— Fréquents déplacements sur
tout le territoire à prévoir.

Le candidat devra faire
preuve de dynamisme.

Adresser C.V. photo et prétentions :
A.E.G. - TELEFUNKEN
Service du Personnel
4, boulevard du Général-Ledec
92115 CLICHY

CL. NEGOCIATEUR

DE METIER VENTE APPARTS

PARIS OUEST. 28-12-79

ORGANISME PROFESSIONNEL

ETUDE - rech. pour l'analyse

statistiques, études

économiques et études

SPECIALISTE EXPERIMENTE

possède formation

mathématiques et connaissances

secteur mécanique.

Adresser candidature indiquant
diplôme, expér., salaire de-
mandé à A.M.P. réf. n° 8721/JR
40, rue Olivier-de-Serres,
PARIS-19^e, qui transmettra.

Productions tubes et tôles
acier, carbone et spéculum
recherche

UN ATTACHE

COMMERCIAL

bilingue français-anglais

Nombreux séjours en Angleterre

Préférence libre de suite

Discretions assurées

Env. C.V. et prétentions, à :
Berkeley Building Cedex 19
92081 Paris-La Défense

URGENT

A.T.P. ou INGENIEURS

connaissances BASIC-FORTRAN

(PL. 1) langue mission rég. pa-
rienne, poss. de carrière.
Tel. 355-37-37

STE ELECTRONIQUE

Pte de CLIGNANCOURT

recherche

UN A.T.

ELECTRONICIEN IV 2

LABORATOIRE

POUR ETUDES

UN A.T.

ELECTRONICIEN IV 1

POUR REGLAGES

MAINTENANCE

Connaissances V.H.F. appréciées

SDI TEL 155, rue de St-Denis,
92000 SAINT-DENIS

Tel. pour rendez-vous :
354-51-00 (poste 20)

AEG TELEFUNKEN

(FRANCE) S.A.

DEPT OUTILLAGE

ELECTRIQUE

recherche pour formation

et contrôle de son réseau

Après-vente

UN TECHNICIEN

ITINERANT

Ayant bonnes connaissances

en électronique

et à 3 ans d'expérience exigés

— Capable de mettre en place

méthodes de contrôle et de

gestion d'une station

— Notions allemandes souhaitées,
mais non exigées

— Fréquents déplacements sur
tout le territoire à prévoir.

Le candidat devra faire
preuve de dynamisme.

Adresser C.V. photo et prétentions :
A.E.G. - TELEFUNKEN
Service du Personnel
4, boulevard du Général-Ledec
92115 CLICHY

CL. NEGOCIATEUR

DE METIER VENTE APPARTS

PARIS OUEST. 28-12-79

ORGANISME PROFESSIONNEL

ETUDE - rech. pour l'analyse

statistiques, études

économiques et études

SPECIALISTE EXPERIMENTE

possède formation

mathématiques et connaissances

secteur mécanique.

Adresser candidature indiquant
diplôme, expér., salaire de-
mandé à A.M.P. réf. n° 8721/JR
40, rue Olivier-de-Serres,
PARIS-19^e, qui transmettra.

Productions tubes et tôles
acier, carbone et spéculum
recherche

Le Monde

régions

Ile-de-France

Les chauffeurs de taxi parisiens suspendent leur mouvement de grève

Ils appliqueront une hausse de 15 %

L'assemblée générale des chauffeurs de taxi, réunie le mercredi 23 janvier à Paris, a décidé de suspendre le mouvement de grève. Elle s'est prononcée pour l'application immédiate du relèvement des tarifs de 15 %, alors qu'un arrêté préfectoral du 16 janvier dernier prévoyait cette hausse en deux temps : 10 % en janvier et 5 % le 1^{er} juillet.

M. Édouard Frédéric-Dupont : leur cause est juste

La mairie de Paris, on le sait, a apporté son soutien aux chauffeurs de taxi. M. Édouard Frédéric-Dupont (Union pour Paris), adjoint au maire et président de la commission extra-municipale chargée d'étudier le problème des taxis dans la capitale, s'explique.

« Pourquoi la mairie soutient-elle les taxis ? »
— Parce que leur cause est juste. Il n'y a pas de raison, en effet, de laisser mourir une profession parce que le ministère de l'économie s'en désintéresse. Sait-on, par exemple, qu'en octobre 1979 le gain moyen d'un chauffeur de taxi, pourboires compris, était de 3 500 francs par mois ? Sait-on encore que, depuis janvier 1979, le gain a augmenté de 30 % ? Sait-on également que seul 1 franc de hausse du tarif était autorisé pour une course en gare. Il sera de 2 francs avec l'application des 10 %. Et je ne parle pas de l'augmentation considérable des assurances.

— Comment a-t-on pu arriver à une telle situation ?

— Le taxi est un élément essentiel pour la vie de la capitale. C'est un véritable service public. Ses voyageurs représentent 40 % de ceux qui empruntent l'automobile. Or le gouvernement leur

refuse la détaxe de l'essence qu'il a accordée aux marins pêcheurs et aux agriculteurs. Autre exemple : le gaz liquéfié. Les chauffeurs de taxi de Tokyo et des grandes villes européennes roulent au gaz liquéfié, moins coûteux et moins polluant que l'essence. Or à Paris son utilisation est limitée aux autobus. Cela n'est pas normal. Pas de détaxe, pas de gaz liquéfié, un faible pouvoir d'achat, un métier de creveu-la-faim, tout cela explique la situation explosive que nous connaissons aujourd'hui.

— Pourquoi les 15 % immédiats ?

— Le gouvernement, qui a une

très grosse responsabilité dans le déclenchement du mouvement de grève, sait que cette responsabilité est juste. Mais il préfère appliquer en deux temps cette augmentation car elle rentre en ligne de compte pour le calcul de l'indice des prix. Une telle attitude n'est pas normale. On connaît la situation des chauffeurs de taxi dans la capitale. Ils sont en effet quatorze mille, dont sept mille artisans qui vivent chichement. Les autres sont employés dans des compagnies au bord de l'asphyxie. Cela est si vrai que les salaires deviennent les actionnaires de ces compagnies pour pouvoir survivre.

A Orly

Grévistes musclés à l'ouest chauffeurs complaisants au sud

A Orly, mardi matin 22 janvier, le décor des taxis disponibles était vite fait. Qu'on soit à l'aéroport sud ou ouest, et prenant son mal en patience, on avait toutes

les chances de n'en voir aucun. À l'évidence, si quelques chauffeurs non grévistes ont tout de même pu circuler à leurs risques et périls, c'est dans une quasi-clandestinité. L'aéroport, beaucoup mieux sécurisé, n'est pas un lieu de croisière — lent — et les files d'attente de passagers sont claires. Au guichet « renseignements » de l'aéroport de Paris, les deux hôtes de permanence ne les bercent d'ailleurs pas d'illusion : « Vous savez, c'est la grève », se contentent-elles d'indiquer aux passagers sans plus y prêter attention. Les quelques policiers de faction n'ont, quant à eux, relevé aucun incident majeur. Il est vrai que la desserte d'Orly par les transports en commun, trains et bus, est convenable. Des bus qui, aux dires des deux conducteurs rencontrés, n'ont guère été beaucoup plus chargés qu'à l'ordinaire.

Au panneau « taxis » de l'aéroport sud, une quinzaine de personnes, avec leurs lourds bagages, s'obstinent tout de même à attendre un hypothétique véhicule. Deux chauffeurs à pied, et à titre individuel, tentent de les aider et de les rassurer en expliquant : « Vous savez, la grève, tout le monde n'est pas forcément d'accord, mais ceux qui ne la suivent pas risquent d'y laisser leur voiture. Alors, le moins qu'on puisse faire, c'est de ne pas abandonner ces gens qui nous font tout de même vivre. »

Côté ouest, le ton est tout différent : une poignée de grévistes musclés et peu affables s'appliquent à dissuader la clientèle : « Les taxis, non. Monsieur, il n'y en a pas ! » Puis, en riant : « Mais si vous allez à Marseille, on peut voir... » — S. B.

Nord-Pas-de-Calais

MILLE HUIT CENTS LOGEMENTS EN CHANTIER DANS LA VILLE NOUVELLE DE VILLENEUVE-D'ASCO

(De notre correspondant.)

Lille. — La ville nouvelle de Villeneuve-d'Asco, dans la banlieue lilloise, continue son développement « avec des contraintes mesurées », a affirmé M. Michel Colot, directeur de l'EPAL (établissement public d'aménagement de Lille-Est), en dressant, il y a quelques mois, le bilan des opérations réalisées en 1979. On notera surtout, comme élément positif, la construction ou le lancement de quelque 1 800 logements, l'installation d'activités industrielles (une vingtaine d'entreprises sur 12 hectares) et la mise au point d'un programme de 20 000 mètres carrés de bureaux. Mais il y a aussi « des raisons objectives d'être inquiet ».

On sait qu'en janvier 1979 l'EPAL s'était engagé à poursuivre le chantier de la ville nouvelle au rythme des engagements déjà décidés et connus de l'Etat. Les entreprises ont donc achevé ou achevent en ce moment quelques chantiers, notamment celui de l'hôtel de ville, mais, pour le reste, on est dans l'expectative. M. Gérard Caudron, maire de Villeneuve (P.S.), s'est adressé à ce sujet, au début de décembre 1979, à M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, et à M. Raymond Barre, premier ministre. Il n'a reçu aucune réponse, ce dont il s'est étonné devant M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., en visite récemment dans la commune. L'Etat accordera-t-il encore pendant le VIII^e Plan une priorité aux villes nouvelles ? « Dans l'hypothèse soit d'une absence de réponse, soit d'un désengagement brutal de l'Etat », affirme M. Caudron, les élus de Villeneuve et ceux des autres villes nouvelles ne sauraient rester immobiles et mettraient en œuvre une riposte adaptée à la violence du mauvais coup qui serait alors porté aux populations... »

Dans ce climat d'incertitude, un chantier pourtant poursuit son développement : celui de la ligne de métro qui reliera Villeneuve à la commune régionale en passant par le centre de Lille. En 1980, deux mille personnes seront occupées sur ce chantier. Jusqu'alors, sur ce point, le calendrier est tenu. — G. S.

Bretagne

● Un président pour le comité économique et social de Bretagne. — M. René de Foucaud, agriculteur, président d'une coopérative agricole, et vice-président de la Confédération des coopératives agricoles de l'ouest de la France, a été élu, le mardi 22 janvier, président du comité économique et social de Bretagne, par 51 voix contre 23 à M. Jacques Fordin (C.G.C.) et 2 bulletins blancs.

Corse

CORRESPONDANCE

La mutation de M. Falconetti et le mouvement Francia

Après la parution dans le Monde du 17 janvier d'un article faisant état de la mutation, de Corti à Nîmes, de M. Charles Falconetti, brigadier de la police nationale, celui-ci nous fait parvenir les précisions suivantes :

Je tiens à porter à la connaissance de vos lecteurs les faits suivants : Au début du mois de novembre, j'ai sollicité de mon administration ma mutation pour convenance personnelle à Nîmes. J'ai obtenu satisfaction par un arrêté signé le 29 décembre 1979. Il est donc faux d'interpréter cette mutation comme un « geste » sous-entendant une sanction de ma hiérarchie.

Cette mutation, sollicitée par moi-même et décidée avant les événements de Bastille et d'Ajaccio, ne doit pas être interprétée dans un sens qui mettrait en cause ma compétence professionnelle et mon honneur.

[Le mouvement autonomiste l'Union du peuple Corse (U.P.C.) accusait M. Falconetti d'appartenir au Front d'action nouvelle contre l'indépendance et à la « courtoisie » (France). Au mois de septembre 1979, M. Falconetti avait été gardé à vue durant quarante-huit heures par la police judiciaire d'Ajaccio en raison d'un placardé commis dans la nuit du 7 au 8 septembre. A la fin du mois de novembre, M. Falconetti avait été à nouveau entendu ; cette audition était en relation avec deux placards. Aucune charge n'a jamais été retenue contre lui.]

A PROPOS DE...

La réforme des marchés d'ingénierie

De vrais concours d'architecture pas des loteries

Pour élargir le choix et améliorer la qualité des bâtiments publics, chacun réclame des concours d'architecture. Des concours, mais pas des loteries.

La réforme préparée par M. Bernard Tricot, président de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques et publiée au Journal officiel du 20 janvier trois décrets et une directive du premier ministre, vise à rendre les compétitions obligatoires depuis 1973 — plus claires et plus équitables et les supprimer purement et simplement pour les marchés publics de faible importance.

Les concours, tels qu'ils se pratiquent actuellement, sont sous le feu de critiques contradictoires. D'un côté, on réclame des concours plus nombreux, plus larges, ouverts aux nouveaux talents... De l'autre, les architectes se plaignent d'être lésés par les compétitions incessantes, qui coûtent cher en études approfondies et sont mal remboursées. Ne connaissant pas les critères de choix d'un jury, où la présence d'architectes n'est même pas obligatoire, ils recherchent, par exemple, le moindre coût là où on attendait un bâtiment de prestige, ou le contraire. Bien souvent, l'architecte primé voit son projet transformé au moment de la réalisation. Parfois, il ne le voit pas du tout, car le financement n'avait pas été prévu avant le lancement de la consultation.

Tous ces inconvénients s'expliquent par la légèreté de certains maîtres d'ouvrages qui n'hésitent pas à faire travailler des architectes dans le vide. Ils sont aussi inscrits en filigrane dans une réglementation trop incomplète.

Les décrets de 1973 (un « petit livre jaune » qui définit les barèmes, les pénalités, etc.) ont été rédigés essentiellement avec le souci d'apporter du sérieux et des garanties dans les évaluations financières des marchés publics pour éviter de nouveaux Parc des Princes et des dépassements excessifs de devis. Ces décrets obligent le maître d'œuvre à confronter deux à cinq architectes ; ils instituent

le « coût objectif » qui lie l'architecte des le dépôt de l'avant-projet et le pénalise financièrement si le coût final est trop différent des prévisions, avec une certaine marge d'erreurs. On pensait « deniers publics », mais on avait oublié l'architecture.

La réforme préparée par M. Tricot comble cette lacune. L'instruction du premier ministre prescrit les « compétitions abusives » et exige que soient connus le programme « clair, précis et complet », le terrain, le financement à une échéance proche, un règlement de la consultation et la hiérarchie des critères de jugement. Le maître d'ouvrage doit aussi annoncer l'« enveloppe financière » de la construction et prévoir l'indemnisation correcte (jusqu'à 80 % des frais d'études) des candidats non retenus. Enfin, le premier ministre recommande que les consultations soient « entourées de la plus grande publicité » et que l'architecte suive personnellement les travaux.

Pour alléger les procédures, les décrets publiés le 20 janvier suppriment, d'autre part, la mise en compétition pour les marchés dont les honoraires ne dépassent pas 100 000 francs et prévoient des compétitions limitées (simple présentation de dossiers) pour les constructions où les honoraires seront compris entre 100 000 et 250 000 francs. Ces dispositions visent particulièrement les collectivités locales qui se plaignaient de la complexité des procédures pour de petits chantiers. La compétition était souvent, dans ce cas, hypocrite et formelle. Ce côté réaliste de la réforme ne doit pas pour autant inciter les maîtres d'ouvrage à « prendre un abonnement auprès d'un architecte », précise la directive.

Cette pratique des listes d'architectes agréés, notamment au ministère de la santé et de la Sécurité sociale et dans le secteur des postes et télécommunications, a conduit à la répétition de modèles, à la complexité paresseuse. Simplifier les petites commandes, ouvrir les listes d'architectes appelés à concourir, clarifier et publier les choix, tels sont les objectifs d'une réforme ambitieuse... et un peu utopique.

MICHELE CHAMPENOIS.

TRANSPORTS

En réponse au Livre noir de la C.F.D.T.

« LE TRAVAIL DES ROUTIERS EST TRÈS SÉVÈREMENT CONTRÔLÉ » affirme la Fédération patronale

La Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) vient de répondre aux accusations contenues dans le Livre noir récemment publié la C.F.D.T. sur la durée du travail des chauffeurs de poids lourds (le Monde du 13 janvier).

La Fédération patronale conteste l'affirmation de la C.F.D.T. selon laquelle « les routiers conduisent plus de soixante-deux heures par semaine ». A son avis : « Les soixante-deux heures, et soixante-deux heures il y a, comptabilisent : temps de conduite, temps d'attente, parcours d'approche entre le domicile du chauffeur et son entreprise ». Pour la F.N.T.R. « s'il est vrai qu'en ce

domaine des excès subsistent, ils sont le fait de ces marginaux que l'on ne saurait ériger en règle générale ».

« La part qui incombe aux conducteurs de véhicules utilitaires dans les accidents de la route, eu égard au volume du trafic, est faible, assure d'autre part la F.N.T.R., et les statistiques de la gendarmerie nationale attestent que les professionnels sont bien les meilleurs conducteurs. Pour l'année 1978, la responsabilité présumée des poids lourds est « demeurée la plus faible » (...).

En matière de durée du travail, des discussions partielles sont en cours. « Les décisions qui pourront être prises, précise la F.N.T.R., viendront s'ajouter à la réglementation particulièrement sévère des temps de conduite et de repos qui a été imposée sur le plan européen et qui fait du transport routier une profession où l'activité des hommes est la plus contrôlée, tant sur la route que dans l'entreprise ».

● S.N.C.F. : 688 millions de voyageurs en 1979. Avec 688 millions de voyageurs transportés (354 millions sur le réseau « grandes lignes » et 431 millions sur le réseau banlieue parisienne), le trafic des voyageurs est resté en 1979 sensiblement égal (+ 0,1 %) à celui de 1978, mais si les voyageurs ont été un peu plus nombreux, ils se sont déplacés un peu moins loin. En revanche, le trafic de marchandises s'est accru de 6 % par rapport à 1978 : 225 millions de tonnes transportées au lieu de 214 l'année précédente.

Le jeudi 24 janvier,
nos magasins n'ouvriront qu'à 11 h 30
(inventaire annuel)
Galerias Lafayette
Haussmann, Montparnasse.

50 من الأول

Le Monde

économie

ÉNERGIE

APRÈS LA CONFÉRENCE DE CARACAS

Le gouvernement réexamine sa politique énergétique

Au lendemain de la conférence de Caracas, le ministère de l'Industrie a arrêté un certain nombre de dispositions visant à adapter la politique énergétique nationale aux décisions prises par les pays producteurs de pétrole. Ces dispositions devaient faire l'objet d'une communication de M. Giraud devant le conseil des ministres qui se tient ce mercredi 23 janvier.

La relance de la recherche et de la production d'hydrocarbures nationaux (qui a fait l'objet d'un conseil central de planification le 10 janvier), les énergies nouvelles, la politique d'économie d'énergie, le programme complémentaire de production d'électricité, l'utilisation des eaux chaudes et la géothermie seront les

thèmes de chapitre de l'exposé du ministre de l'Industrie. A l'issue du conseil pourraient être annoncées un certain nombre de décisions concernant notamment le financement, au Bâle avec les collectivités locales, de certains projets d'utilisation de l'eau chaude pour le chauffage urbain.

Outre ces différents sujets, M. Giraud devait évoquer la politique charbonnière. Le gouvernement souhaite voir augmenter la part du charbon dans la consommation énergétique nationale, ce qui suppose, compte tenu du fait qu'il n'est pas envisagé de relever la production, une augmentation des importations qui ne va pas sans poser maints problèmes.

En outre, MM. Giraud et Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, feront une communication conjointe sur la contribution de l'agriculture à la production et aux économies d'énergie.

Ce même mercredi, Mme Bouchard, secrétaire nationale du P.S.U., MM. Mitterrand, Maitre, secrétaire général de la C.F.D.T., Michel Crépeau, président du M.R.C., et Eric Lalonde, animateur du mouvement écologique Les amis de la Terre, tiendront à l'Assemblée une conférence de presse commune consacrée à l'énergie.

De son côté, la C.G.C. a fait connaître, le 22 janvier, son point de vue sur la politique

énergétique qu'il lui semble souhaitable de mettre en œuvre. La Confédération, qui « met en garde les pouvoirs publics et l'opinion contre cette excessive dépendance économique et politique à l'égard du pétrole », prône une large diversification qui passe par l'exploitation de toutes les ressources dont dispose la France, une politique résolue de recherche et de développement des énergies nouvelles, un renforcement des économies d'énergie par le biais de la suppression ou de la diminution de la T.V.A. dans ce secteur, enfin le maintien du rythme du programme nucléaire, qui doit s'accompagner d'un accroissement de l'effort de sécurité et d'information.

Charbon new-look

Ce n'est pas l'euphorie, mais tout de même, une petite brise d'optimisme mesurée souffle en ce moment sur les armateurs internationaux qui se sont voués au transport maritime du charbon. De 126 millions de tonnes échangées en 1978, on est passé à 140 millions l'an dernier, dont 100 environ pour le charbon à coke, destiné aux aciéries, et 40 pour le charbon vapeur utilisé, dans sa majeure partie, dans les centrales électriques.

Ce n'est pas sur le chapitre du charbon sidérurgique qu'il faut s'attendre à une forte poussée de la demande. En revanche, plus celui de la « chemie-charbon » devient compétitif, ce qui est le cas, par exemple, à très tôt compris, en transformant ses centrales, primitivement équipées au fuel, pour y brûler du charbon. Reconversion initiée en Europe par des pays comme les Pays-Bas, la Suède, le Danemark ou l'Espagne, mais encore par le Japon (de loin le premier importateur mondial de charbon), c'est aussi la voie dans laquelle s'engagent de grands pays des neufs comme la Corée du Sud, Hongkong ou Taiwan. Voilà de quoi réjouir les armateurs qui, en général, tiennent plusieurs fers au feu et, lorsque les cargaisons de pétrole se raréfient, savent se retourner vers les minerais ou les céréales.

Les experts les plus sérieux s'accrochent à prévoir que la consommation mondiale de charbon vapeur s'accroîtra, au moins jusqu'à 1985, au rythme annuel de 15 à 20 %. Les réserves sont quasiment inépuisables et politiquement et géographiquement mieux réparties sur le globe que les hydrocarbures. Autrement dit,

dans quatre ans, les navires de la flotte mondiale devraient avoir à transporter au moins quelque 70 millions de tonnes pour les seuls besoins des centrales thermiques non nucléaires, des industries et de la consommation domestique.

Les mêmes spécialistes du shipping international considèrent les trois pays producteurs ou existants de fortes excédents disponibles à l'exportation, estimant : « Il faudra, d'ici cinq ans, mettre des gros navires de 130 000 tonnes supplémentaires en service au départ de l'Afrique du Sud, vingt au Canada et vingt autres à peu près au départ des ports australiens. » Ce qui signifie qu'une cinquantaine de navires de fort tonnage devront être construits par les chantiers navals. Du travail en perspective, à condition que les firmes se montrent compétitives. Mais on sait malheureusement à quel point la lutte se déroule à contre-pied entre les chantiers nippons, sud-coréens, japonais, brésiliens, tandis que les entreprises françaises n'ont jamais emporté de succès notables sur ce « créneau » particulier des navires de vrac.

Quatre goulots d'étranglement

L'appât de charbon ne se calmera pas demain, mais, du côté des producteurs, pourra-t-on répondre à l'euphorie de la demande, et à quel prix ?

Quatre goulots d'étranglement risquent de perturber l'équilibre du marché international du charbon.

● La demande croît plus vite que la production, ce qui tire vers la hausse. Le Canada (dans la région de Vancouver), l'Afrique du Sud, les États-Unis, notamment, ont engagé d'importants programmes pour moderniser la production et le transport, mais ces investissements accusent un certain retard.

● Les réseaux ferroviaires appartenant aux ports exportateurs sont souvent engorgés, ce qui est le cas notamment aux États-Unis. Les trains, assez vétustes, éprouvent des difficultés à charger le minerai jusqu'à Hampton-Roads, sur la côte est, le grand port charbonnier américain qui se trouve vite saturé, surtout en hiver. D'où le projet d'acheminer le charbon par voie fluviale sur le Mississippi jusqu'à la Nouvelle-Orléans.

● La congestion portuaire à l'expédition constitue la troisième difficulté. C'est le cas des ports baltes de Pologne. C'est déjà le cas, aussi, en Afrique du Sud, à Richards-Bay, un port ultra-moderne très apprécié des armateurs, construit de toutes pièces pour le charbon, accessible aux plus grands navires de 150 000 tonnes, mais dont la capacité d'expédition de 26 millions de tonnes par an se révèle pourtant aujourd'hui insuffisante. Des travaux considérables d'agrandissement y sont en cours.

En Australie, l'amélioration des accès des cinq ports principaux est aussi engagée, mais le trafic

a été, pendant des mois, profondément affecté par des grèves, et seuls les petits navires de 50 000 tonnes peuvent y charger du minerai. Quant à la Chine (Hampton-Roads), un peu de charbon chinois par des navires de taille modeste) et l'Inde, qui disposent de réserves appréciables, leurs exportations butent sur l'adaptation des équipements maritimes pratiquement inutilisables pour honorer des contrats importants.

En Colombie, enfin, la société pétrolière américaine Exxon aménage des exportations, mais les tonnages expédiés par voie maritime sont négligeables faute d'infrastructures appropriées.

Enfin, les pays consommateurs doivent eux aussi adapter leurs outils portuaires pour recevoir, dans les conditions les plus économiques, les charbons au long cours. Pour s'en tenir à l'Europe, le Danemark pourra accueillir des navires de 120 000 tonnes, ainsi que la Corogne en Espagne. Rotterdam, premier port du monde, tient le haut du pavé. Le Havre a enregistré, l'an dernier, une hausse de 21 % dans les déchargements de charbon et envisage la création d'un nouveau port en amont de l'écueil François-Ier. Dunkerque approche de la saturation, et les surplus doivent parfois être débarqués à Ténarès ou à Rotterdam. Nantes, Bordeaux-Le Verdon, nourrissent des ambitions, mais le projet le plus crédible se situe à Fos où l'on pense créer un centre d'éclatement du charbon importé pour le redistribuer vers l'Espagne, la Grèce, l'Italie, la France actuelle, en effet, seuls Fos et Ténarès (pour l'approvisionnement des aciéries des Poulies) sont accessibles aux navires à fort tirant d'eau.

Le sommet de la courbe

L'an dernier, l'Association technique de l'importation charbonnière (ATIC), qui jouit en France du monopole de tous les achats de charbons étrangers, a importé 29,7 millions de tonnes, dont 21 par mer, le reste venant essentiellement de R.F.A. D'après les contrats conclus, les chiffres seraient respectivement de 33 à 35,5 millions et 23 millions en 1980, tandis que dans les dix ans qui viennent la production intérieure devrait chuter de quelque 10 millions de tonnes. Avec un chiffre d'affaires de 8,5 milliards de F, l'ATIC couvre plus de 11 % des achats mondiaux de houille.

1980-1981 devrait marquer le sommet de la courbe puisque, dans deux ans, le kilowatt-heure nucléaire fournira une part très substantielle dans la production d'électricité, qui, proportionnellement, aura moins besoin de charbon. Mais les cimenteries ou les papeteries prendront en partie le relais. L'ATIC importera pour les cimenteries 500 000 tonnes cette année, pour commencer.

Huit cent trente-neuf navires ont été affectés par l'ATIC l'an dernier et 40 % des importations ont été acheminées à bord de navires battant pavillon français, un pavillon dont on sait qu'il est plus cher en coût d'ex-

En France, l'alcool-carburant revient de trois à cinq fois plus cher que l'essence

Pour produire une calorie d'alcool agricole, il faut deux calories de pétrole, contre une calorie de pétrole pour obtenir une calorie d'alcool agricole (ou éthanol obtenu par la distillation de plantes alcoolifères), à l'exception des betteraves. M. François Bizard, chargé de mission pour l'énergie, au ministère de l'Agriculture,

Le rendement énergétique de l'alcool d'origine agricole est donc meilleur et le rend plus compétitif que l'alcool de synthèse pour ses utilisations industrielles. Ce d'autant plus que le rendement peut être encore amélioré si l'on substitue au carburant des distillates du bois ou de la paille.

Mais, par rapport à l'essence, dont le prix de revient s'élève, en France, à 1 franc le litre (hors taxes), l'alcool carburant coûte trop cher : 2,20 francs le litre. En outre, la richesse calorifique de l'essence est plus forte : 10 000 kilo-calories au litre contre 6 000 pour l'alcool. Conclusion de M. Bizard : l'alcool revient de trois à cinq fois plus cher que l'essence.

Aux États-Unis, les conditions de production sont différentes puisque le prix de revient de l'alcool d'origine agricole ne s'élève qu'à 1,10 franc le litre. De plus, le choix du gasoil (mélange d'essence et d'alcool, notamment de maïs) est dicté par le souci de protéger l'environnement que pour des raisons économiques, puisque l'alcool remplace le plomb comme antidétonant dans l'essence. Au Brésil, le programme de mise en valeur de 100 millions d'hectares de terres nouvelles et l'utilisation de la canne à sucre (un quart de calories de pétrole pour obtenir une calorie d'alcool) rendent les conditions de production très peu comparables.

En fait, la France compte surtout sur le méthanol (obtenu par la gazéification des matières végétales) pour produire de l'énergie : mises en œuvre moins coûteuses, matière première (biomasse) quasiment inépuisable et productivité accrue (2 TEP à l'hectare contre 1 TEP pour l'éthanol). Reste à mettre au point les méthodes de production industrielle, non encore maîtrisées.

Les stocks de produits pétroliers ont progressé de 12 % en un an

Les stocks de produits pétroliers dont dispose la France en ce début d'année devaient être suffisants en 1980 si l'encrenement de la consommation de fuel domestique (réduction de 10 % des livraisons) est maintenu, a déclaré le 22 janvier M. François Bizard, président de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (UCSIP).

An 1^{er} janvier, ces stocks atteignaient 27,85 millions de tonnes, soit 12 % de plus qu'en janvier 1979, cette augmentation reflétant à la fois l'augmentation des importations de brut (+5 %) et un ralentissement de la progression de la consommation. Les stocks de gasoil et de fuel domestique avoisinaient 10 millions de tonnes (9,93 contre 9,14 millions au 1^{er} janvier 1979), alors que la consommation de ces deux produits a atteint, en 1979, 39,83 millions de tonnes. Alors que la consommation de gasoil a progressé de 1,3 %, reflétant la vogue pour les voitures Diesel, celle de fuel domestique (30 % de tous les produits pétroliers) a en revanche fléchi de 5,5 %. De leur côté, les automobilistes se sont montrés plus économes, puisque la consommation d'essence a augmenté de 1,1 % (contre 3,8 % en

1978), alors que le parc automobile s'est accru de près de 5 %.

M. Bizard a ensuite évoqué le dossier des bénéfices des sociétés pétrolières françaises pour affirmer qu'il n'existe pas de « superprofits ». Le président de l'UCSIP a développé une argumentation en trois points.

● Le taux de rentabilité des fonds propres des deux groupes pétroliers français (Total et Elf-Aquitaine), en extrapolant les résultats du premier semestre 1979, atteint, en faisant abstraction de l'effet stock, 10 %, un taux qui n'est pas élevé et d'un ordre de grandeur analogue à celui de la dépréciation monétaire.

● Un profit n'est pas « quelque chose de blâmable ou de malin ».

● La « totalité des profits des sociétés pétrolières », en dehors d'une rémunération depuis longtemps insuffisamment rémunératrice, est intégralement réinvestie.

Évoquant le rapport sur la fiscalité pétrolière demandé par le gouvernement, M. Bizard a lancé une mise en garde contre « toute disposition nouvelle aboutissant à opérer une ponction sur les fonds propres ».

En Suisse

UN PROJET DE LOI PRÉVOIT UNE GARANTIE EXCEPTIONNELLE EN CAS D'ACCIDENT NUCLEAIRE

Berne (A.F.P.). — Le gouvernement helvétique va proposer au Parlement un projet de loi qui institue une garantie sans précédent des risques en cas d'accident de centrale nucléaire. Ce projet, publié le 22 janvier, prévoit la responsabilité illimitée de l'exploitant de l'installation atomique et l'obligation pour l'exploitant de conclure une assurance responsabilité civile privée d'au moins 200 millions de francs suisses (environ 500 millions de francs français).

Le texte prévoit aussi la couverture par la Confédération, jusqu'à concurrence de 1 milliard de francs suisses, des dégâts qui dépassent le plafond assuré par la responsabilité privée. Dans le cas où une catastrophe nucléaire prendrait des dimensions nationales, le projet envisage l'allocation de contributions supplémentaires de la part du Parlement permettant de dépasser le seuil de 1 milliard de francs suisses.

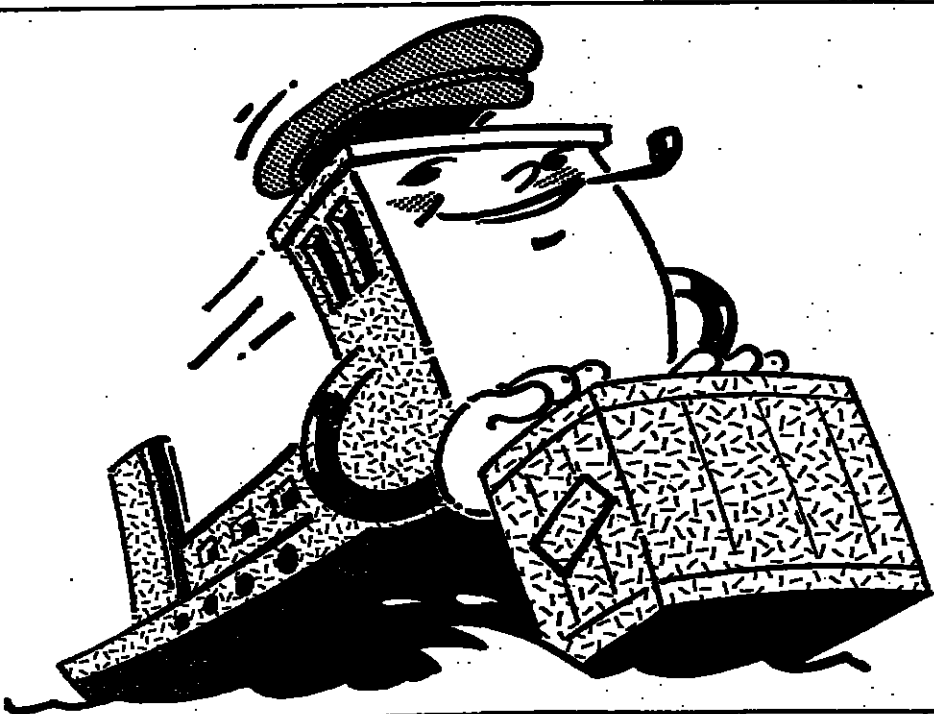
VOS MARCHANDISES A BON PORT

La mission du Port Autonome de Paris est simple : vous faciliter le transport fluvial. Un moyen de transport économique, fiable, ponctuel. Pour cela, nous vous louons des terrains ou des entrepôts en bord de voie d'eau, nus ou aménagés, desservis « fer » et « route ». Sur votre demande, nous étudions le transport de vos marchandises de bout en bout. Nous vous renseignons sur les possibilités du transport par voie d'eau et les économies qu'il peut vous faire réaliser. En un mot, nous recherchons le meilleur circuit pour acheminer vos marchandises à bon port. Appelez le Port Autonome de Paris. Il a des solutions toutes neuves et toutes prêtes à vous proposer.

Port Autonome de Paris
Services Commerciaux 2, quai de Grenelle 75015 Paris
578.61.92



cing conseil



Wagons-Lits Tourisme
Organisation mondiale de voyages
au service des hommes d'affaires.



Renseignements: Promotion des ventes Madame Perrier. Tél. 286.93.21

PARIS COPENHAGUE
NON STOP 3 FOIS CHAQUE JOUR
AVEC SAS 742.06.14
PARIS-CHARLES DE GAULLE
8h30-12h25-7h55
* tous dimanches

SAS
SCANDINAVIAN AIRLINES

(Publicité)

UNIVERSITÉ DE GAR YOUNIS

L'Université de Gar Younis désire que les entreprises générales et sociétés de construction internationales ayant une vaste expérience dans le domaine des contrats de construction internationaux lui écrivent en lui indiquant leur expérience passée. Les sociétés sélectionnées seront ensuite contactées pour un appel d'offres portant sur deux projets de construction principaux pour l'Université de Ben-Ghazi.

Le dossier d'appel d'offres concernant ces deux projets sera prêt fin janvier 1980. Les demandes écrites devront être en arabe ou en anglais et inclure une documentation appropriée faisant foi de l'expérience acquise pour être incluses dans la liste finale des sociétés qui seront retenues pour ces deux projets.

Les demandes seront adressées à :

The Secretary,
Two Principal Tenders Board,
Gar Younis University,
P.O. Box 1308,
Ben-Ghazi
(LIBYE).

même sans parler anglais,
vous pouvez bien comprendre les

USA

avec les circuits accompagnés

Camino

Organisateur de voyages spécialiste des Etats-Unis

- 6 circuits des plus complets,
 - programmes de deux semaines combinables entre eux,
 - nombreux départs garantis toute l'année,
 - accompagnateurs français,
 - prix non révisables
- si paiement total à l'inscription.
inscription auprès de votre Agent de Voyages.

coupon à retourner à
CAMINO, 21 rue A. Charpentier
75017 Paris - Tél. 755.77.90

M. _____
adresse _____

désire recevoir la documentation
"Circuits accompagnés aux USA"

Camino à la Semaine Mondiale du Tourisme
Niveau 3 - Stand ETATS-UNIS



AFFAIRES

Le redéploiement des multinationales

(Suite de la première page.)

Le rachat par Peugeot-Citroën de Chrysler-Europe en août 1978 a spectaculairement marqué ce phénomène nouveau, aux yeux de l'opinion, mais d'autres groupes américains ont vendu leurs actifs en Europe (ITT, National Cash Register, etc.). Le mouvement de dégroupement des multinationales est surtout perceptible en Allemagne fédérale et dans les pays du Benelux.

La vulnérabilité des pays européens à la montée des cours du pétrole et le ralentissement de la croissance expliquent en grande partie cette désaffection. Il faut y ajouter la montée des coûts de production dans certains pays du

Vieux Monde. Ainsi, les salaires moyens des ouvriers de l'industrie manufacturière dépassent maintenant ceux de leurs homologues américains, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suède, et parfois la différence peut atteindre 20 %. Notons qu'en France les rémunérations restent inférieures d'environ un tiers à celles qui sont pratiquées aux Etats-Unis, et qu'en Grande-Bretagne elles ne dépassent pas en moyenne 40 %. Comme certaines nations européennes font encore figure de pays en voie de développement (Irlande, Espagne, Portugal, Grèce), c'est vers elles que se dirigent en majorité les investissements des multinationales américaines.

L'attrait des Etats-Unis

Dans le même temps, nombre de pays européens s'intéressent de plus en plus au marché des Etats-Unis. Volkswagen, Daimler-Benz, Siemens, Gruson-Lore, sont parmi les derniers cités, et lorsqu'on regarde le tableau de l'investissement des pays européens à l'étranger avant et après 1973 (1) on est frappé de voir que, depuis la crise, le mouvement s'est accéléré. Si l'on compare la progression de la moyenne 1968-1973 à celle de la moyenne 1973-1977, on constate une augmentation de 54 % pour l'Allemagne, de 104 % pour la France et de 110 % pour les Pays-Bas. En revanche, la part des investissements des pays européens vers les partenaires de la C.E.E. (qui est globalement de 30 %, alors que les investissements hors C.E.E. représentent 70 % du total) a diminué durant la même période pour tous les pays sauf la France.

L'affaiblissement du dollar, le besoin de sécurité et les difficultés de trouver de nouveaux ressorts à l'économie européenne expliquent ce mouvement qui ne serait freiné vers les Etats-Unis que si une récession s'y annonçait franchement.

Dans la course aux investissements vers les Etats-Unis, les Japonais sont aujourd'hui les plus actifs (2). Le montant de leurs investissements directs cumulé a atteint 26 milliards de dollars en juillet dernier contre 1,9 milliard pour la France qui, en la matière, a pourtant connu des taux de progression des investissements aux Etats-Unis très honorables. En quatre ou cinq ans, les Japonais ont augmenté de 145 % leur mise aux Etats-Unis.

La distribution et les banques représentent toujours l'essentiel de ces investissements, mais l'industrie est maintenant une cible (construction mécanique et électrique notamment), alors que, avant 1970, les Japonais bâtissaient plutôt leurs usines dans le

tiers-monde. La Californie n'est plus la seule région où les Japonais prennent position. Honda place ses hiles dans l'Ohio, Sony dans l'Alabama, d'autres firmes en Géorgie, et ils n'hésitent plus à acquérir des sociétés locales.

De multiples raisons expliquent cette nouvelle vague : la hausse du yen, qui rend comparables les coûts salariaux américains et japonais ; le déséquilibre commercial entre le Japon et les Etats-Unis qui, note justement Danièle Gervais, confère à la production sur place une double vertu : psychologique (les critiques sont désarmées) et économique (l'avenir est préservé dans l'éventualité du relèvement des barrières douanières).

Curlusement, l'exportation vers des pays tiers n'est pas un objectif important des firmes nippones installées aux Etats-Unis. C'est sur le marché intérieur qu'elles comptent surtout, ajoutant leurs produits à ceux que vend directement le Japon et qui sont de plus en plus nombreux, si l'on sait que ce pays détient déjà une bonne part du marché américain des automobiles, des produits électroniques et des composants. A l'inverse, les industriels japonais en Amérique du Nord achètent surtout... au Japon, le principal fournisseur étant la société mère.

Selon la Conférence Board, cette procédure s'explique par le caractère relativement récent de la présence industrielle japonaise aux Etats-Unis et par la conviction que les pièces détachées fabriquées au Japon sont techniquement supérieures à celles qui sont produites sur place. Contrairement à une vieille idée reçue, le contrôle de la qualité est plus poussé par les Japonais que par les Américains. Par exemple, les premiers ont mis au point un procédé permettant de contrôler tous les récepteurs de télévision qui sortent de leurs chaînes d'assemblage, alors que les fabricants américains se contentent d'opérer par sondages.

Pas de saupoudrage

Le tiers-monde a depuis longtemps intéressé de près les multinationales qui y trouvaient une main-d'œuvre peu chère, des matières premières avantageuses, d'importants stimulants aux capitaux, et aujourd'hui de nouveaux marchés, surtout lorsqu'ils sont irrigués par le pétrole.

Les firmes américaines n'ont pas cherché à saupoudrer la planète : 80 % de leurs investissements dans les pays en voie de développement vont vers l'Amérique latine. C'est le Brésil qui est la cible privilégiée (3) du fait de son régime autoritaire, des promesses de croissance de cette nation — qui figure en très bonne place parmi ceux qu'on appelle aujourd'hui les N.P.E., les

« nouveaux pays industriels ». L'Argentine, depuis le coup d'Etat de 1976, s'efforce elle aussi d'attirer les capitaux, mais elle est encore devancée par le Mexique, qui se situe en deuxième position — derrière le Brésil — dans la liste des pays d'accueil latino-américains pour les investissements des Etats-Unis.

Un redéploiement a été constaté ces dernières années : les capitaux ne se portent plus d'abord vers les mines, l'agriculture et les services publics (électricité, téléphone, transports, etc.), mais vers les industries de transformation, le pétrole, la banque et le commerce.

Il y a une belle lueur que les multinationales ont su égale-

ment trouver le chemin des pays de l'Est. Dans son livre *Vodka-Cola* (Stock, 1977), Charles Levinson a décrit amplement ce phénomène, qui n'avait pas subi de modifications caractéristiques ces dernières années. Mais l'affaire de l'Afghanistan va sûrement bouleverser le paysage. Déjà la firme Alcoa a renoncé à construire l'usine d'aluminium commandée par les Russes, et d'autres défections américaines seront sans doute enregistrées.

Autre mutation : un énorme territoire va maintenant s'ouvrir aux entreprises multinationales : la Chine. Le 1^{er} juillet dernier a été promulguée la loi sur la participation des capitaux étrangers dans des entreprises mixtes. Récemment, lors d'un séminaire tenu à Hong-Kong, le professeur Lin Chaofu de l'Institut de commerce extérieur de Pékin a confirmé que la Chine allait rechercher la collaboration des compagnies étrangères dans les secteurs suivants : construction de centrales hydrauliques, thermiques et nucléaires, développement de l'exploitation du pétrole et du charbon, transports et communications, matières plastiques et matériaux de construction, machines de précision et matériel électronique, etc. (4).

Acteurs protéiformes sur la scène mondiale, les dirigeants d'entreprises multinationales sont les mieux placés pour résister aux tourbillons de la crise, essentiellement parce qu'ils ont une étonnante faculté de déplacer capitaux et forces productives. Apporteurs de travail là où ils s'installent, on leur demande moins de comptes sur leur pouvoir exportant, à l'heure où le chômage devient un fléau endémique. Mais, s'il leur arrive de faire plier bagages à l'une de leurs filiales parce que tel est le bon vouloir du « management » central, les travailleurs visés ne peuvent guère encore compter sur le syndicalisme international pour les défendre. La disproportion entre les forces du capital et du travail est ici particulièrement flagrante. On ne peut reprocher aux multinationales de chercher les meilleures pentes du profit. C'est leur fonction. Mais la pression des représentants des travailleurs pour qu'on tienne compte de leurs avis dans la stratégie de la firme devrait largement s'amplifier. Après tout, l'exemple de Fiat est là pour prouver que ce n'est pas une chimère.

PIERRE DROUIN.

- (1) Publié dans l'enquête de Gérard Tardy sur « L'industrie en Europe » dans le dernier numéro de *Futuribles* (décembre).
- (2) Lire l'étude de Danièle Gervais dans le *Moniteur du commerce international* du 4 octobre 1979 sur les investissements japonais aux Etats-Unis, qui s'appuie notamment sur une enquête du *Conference Board* américain (organisme privé de recherches économiques).
- (3) Lire l'article de James F. Petras dans le *Monde diplomatique* d'août 1979.
- (4) Article de Melinda Liv dans *Far Eastern Economic Review* du 5 octobre 1979.

LE THEATRE DU PALAIS ROYAL

présente, à partir du vendredi 18 janvier, la nouvelle comédie de Jean Poiret « JOYEUSES PAQUES » avec Jean Poiret, Maria Pochon, Nicole Colton, Odette Loure. Mise en scène de Pierre Mondy. Décor et robes de André Levesque. La location est ouverte : 297-59-81 et Agences.

POUR PARLER ANGLAIS A PAQUES, INSCRIVEZ-VOUS AVANT LE 31 JANVIER.

Depuis 100 ans Berlitz a mis au point une méthode originale basée sur le dialogue, pour apprendre à parler toutes les langues vite et bien, selon votre rythme et avec l'aide du matériel pédagogique multimédia, une exclusivité Berlitz.

BERLITZ Organisme privé.

Langues vivantes.

Ch.-Élysées : 720.41.60 - Nation : 371.11.34 - Opéra : 742.13.39 - Panthéon : 633.98.77 - St-Augustin : 522.22.23 - V. Hugo : 500.34.38
Boulogne : 609.15.10 - La Défense : 773.68.16 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70

Electrolux devient
le fabricant des pays nordiques

ALAIN DIEU

MATRI
ET LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
L.T. CONSTITUTION
UNE FILLE COMMUNE

LE MARCHÉ INTERBA

	1979	1978	1977	1976	1975	1974	1973	1972	1971	1970
INDUSTRIE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
COMMERCE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
FINANCE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
TRANSPORT	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
ÉNERGIE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
SAISONNIÈRE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

TAUX DES EUR

	1979	1978	1977	1976	1975	1974	1973	1972	1971	1970
INDUSTRIE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
COMMERCE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
FINANCE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
TRANSPORT	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
ÉNERGIE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
SAISONNIÈRE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

TAUX DES EUR

	1979	1978	1977	1976	1975	1974	1973	1972	1971	1970
INDUSTRIE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
COMMERCE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
FINANCE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
TRANSPORT	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
ÉNERGIE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
SAISONNIÈRE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

50 من الأصل

AFFAIRES

MONNAIES

SOCIAL

EN PRENANT LE CONTROLE DE GRANGES

Le groupe suédois Electrolux devient le plus grand employeur des pays nordiques

De notre correspondant

Stockholm. — En prenant le contrôle de la société Granges (métallurgie-aluminium) pour 725 millions de couronnes suédoises, soit autant de francs français, le groupe suédois Electrolux devient le plus grand employeur nordique avec environ quatre-vingt mille employés, dont quarante mille en Suède. Les deux entreprises ont réalisé en 1979 un chiffre d'affaires légèrement supérieur à 20 milliards de couronnes, ce qui place au deuxième rang le groupe constructeur automobile Volvo.

L'accord, présenté mardi 23 janvier et qui doit être entériné fin février par une assemblée générale d'actionnaires, a été négocié rapidement et dans le plus grand secret. L'opération a été facilitée par le fait que M. Hans Werthen est président du conseil d'administration des deux sociétés. Elle marque une nouvelle étape de

l'expansion d'Electrolux qui, depuis 1970, a racheté de nombreuses entreprises suédoises et étrangères : la National Union Electric Corporation en 1974, qui contrôlait 20 % du marché nord-américain des aspirateurs, la société française Arthur Martin en 1976, puis Tornado l'année suivante, et Huskvarna, son principal concurrent sur le marché intérieur suédois.

De son côté, le groupe Granges, qui a traversé de graves difficultés financières, a été profondément restructuré et s'est successivement débarrassé des divisions non rentables : les mines ont été cédées à la compagnie nationale L.K.A.B., les fondries et certaines aciéries ont été intégrées à la société semi-étatisée des Aciers suédois. Par ailleurs, Granges, qui fut une des plus grandes compagnies suédoises d'armement, a complètement abandonné ses activités dans ce domaine. Ces mesures

ont permis de redresser la situation puisque l'entreprise a réalisé en 1979 un bénéfice de l'ordre de 100 millions de couronnes, contre un déficit de près de 800 millions en 1977.

Selon M. Werthen, les activités des deux groupes sont complémentaires et Granges, qui entend développer ses exportations, va pouvoir disposer de vastes réseaux internationaux de marketing d'Electrolux. Cette fusion, indique-t-on, est la plus importante jamais réalisée dans l'histoire moderne de la Suède.

ALAIN DEBOVE

MATRA ET LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE L.T.I. CONSTITUENT UNE FILIALE COMMUNE

Le groupe Matra et la société américaine Laminar Technology Inc. (L.T.I.), contrôlée à 100 % par General Automation, viennent de créer en France une filiale commune, les Techniques Industrielles Stratégiques, destinée à étudier, produire et commercialiser en Europe les véhicules de base pour circuits imprimés.

Le capital de cette nouvelle société, dont le siège sera à Matra, est réparti à hauteur de 53 % par Matra et de 47 % par son partenaire américain. Une usine de 4 000 mètres carrés va être construite sur la zone industrielle de Bois Briand, qui devra employer, fin 1982, deux cent cinquante personnes. L'investissement initial sera de l'ordre de 25 millions de francs. La firme nouvelle a bénéficié pour le réaliser du concours du F.S.A.I.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ 100 + 100	Rep. + 100	+ 100 + 100	Rep. + 100	+ 100 + 100	Rep. + 100	+ 100 + 100
R.-U. —	4,0650	4,0670	— 50 — 35	— 120 — 100	— 320 — 320	— 320 — 320	
can. —	2,3610	2,3630	— 50 — 35	— 120 — 100	— 280 — 280	— 280 — 280	
Yen (100)	1,7150	1,7185	+ 85 + 145	+ 135 + 160	+ 160 + 160	+ 400 + 400	
DM —	2,3405	2,3435	+ 60 + 85	+ 130 + 160	+ 160 + 160	+ 420 + 420	
Florio —	2,1225	2,1250	+ 15 + 30	+ 30 + 50	+ 50 + 50	+ 150 + 150	
F.S. (100)	14,4250	14,4350	+ 310 + 395	+ 540 + 625	+ 625 + 625	+ 1040 + 1040	
F.S. (100)	2,3225	2,3250	+ 115 + 135	+ 165 + 185	+ 185 + 185	+ 450 + 450	
L. (1 000)	5,9250	5,9285	+ 445 + 345	+ 625 + 725	+ 725 + 725	+ 2310 + 2310	
F. (1 000)	9,2405	9,2435	+ 330 + 465	+ 520 + 610	+ 610 + 610	+ 1830 + 1830	

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	£	Yen	DM	£	Yen
8	81/2	83/16	81/2	83/16	81/2
10 1/8	40 5/8	13 1/2	10 1/8	40 5/8	13 1/2
11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4
16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4
17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

La chute brutale des cours de l'or

Un nouveau vent de folie

C'est de nouveau à un mouvement de panique que l'on assiste sur les marchés de l'or depuis la fin de l'après-midi de lundi (heure de l'Europe occidentale), mais en sens inverse de celui qui avait emporté les cours du vendredi 11 au lundi 21 (presque 40 % de hausse). Le spectaculaire retournement qui se produit est d'abord avant tout l'inévitable conséquence de la hausse extrême que l'or avait précédé, mardi, la baisse aura été de 140 à 170 dollars selon les places, ou vertes successivement. La séance de New-York s'ouvre alors que les marchés européens de l'après-midi s'ouvrent et lorsque New-York ferme, le marché de Hong-Kong ouvre bientôt à son tour. Une chute aussi brutale ne s'était encore jamais vue, mais jamais non plus, on n'avait vu une montée aussi vertigineuse.

À Londres, où les premières transactions ont lieu, mardi matin, s'étaient fixées entre 830 et 840 dollars, la cotation par opposition avait d'abord été fixée à 830 dollars, la cotation en fin de matinée s'est élevée à 840 dollars. Mais à la clôture du marché

on traitait sur la base de 840 dollars à Zurich (fermé plus tôt), les dernières transactions se faisaient entre 733 et 743 dollars. À Paris, où les variations de cours sont découpées en « amorces » (par quoi ?), le cours du lingot avait été ramené de 99 010 F. lundi à 93 900 F. mardi, et la barre à la clôture cotait 90 500 F. le kilogramme (soit la parité de 693,86 dollars).

A New-York, on touchait, mardi soir, le point bas de 670 dollars. A Hong-Kong, on « descendait » jusqu'à 644 dollars (après avoir ouvert sur des cours oscillant entre 670 et 780 dollars, les écarts étant tels qu'à certains moments, il n'existait pas à proprement dit de cotation de l'or).

Dans cette atmosphère survoltée, les propos tenus à Washington par le président du Système de réserve fédéral ont ajouté à la frénésie des ventes précipitées qui a précédé la folle ruée vers l'or, d'un état d'esprit général, a dit M. Volker, des ventes d'or sont de nature à faciliter la lutte contre l'inflation. On en a conclu que les autorités américaines n'avaient nullement renoncé à vendre de l'or aux enchères à l'empressement. M. Volker a déclaré que les déclarations du secrétaire au Trésor, M. William Miller, selon lesquelles les États-Unis ne procéderaient plus pour l'instant à des adjudications d'or, avaient eu un effet extraordinaire stimulant sur la spéculation.

Les calculs pseudo-savants selon lesquels à tel ou tel niveau de prix (on parlait il y a quelques jours de 800 dollars) le stock d'or américain révélerait la totalité des engagements à court terme aux États-Unis ; ces calculs, d'ailleurs, n'avaient pas de conclusion que la hausse était souhaitée par les plus hautes autorités, se sont évanouis. On fait ressortir aujourd'hui (quelques heures après la chute) que toutes les raisons pour lesquelles les gouvernements ne peuvent pas tolérer une hausse trop rapide de l'or... Pour ajouter à la confusion, une rumeur digne du Moyen Âge circulant dans les marchés lundi après-midi : les Russes auraient mis au point un procédé pour transformer le plomb en or (le plomb est précisément le métal qui est le plus communément utilisé dans les alliages des bijoux). Cette rumeur n'a pas été confirmée.

Reunion secrète des Cinq
On apprendrait mardi après-midi que les ministres des finances ou des Cinq ont eu une réunion secrète à Washington, à la préparation de la réunion du comité intergouvernemental des banques centrales se sont réunis, dimanche à Kronberg (Hesse), chez M. Hans Mathieser, ministre des finances de la R.F.A. L'information n'a pas encore été confirmée. Cette réunion à laquelle a participé du côté français M. Monory, ministre de l'économie, accompagné de M. Renaud de La Genière, gouverneur de la Banque de France, et de M. Baber, directeur du Trésor et du côté américain M. Solomon (sous-secrétaire au Trésor) et Volcker s'inscrivent dans le cadre des nouveaux entretiens périodiques qui ont lieu entre les Cinq pour préparer les travaux du Fonds monétaire.

Le conseil de dimanche (qui avait lui-même été préparé par une réunion des hauts fonctionnaires le dimanche 14 janvier à Washington) a été consacré essentiellement à la préparation de la réunion du comité intergouvernemental des banques centrales prévue à Hambourg pour le 25 avril, le principal sujet de l'ordre du jour étant la création d'un compte de réserve internationale (dollars contre actifs libellés en D.T.E.) auprès du F.M.I. en ce qui concerne le marché de l'or. Les Cinq seraient convenus que pour l'instant il serait inopportun d'intervenir mais sans doute se sont-ils mutuellement informés sur les mesures qui allaient être annoncées dès le lendemain, lundi 21 janvier, pour calmer la spéculation, tant aux États-Unis qu'en Allemagne (voir nos éditions de la veille). — P. F.

Un remède de cheval

(Suite de la première page.)

Les gestionnaires des caisses, qui engagent les discussions avec les syndicats de médecins, sont, eux, prisonniers de la crise économique. Convaincus des dangers que présente sur l'assurance-maladie, ils ne peuvent que proposer un système contraignant : ils cherchent une formule qui respecte autant que possible l'exercice libéral de la médecine mais oblige aussi le praticien à maîtriser les dépenses. Sinon, ils le savent, d'ici deux à trois ans ce sera à nouveau le déficit grave et la menace d'une réduction des prestations.

Le projet des administrateurs de caisses

D'où le projet d'une convention bâtie sur un système assez sévère de limitation des dépenses. Les médecins seront régulièrement informés de leur « profil », des prévisions de dépenses et des objectifs à atteindre. Est-ce une reprise de l'« enveloppe globale » ? Pas tout à fait. Une distinction est faite :

● d'un côté des objectifs rigoureux d'accroissement des honoraires et du nombre d'actes, liés à la croissance économique, seraient négociés, puis proposés aux médecins. Un accord national est prévu ; en outre, chaque praticien devrait personnellement s'engager par écrit : une sorte de « contrat d'objectif », qui, en cas d'abus, serait sanctionné ;

● de l'autre côté, un objectif plus vague : le contrôle des prescriptions et de la finalité des actes serait plus souple, selon une formule de concertation entre médecins conseils et praticiens.

A cette proposition brutale mais sans doute nécessaire, qui maintient un certain degré de libéralisme, les caisses ajoutent d'autres propositions encore plus sévères : suppression notamment du droit à dépassement et de la finalité des actes serait plus souple, selon une formule de concertation entre médecins conseils et praticiens.

Face à ces propositions présentées comme un ultimatum, les syndicats de médecins orientent au scandale : c'est une « prise de pouvoir des caisses » et la mise en tutelle des médecins. La C.S.M.F. ajoute : tout est fait pour nous inciter à refuser toute convention, à nous faire supporter cet échec afin de mettre en place, par la voie législative, ensuite un système contraignant qui léserait les assurés, car ils n'auraient plus la garantie d'être remboursés normalement.

Dans les caisses, on ne cache pas que la situation financière de l'assurance-maladie est grave. Faut-il pour autant adopter un « remède de cheval » ? Un compromis demeure en principe possible, mais on laisse entendre que les syndicats médicaux, trop soumis au pouvoir des spécialistes

Le ticket modérateur sur les dépenses de santé. — L'interdiction de rembourser intégralement le ticket modérateur relatif aux dépenses de santé, décidée par le gouvernement, s'applique aux sociétés d'assurance « dans les mêmes conditions » qu'aux sociétés mutualistes, précise dans un communiqué la Fédération française des sociétés d'assurances (F.F.S.A.). Cette déclaration constitue une réponse au président de la Fédération nationale de la mutualité française, M. Teulade, qui avait affirmé que les mutualistes seraient plus frappés que les compagnies d'assurances. Le R.F.A. souligne au contraire les inégalités existant « au bénéfice des sociétés mutualistes », qui sont autorisées à pratiquer le système du tiers-payant et ne sont pas soumises à la taxe de 9 % sur les contrats, payée par les sociétés d'assurances.

listes, ne sont guère en mesure d'adopter une attitude réaliste. En frappant dur et ferme, les caisses espèrent convaincre la masse des généralistes — ébranlés par la concurrence des jeunes médecins et prêts, affirme-t-on, à limiter leur activité — que la discipline est à l'ordre du jour. On se déclare disposé, du côté des administrateurs, à préparer un nouveau type de relation, qui exorciserait le tiers des médecins mais préserverait l'essentiel : une majorité des praticiens respecterait les nouvelles règles et une majorité d'assurés seraient remboursés normalement. Et les autres ? La voie étroite qu'empruntent les caisses est, dit-on, inévitable.

Et s'il n'y avait pas d'accord ? Deux solutions sont déjà envisagées : la proposition d'un accord-cadre, sorte de charte très vague — assortie d'éventuels catégoriels ; ou bien le vote d'une loi — déjà en chantier au ministère — qui imposerait cette fois un nouveau code de conduite aux médecins.

Dans les deux cas, les syndicats seront quasiment obligés d'engager la guerre : dont personne ne sait qui sortira gagnant. Les États-majors des confédérations ouvrières craignent surtout que tout le monde ne parvienne à ce jeu dangereux. Les débats nécessaires pour dégager une solution empêcheraient de toute façon que l'on ne soit prêt pour le 1^{er} mai. Une initiative législative apparaît dès lors indispensable.

JEAN-PIERRE DUMONT.

LES DISCUSSIONS SALARIALES DANS LA FONCTION PUBLIQUE : Un premier tour de table sans conclusion

La première réunion de concertation sur les salaires dans la fonction publique s'est tenue mardi 22 janvier. Les discussions ont porté sur la nécessité de trouver une nouvelle formule susceptible de préserver, en 1980, le pouvoir d'achat des quelque 2,5 millions de salariés concernés. Aucune date précise n'a été fixée pour une prochaine rencontre, qui devrait avoir lieu vers la mi-février.

Le secrétaire d'État auprès du premier ministre, M. Dominiati, et les représentants syndicaux se sont séparés sans rien conclure. Il n'est cependant pas exclu, selon la plupart des représentants des fédérations de fonctionnaires, qu'un « rajustement » des traitements, de l'ordre de 2,5 %, ait lieu au 1^{er} février, qui tiendrait compte de la hausse du coût de la vie depuis le 1^{er} décembre, date de la dernière majoration de 1,5 % intervenue dans le cadre de l'accord pour 1979.

Cependant, persuadée que l'année 1980 sera la « plus désastreuse pour la politique constructive », l'Union des fédérations de fonctionnaires C.G.T. organisera, du 28 janvier au 10 février, une quinzaine d'action à laquelle les autres syndicats ne semblent pas vouloir s'associer.

Pour M. Dominiati, le maintien du pouvoir d'achat ne doit pas consister à donner des « avantages particuliers » aux salariés de la fonction publique par rapport à ceux du secteur national ou privé.

M. Giscard d'Estaing présidera la cérémonie de remise des prix aux lauréats du concours du meilleur ouvrier de France le 24 février à la Sorbonne, dans le cadre de la « Semaine du travail manuel ». M. Barre participera le 2 mars à la journée d'information « sur l'avenir des jeunes » qui terminera cette semaine, marquée notamment par une exposition au Grand Palais. Une section spéciale sur « les métiers de la bouche » sera présentée ; un concours de la gastronomie française est prévu.

le diamant, placement refuge...

- plus values record : 400 % en 15 ans
- assurance et facilité d'achat
- valeur internationale
- ne nécessite aucune gestion

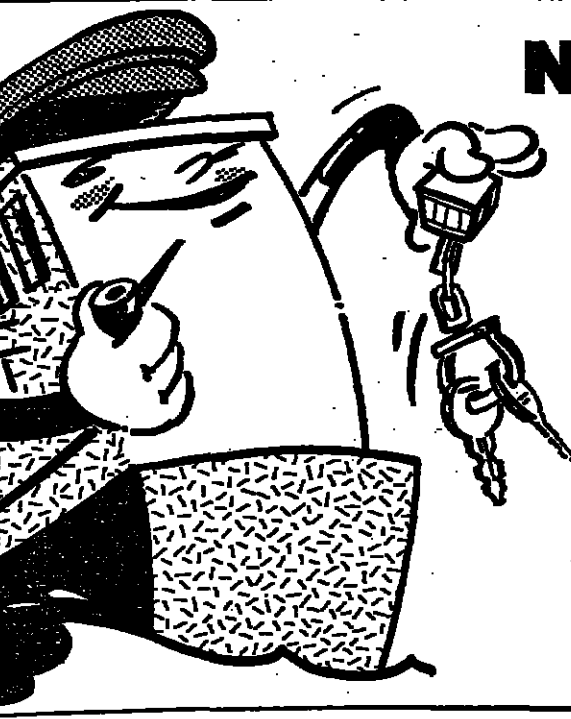
Nos diamants sont vendus avec certificat d'authenticité délivré par des laboratoires d'expertise internationaux. De plus nous assurons par contrat la revende éventuelle.

Spandiani

LES BERNES INVESTISSEMENT S.A.
75705 PARIS Cedex 15, 10, 50 50 50

Vente d'or, d'argent, sans engagement, sur l'investissement diamant.

Non... Oui...
Vente... Non...
Date postale... 74...



NOUS LOUONS DES ENTREPOTS PIEDS DANS L'EAU CLÉS EN MAINS

La mission du Port Autonome de Paris est simple : vous faciliter le transport fluvial. Un moyen de transport économique, fiable, ponctuel. Pour cela, nous vous louons des terrains ou des entrepôts. Pieds dans l'eau. Clés en mains. Pieds dans l'eau, cela veut dire que le Port Autonome de Paris met à votre disposition des terrains en bordure immédiate de voie d'eau, desservis « fer » et « route », dans toute la région parisienne. Clés en mains, cela veut dire que le Port Autonome de Paris vous livre ces terrains à votre convenance : nus ou tout équipés. Sur votre demande, les Ingénieurs du Port Autonome de Paris peuvent réaliser le projet d'implantation qui correspond à vos besoins. Les problèmes de stockage et de manutention seront ainsi résolus par des professionnels du transport, en collaboration avec vous-même. Appelez le Port Autonome de Paris. Il a des solutions toutes neuves et toutes prêtes à vous proposer.

Port Autonome de Paris
Services Commerciaux 2, quai de Grenelle 75015 Paris
578.61.92



ONG COMPT

ÉDITION

Les libraires sont prêts à « réfléchir » avec les éditeurs à une information du public sur les prix

M. Bernard Brunet, président de la Fédération française des syndicats de libraires, entouré d'une dizaine de ses confrères (dont l'ancien président, M. Jean-Baptiste Daelman), a fait connaître, le 22 janvier, le point de vue de son organisation sur l'application de l'arrêté « Monory ».

Ce sondage, qui montrait une accentuation de la baisse sur le prix du best-seller et des livres « prévenus », et une tendance à la hausse sur le prix d'ouvrages « difficiles » ou spécialisés (dits de rotation lente), n'a pas été formellement contesté par les libraires. Encore que M. Brunet ait estimé qu'il était encore trop tôt pour tirer des conclusions. « On fait parler des enquêtes », a-t-il dit, on torture rapidement des résultats six mois à peine après la mise en œuvre d'une réforme dont une partie n'est pas encore appliquée. Les libraires indiquent que les conditions de vente des principaux éditeurs ne sont pas encore arrivées. Certains éditeurs — et non des moindres — ne leur ont pas encore fait savoir, en effet, comment ils entendent déterminer, à côté des remises quantitatives, les remises qualitatives reconnues par la lettre circulaire de M. Monory du 10 janvier 1979, qui prend en compte la notion de « service rendu », la constitution de stocks d'ouvrages à rotation lente, notamment.

En ce qui concerne les augmentations de prix, les libraires considèrent qu'il y a « beaucoup d'affirmations sans preuves » et que l'« administration a constaté la hausse des libraires ». Il est inévitable toutefois que les augmentations décidées au niveau de la production se répercutent au stade du détail. Les libraires citent à titre d'exemple, les prix des livres de poche édités par Hachette, qui ont augmenté de

12 à 18 % au 1er janvier dernier. Ils estiment aussi que, s'il y a des écarts, « c'est donc que, la concurrence jouant, les prix sont « tirés par le bas ». Ils rappellent aussi qu'à côté du prix une « notion de service existe ». « Nous pensons, disent-ils, à beaucoup d'intellectuels qui protestent contre la liberté (des prix), se précipitent pour avoir le plus fort rabais chez les « discounters » en pliant sur le sort de leurs libraires... Enfin, « certains livres techniques sont et resteront chers parce que les tirages sont faibles, et que le fonds de l'édition

Cette mise au point des libraires intervient une semaine après que les éditeurs ont présenté « avec précaution » l'analyse d'un sondage effectué auprès de cent cinquante points de vente sur l'évolution des prix des livres (« le Monde » du 18 janvier 1980).

La crainte de voir les ouvrages difficiles diminuer, voire disparaître, leur paraît très exagérée. Rien n'empêche, estiment-ils, les éditeurs de garder une perception entre les prix de cession des ouvrages difficiles et prévus. La concurrence trop vive sur les best-sellers devrait inciter les libraires à vendre davantage les ouvrages de fonds. À condition que le libraire puisse déterminer la nature des ouvrages de son fonds, que « ne lui soit pas imposé par les services commerciaux des distributeurs d'importer quel ouvrage, et que le fonds de l'édition

chez les libraires ne devienne pas un jour-tout d'ouvrages identiques » pour tous les magasins (1). Les difficultés rencontrées par les petits libraires, qui doivent désormais calculer et transcrire le prix des livres, s'effaceront d'elles-mêmes, estime la Fédération, après un temps d'adaptation nécessaire à la mise en œuvre de toute réforme.

Les libraires ont également abordé le problème de l'information du public sur le prix des livres, notamment par la presse, qui ne dispose plus de référence après la disparition du prix censuré. Les libraires rappellent que leurs clients peuvent les interroger. « Il ne faut pas que les plus grandes ventes se fassent, demain d'une émission type Bernard Pivot. Or celui-ci ne donne jamais le prix des livres », disent-ils. « Cependant, il n'est pas interdit de réfléchir, entre éditeurs et libraires, à une information préalable encore meilleure », concluent-ils.

Nous croyons savoir, en effet, que les libraires renonceraient prochainement les éditeurs à propos de l'information du public sur le prix des livres, qui pourrait devenir « meilleure », d'autant plus facilement qu'elle est presque instantanée. Les problèmes posés par l'office « service d'office des nouveautés » seraient aussi abordés. — B. A.

(1) Les libraires ont montré la liste d'ouvrages établie par Hachette pour la constitution d'un fonds permanent de littérature générale. Cette « sélection », qui réunit le triangle des Bernardes, base sociale O.V.N.I. Supers et la Vie, mode d'emploi, de Georges Furet, serait prochainement annulée.

M. Pidoux-Payot réclame une politique d'ensemble pour l'exportation du livre

M. Jean-Luc Pidoux-Payot, président du Syndicat national de l'édition, fait état, dans la Lettre de l'édition de janvier, des problèmes rencontrés par le livre français à l'exportation et plus généralement, de la place de la langue française dans le monde. « La pratique du français décline dans les régions entières du globe », écrit-il, et nos livres trouvent de moins en moins de lecteurs parmi les non-francophones. (...) Réduits à ne représenter dans vingt ans que 1 % de la population mondiale, devons-nous considérer qu'après tout la cause est entendue ? Les éditeurs français ne se résignent pas. (...) Certains problèmes, en effet, ne dépendent que des pouvoirs publics. Qu'ils reprennent des initiatives en matière d'enseignement du français, et d'enseignement tout court. Qu'ils développent une aide plus active à la traduction d'œuvres désormais inaccessibles au plus grand nombre des lecteurs étrangers. Qu'ils encouragent la présence de notre culture et de nos livres sur tous les continents. Qu'enfin, ils organisent en France même une politique de la lecture publique à l'échelle des besoins réels. »

Dans un dossier consacré à cette question, la Lettre de l'édition rappelle que la Librairie Hachette jusqu'à il y a peu, par l'intermédiaire de la « commission non gérée » servait pour tous les éditeurs, les petites commandes à l'unité en provenance de l'étranger. « Une perte annuelle de plusieurs millions de francs sur ce poste a décidé d'interrompre ce service en 1980. Sans aide de l'Etat, ces milliers de très petites commandes risquent maintenant de n'être plus servies. »

Il faut au livre français, poursuit la Lettre, « un environnement favorable, qui ne pourra être obtenu que par une volonté clairement exprimée ». En ce moment, le Québec envisage de « fermer les portes » au livre français. L'Alliance postale unitaire des pays postaux internationaux. La nouvelle législation sur les prix, en faisant disparaître, dans bien des cas, tout prix de référence de la publicité des éditeurs, dépeuple les libraires étrangers qui menacent de fermer leurs rayons français. Autant de problèmes dont l'Etat détient la solution, et qui, peut-être, s'il le veut, régler très vite. »

E. P. E. C.

Révision intensive

APTITUDE et PROBATOIRE D.E.C.S.

2 formules : Cours le samedi ou révision vacances scolaires de Pâques

Tél. 246-59-14 - 246-59-15

E.P.E.C. FORMATION

Préparation

D.E.C.S. JURIDIQUE

en une journée par semaine

Tél. : 246-59-14 - 246-59-15

QUINZAINES DU SKI

Prix exceptionnels sur tout votre équipement, jusqu'au 2 février.



FUSALP
K. WAY
MOSSANT
OLYMPIC
TREVOIS
MAC GREGOR
TED LAPIDUS
LE TRAPPEUR
NORDIKA
MUNARI
SKISS
SKIS
ROSSIGNOL
DYNASTAR
TRAK
FIXATIONS
LOOK
SALOMON

Anorak dessus et doublure 100 % polyamide, ouatage 100 % polyester, jusqu'au 52 **350f**

Pantaski velours élastiss, 51 % polyamide, 37,5 % acrylique, 8 % laine, 3,5 % élasthane, jusqu'au 48 **229f** du 50 au 52 **250f**

Anorak, dessus 100 % coton, doublure 100 % polyamide, ouatage 100 % polyester **375f**

Pantaski compétition, velours élastiss, 60 % acrylique, 15 % polyamide, 2 % élasthane **359f**

Samaritaine
PONT-NEUF / VELIZY 2 / ROSNY 2 / CERGY

TOUT POUR LE SKI : VETEMENTS ET EQUIPEMENT - MAGASIN 3 - 2^e ETAGE

AGRICULTURE

LA « GUERRE DU MOUTON »

Dialogue de sourds entre Français et Britanniques

Sir Ian Gilmour, ministre adjoint des affaires étrangères britannique, s'entretient, ce mercredi 23 janvier, avec M. Raymond Barre et avec M. François-Poncet. Cette visite s'inscrit dans une tournée européenne, qui a déjà conduit le ministre britannique à Rome, Bruxelles, La Haye, Luxembourg et Bonn, et qui le conduira aussi à Dublin et Copenhague.

Les conversations portent principalement sur les revendications budgétaires britanniques au sein de la Communauté que les partenaires de la Grande-Bretagne n'ont pas satisfaites en décembre au Conseil européen de Dublin. Il est très probable que, à Paris, elles seront élargies aux autres chapitres du « contentieux britannique » : « guerre du mouton », guerre de la langoustine, politique agricole, etc.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — « Le débat franco-anglais est bloqué. C'est désormais par des contacts avec les sept autres partenaires que nous devons essayer de faire progresser les choses. » Ainsi s'exprimait, mardi soir, M. Méhaignerie à propos de l'affaire du mouton. L'affrontement franco-anglais a effectivement pris lors de cette session des ministres de l'agriculture des Neuf, lundi et mardi, des proportions dépassant à l'évidence l'importance de ce dossier.

M. Walker, ministre britannique, estime non sans raison se trouver dans une position favorable et est déterminé à l'exporter. La France, rétorque-t-il, se complait dans l'illégalité puisque, en dépit des injonctions de la Cour de justice européenne, elle refuse d'ouvrir ses frontières aux importations de moutons britanniques, sous prétexte qu'il en résulterait une perte de revenus substantielle pour ses producteurs. Rien n'empêche le gouvernement britannique de réexaminer les conditions de son accord de subventions à ses éleveurs. Le Royaume-Uni, conclut-il, ne veut pas entendre parler et encore moins discuter d'un futur règlement européen sur le mouton comprenant des clauses qu'il réprouve (la possibilité d'achats d'intervention, par exemple), sous prétexte que l'adoption d'un tel règlement est posée comme condition par Paris pour revenir dans le droit chemin.

La démonstration tentée par M. Méhaignerie est plus difficile à faire passer : car elle implique une interprétation des décisions de la Cour. Celle-ci, dit-on du côté français, a insisté sur la nécessité de ne pas faire obstacle à la libre circulation ; mais il ne faut pas se laisser piéger par le prix des juges de Luxembourg. Cette libre circulation doit, conformément aux principes de la politique commune, s'accompagner de mesures assurant la préférence communautaire et la solidarité financière. « Nous avons le sentiment que si nous ouvrons les frontières, nous n'aurons jamais de règlement de mouton : ce que veulent les Anglais, c'est pénétrer en France sans supporter les contraintes d'une organisation de marché ; ce qu'ils recherchent aujourd'hui, comme hier, c'est une zone de libre-échange et non pas un marché organisé. »

M. Méhaignerie réplique au passage à un argument des Britanniques. M. Walker a déclaré que le système capitaliste, et non le fait valoir que les Français pourraient verser des compensations aux éleveurs. « Nous serions prêts à le faire, affirme le ministre français, et c'est d'ailleurs une période brève, si une échéance était fixée et si nous avions la certitude, une fois ce terme atteint, d'avoir une zone de libre-échange de moutons. M. Méhaignerie rappelle qu'il a déjà consenti des concessions importantes pour faciliter l'adoption de ce règlement.

Les autres Etats membres ont assisté en silence à ce dialogue de sourds entre la France et le Royaume-Uni. « Aucun partenaire n'a demandé la parole », constate M. Méhaignerie, qui ajoute que les sept sont sensibles à ses arguments et n'apprécient guère le blocage de M. Walker. En effet, il est de coutume dans la Communauté de montrer de la

compréhension pour un partenaire faisant face à une situation politique difficile. L'an passé, lors du débat sur l'élimination des montants compensatoires monétaires, les Allemands ont répété qu'il serait pour eux politiquement suicidaire de prendre des décisions aboutissant à une baisse nominale des prix payés aux producteurs. Au bout du compte, cela a été admis.

Aujourd'hui, M. Walker — à propos du mouton, mais en fait surtout pour des raisons tactiques (placer la France en position difficile avant de reprendre le débat sur la contribution britannique au budget) — refuse de jouer le jeu. Il reste que la compréhension des pays partenaires à des limites. Dans le vaste débat agro-budgétaire qui est en cours, les positions des uns et des autres sont complexes. Dans ces conditions et quoi qu'on en dise du côté français, rester dans l'illégalité est en soi une erreur.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉTRANGER

La troisième conférence de l'ONU

MENACE SUR LA RELANCE DU DIALOGUE NORD-SUD

New-Delhi (A.F.P.). — La relance du « dialogue Nord-Sud » semble menacée au deuxième jour de la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), qui se tient à New-Delhi depuis lundi. Alors que les travaux en commission sur les propositions du secrétaire de l'ONUDI n'ont pas encore commencé, le débat général a été l'occasion pour les pays socialistes de se démarquer nettement des pays industrialisés occidentaux dans leurs rapports avec le tiers-monde.

M. Kruglov, délégué soviétique, a rejeté la responsabilité de la pauvreté des pays en développement sur « le colonialisme et le système capitaliste », et dénié la responsabilité de l'U.R.S.S. On apprendrait un peu plus tard, dans la soirée, que les pays du bloc socialiste s'étaient mis d'accord sur une déclaration commune, qui n'a pas été publiée.

De son côté, M. Davignon, commissaire européen, a estimé que le développement industriel des pays en voie de développement ne pouvait reposer seulement sur des transferts de fonds d'Etat vers ces pays, et a souligné le rôle important de l'investissement privé dans le processus d'industrialisation. On attend, dans les jours prochains, la publication du plan d'action proposé par les pays en développement, qui prévoit la création d'un « fonds global Nord-Sud » de 300 milliards de dollars, sans distinction entre pays capitalistes et pays socialistes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

JAEGER

CHIFFRE D'AFFAIRES : 1.177 MILLIONS (+ 23 %)

Le groupe Jaeger a connu en 1979 une forte expansion. L'année 1979 devrait, dans ces conditions, apparaître pour le groupe, comme un excellent exercice.

Les perspectives d'activité du premier trimestre 1980 se situent au niveau atteint en moyenne au cours du second semestre 1979.

EUROPE N° 1

Pour les trois premiers mois de l'exercice 1979-1980 (1^{er} octobre au 31 décembre 1979), le chiffre d'affaires hors taxes radio de groupe s'élève à 117 640 000 F contre 89 400 000 F pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 31,6 %.

La progression des trois premiers mois de l'exercice 1979-1980 par rapport à la même période de l'exercice précédent a été de 11,01 %.

LES MARCHÉS

LONDRES

Marché	Clôture	Différence
Or	374,50	+ 0,50
Argent	15,10	+ 0,05
£/F	166,50	+ 0,50
\$/F	2,48	+ 0,01
\$/£	0,40	+ 0,01
Yen/F	360,00	+ 0,00
Mark/F	3,36	+ 0,01
Franc/F	6,55	+ 0,01
Escudo/F	200,00	+ 0,00
Real/F	200,00	+ 0,00
Coré/F	200,00	+ 0,00
Indon/F	200,00	+ 0,00
Phil/F	200,00	+ 0,00
Singap/F	200,00	+ 0,00
Taiwan/F	200,00	+ 0,00
Thail/F	200,00	+ 0,00
Vietnam/F	200,00	+ 0,00

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Société	Cours	Différence
Alcatel	1.200,00	+ 10,00
Alstom	1.100,00	+ 5,00
Bois	1.000,00	+ 2,00
Bouygues	900,00	+ 1,00
Canal	800,00	+ 0,00
Châlon	700,00	+ 0,00
Compt	600,00	+ 0,00
Crédit	500,00	+ 0,00
Electric	400,00	+ 0,00
Environ	300,00	+ 0,00
Finance	200,00	+ 0,00
Industrie	100,00	+ 0,00
Logique	0,00	+ 0,00
Mécanique	0,00	+ 0,00
Optique	0,00	+ 0,00
Plastique	0,00	+ 0,00
Textile	0,00	+ 0,00
Vêtements	0,00	+ 0,00
Yacht	0,00	+ 0,00

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Marché	Cours	Différence
\$/¥	160,00	+ 0,00
¥/\$	0,00	+ 0,00

BOURSE DE PARIS - 22 JAN

Marché	Clôture	Différence
Or	374,50	+ 0,50
Argent	15,10	+ 0,05
£/F	166,50	+ 0,50
\$/F	2,48	+ 0,01
\$/£	0,40	+ 0,01
Yen/F	360,00	+ 0,00
Mark/F	3,36	+ 0,01
Franc/F	6,55	+ 0,01
Escudo/F	200,00	+ 0,00
Real/F	200,00	+ 0,00
Coré/F	200,00	+ 0,00
Indon/F	200,00	+ 0,00
Phil/F	200,00	+ 0,00
Singap/F	200,00	+ 0,00
Taiwan/F	200,00	+ 0,00
Thail/F	200,00	+ 0,00
Vietnam/F	200,00	+ 0,00

VALEURS

Société	Cours	Différence
Alcatel	1.200,00	+ 10,00
Alstom	1.100,00	+ 5,00
Bois	1.000,00	+ 2,00
Bouygues	900,00	+ 1,00
Canal	800,00	+ 0,00
Châlon	700,00	+ 0,00
Compt	600,00	+ 0,00
Crédit	500,00	+ 0,00
Electric	400,00	+ 0,00
Environ	300,00	+ 0,00
Finance	200,00	+ 0,00
Industrie	100,00	+ 0,00
Logique	0,00	+ 0,00
Mécanique	0,00	+ 0,00
Optique	0,00	+ 0,00
Plastique	0,00	+ 0,00
Textile	0,00	+ 0,00
Vêtements	0,00	+ 0,00
Yacht	0,00	+ 0,00

VALEURS

Société	Cours	Différence
Alcatel	1.200,00	+ 10,00
Alstom	1.100,00	+ 5,00
Bois	1.000,00	+ 2,00
Bouygues	900,00	+ 1,00
Canal	800,00	+ 0,00
Châlon	700,00	+ 0,00
Compt	600,00	+ 0,00
Crédit	500,00	+ 0,00
Electric	400,00	+ 0,00
Environ	300,00	+ 0,00
Finance	200,00	+ 0,00
Industrie	100,00	+ 0,00
Logique	0,00	+ 0,00
Mécanique	0,00	+ 0,00
Optique	0,00	+ 0,00
Plastique	0,00	+ 0,00
Textile	0,00	+ 0,00
Vêtements	0,00	+ 0,00
Yacht	0,00	+ 0,00

مكتبة الأصل

AGRICULTURE

Dialogue de sourds entre Français et Britanniques

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 22 JANVIER

Baisse de l'or et hausse des actions

Une fois de plus, tous les producteurs ont été braqués sur le marché de l'or. Mais, contrairement aux jours précédents, le métal précieux a perdu une partie de son éclat. Sur les indications parvenues de Londres, le lingot a fortement fléchi, revenant de 99 010 F à 93 900 F. Notons cependant que la baisse de l'or a été deux fois moins rapide à Paris (- 5,2 %) qu'entre-Manche (- 10,2 %), où, il est vrai, après le premier séisme (1763 dollars) l'once contre 850 dollars, les cours sont rapidement remontés. Et ce dans le sillage, semble-t-il, des marchés américains, où, à l'échelle de la semaine (février 1980), la barre des 970 dollars a été allégrement franchie. Bref, à l'équivalence, le prix de l'or est resté sur notre place à 721,5 dollars.

Recrudescence aussi du naphtolène (- 5 %) qui a été successivement coté 783 F puis 770 F (contre 809,00 F) et de son substitut, la cire 41/2 % 1973 (- 6,6 %).

Sur le marché des actions, le mouvement de reprise enregistré la veille s'est un peu accéléré, s'étendant même à la majorité des titres inscrits à la cote du terme et en clôture, l'indice de la Bourse de Paris a gagné de 1,1 %, enclavant le cours de 1 000 points.

La réponse des primes, qui avait lieu ce jour, et les ventes qu'elle occasionne en temps normal n'ont eu aucun effet sensible sur la tendance. Nonobstant, les engagements, il est vrai, avaient été abandonnés. De plus, la baisse de l'or et la bonne tenue de Wall Street ont renforcé les espoirs de détente internationale, déjà nourris autour de la corvette depuis quelque temps. Il n'en a pas fallu davantage pour inciter les opérateurs, toujours à l'affût des bonnes affaires, à procéder à quelques achats dans la perspective d'une hausse plus substantielle. Peut-être aussi faut-il imputer ce regain d'intérêt à l'incitation (acceptée) à déjouer du chef de l'Etat à M. et Mme Chirac.

LONDRES 22 JANVIER

La baisse des cours se poursuit vendredi matin sur le marché de Londres. Les industriels perdent encore deux points et moyennement des pétroles, des banques, des assurances et des fonds d'Etat. Mais ce sont les mines sud-africaines qui sont les plus touchées avec des pertes atteignant jusqu'à 60 dollars.

De (mercure) (dollar) ... contre 737 68

VALEURS	CLOTURE	COURS
British Petroleum	121	123
Imperial Chemical	348	348
De Beers	18 5/8	18 1/4
Imperial Chemical	370	370
De Beers	18 5/8	18 1/4
Imperial Chemical	370	370
De Beers	18 5/8	18 1/4
Imperial Chemical	370	370
De Beers	18 5/8	18 1/4

NEW-YORK 22 JANVIER

Intensifié par le repli brutal des valeurs asiatiques, le marché américain a subi une chute spectaculaire des prix sur les grandes places internationales. Le Dow Jones a perdu 6,51 points à 2 883,31.

Ce recul des cours, somme toute assez modeste, s'est accompagné de 50,62 millions de titres cotés et de 48,04 millions de valeurs cotées.

D'autres facteurs ont toutefois joué en faveur d'un repli des cours. Les observations et différents analystes citent, en effet, à cet égard, les craintes d'un nouveau resserrement des conditions de crédit, l'annonce que le président Carter n'augmentera pas de réduire les impôts et le tablissement des obligations.

Sur 1510 valeurs, 985 ont baissé, 527 ont monté et 526 sont restés stables.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ESPO S.A. La société émet formellement l'invitation d'une distribution d'actions gratuites ou d'échanges avec des actions Esso. Elle précise, d'autre part, à propos du puits de saule, dans le Sud-Ouest, que les essais de production d'huile ont commencé.

S.A.S.F. - Le groupe chimique ouest-allemand va encore augmenter ses investissements en 1980 (+ 5,7 %), qui, globalement, sur un plan mondial, porteront la somme de 2,45 milliards de deutschemarks (4,26 milliards de francs), 70 % (1,52 milliard de deutschemarks) seront affectés à des projets immobiliers nouveaux en Allemagne fédérale. La part consacrée par la société à l'achat de nouvelles actions de sociétés allemandes s'élève à 225 millions de deutschemarks. Environ 333 millions de deutschemarks seront affectés à des investissements extranationaux.

BOUYGUES - Selon M. François Bouygues, l'exercice 1979 a été excellent pour le groupe et le résultat net s'élève à 1 000 millions de francs contre 80 millions en 1978. Le président table, pour 1980, sur un chiffre de 1 500 millions de francs contre 540 millions.

PERRELLA - Le bénéfice net consolidé pour l'exercice 1979-1980 s'élève à 1 000 millions de francs contre 73 millions de francs contre 36,4 millions.

INDICES QUOTIDIENS

INDICES	22 JANV. 1980	21 JANV. 1980
Paris (Cote)	1000,00	998,90
Paris (Ind. 100)	1000,00	998,90
Paris (Ind. 200)	1000,00	998,90
Paris (Ind. 300)	1000,00	998,90
Paris (Ind. 400)	1000,00	998,90
Paris (Ind. 500)	1000,00	998,90
Paris (Ind. 600)	1000,00	998,90
Paris (Ind. 700)	1000,00	998,90
Paris (Ind. 800)	1000,00	998,90
Paris (Ind. 900)	1000,00	998,90
Paris (Ind. 1000)	1000,00	998,90

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0

BOURSE DE PARIS - 22 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0

COMPTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0
Alcatel	220	220	0

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. HOPITALITÉ : « L'heure des choix », par Jean-Louis Fack-Brentano ; « Les ambiguïtés du budget global », par Guy Piau ; « Les médecins attendent-ils tout de l'État ? », par le docteur Georges Gerard.

ÉTRANGER

3-4. L'ASSIGNATION À RÉSIDENCE D'ANDREI SAKHAROV : « Realpolitik ou droits de l'homme », une libre opinion de Jean-Paul Mathieu.

4. YUGOSLAVIE : M. Bokaritch rappelle la position de son pays à l'égard de l'U.R.S.S.

5. PROCHE-ORIENT

— ÉGYPTÉ : Le Coire a « gelé » 2 milliards de pétrodollars arabes.

7. AMÉRIQUES

— EL SALVADOR : après la fin de la guerre civile, la « guerre civile » menace.

8-9. LA CRISE AFGAINE ET LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE

10. ASIE

— La Corée du Sud entre la dictature et la démocratie (III), par Philippe Pena.

POLITIQUE

11. Comité central du P.C.F. : M. Gremetz souligne la conformité de la politique de la direction communiste avec les principes du XXIII^e congrès.

12. « Les partis face à la déstabilisation » (II), par André Laurens.

— LIBRE OPINION : « Vive la nation ! », par André Fontan.

13. La procédure budgétaire : « La Constitution a été correctement appliquée dans sa lettre et dans son esprit », estime M. Giscard d'Estaing.

SOCIÉTÉ

14. Le SGEN-C.F.D.T. de l'académie de Créteil invite ses membres à distribuer des tracts sur la drogue.

15-16. JUSTICE : un procès à propos d'une bavure policière ; quand le *Corrier de la Haute-Saône* voulait extirper le « virus juif ».

16. RELIGION : au synode de Rome, deux évêques néerlandais affirment que l'épiscopat des Pays-Bas est « disposé à accepter la volonté du pape ».

16. ÉDUCATION

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

17. DANSE : le retour du ballet national de Pologne.

18-19. CINÉMA : les films de Manoel de Oliveira présentés en France. — Le VIII^e Festival d'Avoriaz.

21. EXPOSITION : René Char et ses poésies.

26. SPORTS

— AUTOMOBILISME : le Rallye de Monte-Carlo.

— PATINAGE ARTISTIQUE : les championnats d'Europe à Göteborg.

INFORMATIONS « SERVICES »

27. P.T.T. : rue du Louvre, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

RÉGIONS

32. ÎLE-DE-FRANCE : La grève des taxis parisiens : les chauffeurs représentent le travail.

ÉCONOMIE

33. ÉNERGIE : la politique énergétique au conseil des ministres.

34-35. AFFAIRES : la chute brutale des cours de l'or.

36. AGRICULTURE : dialogue de sourds entre Français et Britanniques à propos de la guerre du mouton.

ÉDITION

RADIO-TELEVISION (26) : Annonces classées (28 à 31) ; Carnet (26) ; Journal officiel (27) ; Météorologie (27) ; Mots croisés (27) ; Programmes spectacles (17 à 28) ; Bourse (37).

JACQUES DEBRAY
SOLDES
du 8 au 29 Janvier

COSTUME... 700F
1390F 1000F
VESTE... 600F
31 BD MALESHERBES

A B C D E F G

DE PRÉFÉRENCE A UN MOTEUR PRATT AND WHITNEY

L'armée de l'air américaine choisit un réacteur SNECMA-General Electric pour moderniser la propulsion de ses avions-ravitailleurs KC-135

L'armée de l'air américaine a annoncé, ce mercredi 23 janvier, qu'elle avait décidé de confier à la société Boeing un contrat d'études de 13,5 millions de dollars — l'équivalent de 54 millions de francs — pour équiper l'un de ses avions ravitailleurs KC-135 de quatre réacteurs CFM-56, de 10 tonnes de poussée, conçus par General Electric et la Société nationale

d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA). A titre d'essai, le réacteur franco-américain a donc été retenu de préférence à un moteur concurrent de la société américaine Pratt and Whitney. A terme, le contrat, qui sera confirmé avant la fin de cette année, représentera un engagement financier de l'ordre de 14 milliards de francs.

Une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

L'armée de l'air américaine a annoncé, ce mercredi 23 janvier, qu'elle avait décidé de confier à la société Boeing un contrat d'études de 13,5 millions de dollars — l'équivalent de 54 millions de francs — pour équiper l'un de ses avions ravitailleurs KC-135 de quatre réacteurs CFM-56, de 10 tonnes de poussée, conçus par General Electric et la Société nationale

d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA). A titre d'essai, le réacteur franco-américain a donc été retenu de préférence à un moteur concurrent de la société américaine Pratt and Whitney. A terme, le contrat, qui sera confirmé avant la fin de cette année, représentera un engagement financier de l'ordre de 14 milliards de francs.

Une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

General Electric rétorque que le gouvernement fédéral n'a cessé d'engager ses alliés dans des fabrications militaires conjointes et que le programme C.F.M.-56, issu d'une coopération franco-américaine, est le premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Si elle est confirmée dans quelques mois, la commande de l'armée de l'air américaine est un premier pas vers une rentabilité accrue du programme C.F.M.-56, qui devrait être assurée à partir de la vente, à des fins militaires ou civiles, d'environ deux mille cinq cents réacteurs.

Pratt and Whitney a envoyé

une lettre aux sénateurs américains pour regretter qu'une commande militaire de cette importance financière, technologique et politique soit confiée, pour moitié, à la France surtout après le choix de la compagnie Air France d'écarter les réacteurs de Pratt and Whitney pour ses prochains Airbus A-310. Le constructeur américain estime, d'autre part, que l'achat récent par le service fédéral des gardes-côtes, de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin et de quarante et un avions Falcon-Carolan de conception française suffit déjà à légitimer les intérêts des industriels américains.

Les prix ont vraisemblablement augmenté de 11,8 %

En affirmant, mardi 22 janvier, que la hausse des prix aura été légèrement supérieure à 11,5 % (vraisemblablement 11,8 %) en 1979, M. Monory, ministre de l'économie, a indirectement indiqué que l'augmentation des prix en décembre aura été de l'ordre de 0,8 %.

Pour le dernier mois de l'année, les résultats des grandes catégories devraient être tout à fait comparables à ceux de novembre : faible progression dans le secteur des produits alimentaires (de l'ordre de 0,5 %) et dans celui des services (environ 0,2 %). La poussée soutenue en ce qui concerne les produits manufacturés (autour de 1,2 %). Mais, alors qu'en novembre les textiles (+1,5 %) avaient provoqué cet accroissement, ce sont, cette fois,

les autres produits manufacturés qui, dans une proportion analogue, « font la différence ». Les résultats sur l'ensemble de l'année ne déconcertent pas M. Monory selon qui, malgré les apparences, un certain progrès de l'augmentation des prix en décembre aura été de l'ordre de 0,8 %. Le ministre estime que, malgré la hausse des produits pétroliers, les prix, en France, se sont plutôt mieux tenus que dans les autres pays. En sera-t-il de même en 1980 ? M. Monory l'espère, bien que la « facture pétrolière » doive encore augmenter. Il considère toutefois que l'armée de l'air américaine, du fait de la réduction des déséquilibres internes, du rétablissement de l'équilibre extérieur et du dynamisme retrouvé de l'appareil productif.

Mme MARIE-EDITH REMILLY COMMISSAIRE GÉNÉRALE DES GUIDES DE FRANCE

Mme Marie-Edith Remilly vient d'être nommée commissaire générale des Guides de France, en remplacement de Mme Marie-Thérèse Cheroutre, qui avait été désignée à ce poste